PD-AAU-569

50027

6830240

ETUDE SUR LES ORGANISATIONS LOCALES DANS LE DEPARTEMENT DE NIAMEY

RAPPORT FINAL

Pr Hamidou A. Sidikou
Robert B. Charlick

République du Niger
Ministère du Développement Rural
Projet Productivité Niamey

Octobre 1985

Development Alternatives, Inc. 624 Ninth Street, N.W. · Washington, D.C. 20001

TABLE OF CONTENTS

SYNTHESE DU RAPPORT: ETUDE SUR LES ORGANISATIONS LOCALES ET LE DEVELOPPEMENT DU DEPARTEMENT DE NIAMEY. . . i

EXECUTIVE SUMMARY: THE POTENTIAL OF LOCAL ORGANISATIONS IN THE NIAMEY DEPARTMENT TO PROMOTE RURAL DEVELOPMENT FINDINGS AND AN APPROACH TO ORGANIZATIONAL DEVELOPMENT. . xi

INTRODUCTION ET TERMES DE REFERENCE 1

PREMIERE PARTIE
METHODOLOGIE. ELEMENTS SUR LES VILLAGES ETUDIES . . 5

CHAPITRE 1: METHODOLOGIE ET PLAN DE L'ETUDE. 7

CHAPITRE 2: PRESENTATION GENERALE DES VILLAGES ETUDIES . . 25

DEUXIEME PARTIE
LES ORGANISATIONS FORMELLES ET INFORMELLES. . . 37

CHAPITRE 3: LES ORGANISATIONS FORMELLES OU ETATIQUES. . . 42

CHAPITRE 4: LES GROUPES INFORMELS 61

TROISIEME PARTIE
UNE STRATEGIE D'APPUI AUX ORGANISATIONS LOCALES. . 91

CHAPITRE 5: LES ORGANISATIONS LOCALES ET LES RESULTATS DU PROJET PRODUCTIVITE NIAMEY 92

CHAPITRE 6: APPUI AUX ORGANISATIONS LOCALES ET DEVELOPPEMENT RURAL DANS LE DEPARTEMENT DE NIAMEY 126

SYNTHESE DU RAPPORT

ETUDE SUR LES ORGANISATIONS LOCALES ET LE DEVELOPPEMENT DU DEPARTEMENT DE NIAMEY

L'étude a pour objectifs d'approfondir les connaissances du fonctionnement des organisations locales dans la zone du projet du département de Niamey, afin de suggerer les méthodes d'appui pouvant aboutir à un meilleur engagement de ces organisations dans un processus de développement qui puisse se poursuivre de lui-même. L'étude touche aussi bien les structures locales officielles initiées par l'administration que les structures informelles mises en place par les villageois eux-mêmes, afin de répondre à certains besoins economiques, sociaux et culturels.

L'étude s'est déroulée de janvier à Juin 1985, et a utilisé comme méthodologie une combinaison de techniques permettant une connaissance rapide des structures, des problèmes et des potentiels des organisations locales existantes. Seize villages, dans les quatre arrondissements touchés par le Projet Productivité de Niamey (Kollo, Filingué, Ouallam, et Say) ont été choisis d'un commun accord avec les cadres d'arrondissement à cause de leur représentativité en ce qui concerne les divers groupes éthniques, les divers types de villages, les diverses zones écologiques, et pour leurs potentialités à participer aux actions de développement. L'analyse a été faite à partir de 500 interviews individuelles effectuées dans ces seize villages, et à partir d'une série d'entretiens avec des groupes de notables et de non-notables des villages, de petites études d'une vingtaine de groupes informels identifiés au cours des enquêtes villageoises, et des données techniques et écologiques recueillies au niveau de l'arrondissement, du département et des services nationaux.

Pour résumer les grandes lignes de nos conclusions préliminaires en fonction des termes de réferences de l'étude:

A. Les contraintes physiques qui affectent les communications entre les sources extérieures d'information et les producteurs locaux, conditionnent la réception des informations et leur acceptation--

1. Plusieurs facteurs physiques liés à la connaissance des programmes du projet, l'adoption des thèmes techniques, et à la réception par les villageois des avantages potentiels qu'implique la participation dans les divers aspects du Projet (programme CPT/Stagiaires; utilisation des produits agricoles, utilisation de la structure coopérative pour le crédit et la commercialisation; assister à un stage de formation associé à d'autres volets du projet).

   a. En ce qui concerne les facteurs externes au village, la distance le séparant de Niamey est significative, et les résultats obtenus dépendent des types de sols dominants. (Meilleurs résultats dans les villages plus proches de Niamey, et résultats moins satisfaisants dans les villages à terroir dunaire).

i. En revanche, l'accès à une meilleure voie de communication ne se révèle pas très importante. Les résultats les moins satisfaisants ont été enregistrès dans les villages situés au bord de la route nationale bitumée.

ii. Les mass media ne jouent pas encore un rôle décisif dans la connaissance des nouvelles techniques agricoles qui sont plutôt connues par l'intermédiaire d'un agent technique, ou les experiences d'un autre cultivateur.

b. Les facteurs internes au milieu rural jouent un rôle important dans la communication, dans la participation aux programmes du projet.

i. Un meilleur équipement du village, et le fait d'être un chef-lieu de coopérative sont liés à la connaissance et à la participation aux divers aspects du projet.

ii. Le type de village selon l'emplacement des habitations sur le terroir s'est révélé très significatif (les villages groupés sont beaucoup plus susceptibles de connaître etde participer aux programmes externes que les villages dispersés).

iii. Le niveau de formation des villageois se révélé très important pour le degré d'acceptation des programmes du projet. Le niveau de formation, même quand il s'agit d'alphabétisation minimale, est très bas dans les villages du Département. Mais le fait d'avoir eu au moins un peu de formation est associé à une plus grande réceptivité aux programmes du Projet.

iv. D'un point de vue qualitatif nous avons constaté une forte différence dans la diffusion de la communication et dans les réponses des villageois aux possibilités de développement entre les villages dynamiques et plus ou moins solidaires et les villages fortement divisés.

Ces mêmes facteurs jouent au niveau du fonctionnement des institutions intra-villageoises.

a. Les facteurs internes qui nous semblent être associés sont:

i. l'autorité du chef de village, qui n'est pas contestée

ii. la forte implantation de la religion musulmane, surtout là où cela correspond avec l'existence d'une mosquée centrale servant de lieu de rencontre, ou celle d'un groupe maraboutique influent.

iii. Une homogénéité de la population d'un point de vue ethnique, et peu de gens marginalisés par le fait de ne pas être originaire du village, ou d'être marginalisé par leur statut de caste.

iv. Bien que le facteur homogenéité de la population apparaisse comme important dans la communication et le fonctionnement des organisations villageoises il était dépassé dans plusieurs villages où la diversité constitue une force et non une faiblesse.

B. La nature des organisations non-gouvernementales informelles et leurs implications pour la promotion des activités de développement.

1. Les sociétés étudiées ne sont pas déprouvées du sens d'organisation, ni d'un esprit d'entr'aide spontanée.

2. Nous avons découvert diverses formes d'association classées selon leurs caractéristiques organisationnelles et leurs fonctions principales:

TYPOLOGIE DES GROUPES INFORMELS

FONCTION	CARACTERISTIQUES ORGANISATIONNELLES NON STRUCTUREES	STRUCTUREES
TRAVAIL NON-HERITE	ENTR'AIDE CHERCHEURS DE TRAVAIL REMUNERE CHAMPETRE EN GROUPE	COMMERCANTS FABRICANTS DE BRIQUES MECANICIENS
TRAVAIL HERITE		FORGERONS TISSERANDS BOUCHERS
GROUPE CULTUREL OU RELIGIEUX		CULTE DE HOLLEY GROUPE MARABOUTIQUE
GROUPE D'EPARGNE		ADASSE

a. En général les associations de gens qui travaillent ensemble ont des structures d'autorité, des procédures définies, et une capacité à agir dans un domaine spécifique. Mais elles ont des contraintes au point de vue actions de développement.

i. Du point de vue importance numérique peu de villageois sont constitués en groupe de travail à fonction économique, ou culturelle ou en groupe d'épargne (moins de 10%).

ii. Ils sont souvent de dimensions réduites et leurs membres sont surtout liés par la parenté proche.

iii. Rares sont les groupes qui gèrent des biens en commun. Les revenus et les gains sont normalement partagés immédiatement, ce qui limite les possibilités d'investissement et d'amélioration des moyens de production.

iv. Les caisses communes sont également rares. Nous avons identifié, en tout ,trois groupes ayant une capacité d'accumuler et d'investir leurs revenus-- deux groupes de tisserands qui investissent dans l'embouche, et un groupe des marabouts Tidjanites qui l'utilise pour financer la construction, l'équipement et l'entretien de leur mosquée.

v. Les groupes pluri-fonctionnels, qui entreprennent plus d'un seul type d'activité ne sont pas nombreux. Pour la plupart ce sont des groupes dont l'activité est héritée et qui sont fortement liés par leur habitude de travailler ensemble. Ils sont ainsi solidaires pour le travail des champs ou la construction des cases et des greniers et enfin la pratique de leur métier. EN dehors de cette catégorie, les groupes socio-professionnels ou culturels entreprennent rarement des activités agricoles en groupe. Cela implique que, à l'exception de ces groupes, les possibilités d'amener les groupes informels à entreprendre de nouvelles activités d'ordre economique et de développement ne semblent pas être très prometteuses.

vi. Les associations d'épargne de type "adasse" observées sont particulièrement uni-fonctionnelle, ayant pour but unique la possibilité de recueillir une certaine somme d'argent, destinée en général pour les besoins individuels ponctuels. Les adassés aussi ont en général la structure la plus légère de tous les groupes observés, donc celle qui dispose le moins de capacité organisationnelle.

b. Il y a néanmoins des possibilités d'assister certains groupes informels à produire davantage, et d'améliorer le niveau de vie en milieu rural.

i. L'esprit et la pratique du travail d'entr'aide sont beaucoup plus forts que nous le pensions. Dans notre échantillon plus de 70% des personnes participent "beaucoup" aux travaux d'entr'aide. Et exception faite des femmes qui sont beaucoup moins impliquées, la participation à l'entr'aide n'est pas exclusive. Au contraire, certaines de nos données nous laissent penser que les villageois les mieux placés (liés aux familles des chefs) et les plus dynamiques (disposés à un peu de formation, plus de travail rémunéré et des biens de consommation) partagent le même esprit "coopératif" que les autres villageois. Cela implique de fortes possibilités d'amélioration des conditions socio-économiques des villages par des actions "publiques" entreprises, par exemple par des Samarya , à condition que les activités soient perçues comme étant dans l'intérêt des villageois.

ii. Les habitudes organisationnelles, surtout chez les membres des groupes socio-professionnels sont bien instaurées, et indiquent une capacité d'action déjà existante qui ne doit pas être laisser à l'écart des actions de développement. Ces habitudes se trouvent donc, souvent à un niveau d'organisation sociale qui ne correspond pas avec l'unité politico-administrative-c'est-a-dire le village.

iii. Plusieurs groupes socio-professionnels ont des intérêts déjà bien définis en ce qui concerne leur métier, et souhaitent prèsque tous une aide en formation pour leur permettre de perfectionner leurs techniques de production, et de trouver davantage de débouchés pour leur produits. Ces groupes ne sont pas non plus limités à ceux liés par l'heritage car il y a des cas de groupes exerçant une profession sur la base du simple choix.

Bien que cela n'implique qu'une minorité de la population, certains groupes semblent offrir des possibilités à devenir de véritables petites entreprises artisanales dans une petite zone donnée s'ils avaient les méthodes et les capacités de production nécessaires réunies dans un ou deux ateliers.

Il est difficile d'estimer leur capacité en matière de gestion des crédits qui serait nécessaire pour cette augmentation de leur production, car il n'ont jamais eu ces possibilités par les voies officielles. Nous ne les croyons pas très experimentés non plus dans le secteur du crédit privé. Mais cela nous semble meriter un essai serieux.

iv. Certain groupes pluri-fonctionnels existent et semblent prêts à entreprendre des activités agricoles, ou de la culture maraichère, surtout là ou ils sont dominants dans la communauté. Dans ces villages il serait difficile de distinguer les activités des groupes informels, de celles des actions des organisations officielles étatiques.

3. Trois clefs à l'assistance aux groupements existants qui nous semblent essentielles sont

-- que les groupes soient amenés à participer à travers leur perception des leurs propres intérêts;

-- et qu'ils aient la possibilité d'accéder aux programmes du projet par encouragement d'un processus au niveau des organismes de la Société de Développement qui reconnaissent ces intérêts, et qui les épaulent dans leurs efforts à obtenir la formation et les ressources nécessaires.

-- que le niveau de vie de la plupart des villageois augmente de façon à permettre aux artisans, et aux groupes quelque peu specialisés de survivre, car dans le contexte actuel il n'existe pas tout simplement de pouvoir d'achat suffisant pour faire fonctionner un marché privé viable.

C. Les institutions officielles villageoises créées par l'Etat et leur rôle dans le développement rural.

1. En fonction des divers objectifs du Projet de Développement du Département de Niamey, et les perspectives pour ses futures actions nous estimons qu'une organisation locale doit être munie des caractéristiques suivantes:

-- la capacité d'identifier les intérêts des membres et de les transmettre;

-- la capacité de prendre des décisions qui engagent réellement les membres, ce qui implique une participation effective relativement étendue;

-- la capacité à mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires pour faire faces aux problèmes identifiés;

--la capacité de gérer l'exécution des actions qui suivent les décisions.

2. L'organisation sur laquelle le PPN à mis le plus l'accent dès le départ, c'est-à-dire les structures coopératives, et surtout le Groupement Mutualiste (GM) n'a à l'heure actuelle presqu' aucune des caractéristiques exigées. Quant aux principes de la coopération la structure et le rôle du GM sont très mal connus. Les GM n'entreprennent pratiquement aucune activité, et ont très peu de capacité à gérer les intrants agricoles et le crédit à long terme. Il ne sont pas par ailleurs dans une position pour prendre de véritables décisions sur ces points. Surtout, le GM n'a pas trouvé l'intérêt de ses "membres" (beaucoup d'entre eux ne connaissent pas les raisons de leur adhésion), et n'a pas mis en place un processus de prise de décision qui engage la masse des villageois. Comme instrument de développement le GM n'a rempli que d'une façon très marginale son rôle--à savoir aider les villageois à participer aux avantages qu'offre le Projet.

3. Les Samarya en revanche, présentent beaucoup plus les caractéristiques nécessaires. Elles ont une structure de prise de décision plus large, même si les parents des chefs de village y participent davantage. Elles remplissent de multiples rôles, non seulement d'ordre politique à l'égard du monde extérieur au village, mais aussi d'ordre économique et social à l'interieur du village. Elles ont presque toutes une capacité à mobiliser des ressources humaines, et des fonds. Elles ont aussi l'expérience de gérer des activités qui présentent un grand intérêt au moins pour une partie des villageois.

Néanmoins, les Samarya présentent des limites qui les empêchent d'être une asscciation de développement de base encore plus importante- comme par exemple l'exclusion effective des femmes, et la tendance à intégrer davantage ceux qui sont plus aisés dans le village. Mais en dehors de cela la Samarya, comme toutes les organisations villageoises, souffre d'un manque extrême de formation formelle et pratique. En plus les Samaryas n'ont aucun rôle à jouer dans les objectifs du Projet.

4. Le CVD (Conseil VIllageois de Développement, troisième institution de base et clef du fonctionnement de la Société du Développement, a apporté très peu de capacité organisationnelle au monde rural dans le Département de Niamey jusqu'à présent. Ses structures et son rôle sont mal connus et souvent confondus avec les autres institutions; et son processus de prise de décision semble suivre les diverses traditions d'organisation du pouvoir au sein du village, plutôt que de répresenter une nouvelle forme d'organisation. Ses actions sont éxécutées, pour la plupart par les samarya.

5. En dépit de notre constatation que les organisations contribuent très peu aux résultats du Projet, il faut admettre cependant q'au niveau du comportement individuel il y a un lien indéniable entre la participation dans les organisations officielles locales, et la participation dans les programmes du projet. L'explication de ce rapport n'est pas encore très evidente, mais il nous semble indiquer deux hypothèses possibles. D'abord il est clair que ceux qui detiennent les postes de responsabilité au village profitent plus que les autres des avantages engendrés tel le crédit à long terme. C'est une tendance à examiner de près, si tant est qu'une organisation de base n'est viable que si elle repose sur une participation réelle très étendue, et sur l'accès aux avantages correspondant aux intérêts de la plupart des membres.

La seconde hypothèse suggère une interprétation moins inquiétante. Il semble que le rapport statistique entre la participation dans les organisations locales et dans les programmes du projet s'explique en partie par le fait qu'un certain nombre des villageois rencontrés sont des individus très dynamiques qui s'interessent autant à leurs propres intérêts (à s'informer, à travailler chez un autre pour une compensation monétaire, à posséder davantage de biens modernes, et à moderniser ses techniques agricoles) q'aux intérêts du village (la participation dans l'entr'aide, et dans les institutions villageoises). Cela nous semble offrir des possibilités importantes et indiquer qu'une plus grande participation dans les organisations villageoises pourrait favoriser l'ouverture de ces organisations à l'égard des idées proposées de l'extérieur.

D. Appui Aux Organisations Locales-- Quelques Recommendations Pour Un Réorientation du Projet A Partir d'Une Etude

1. Les principes d'action

Cette étude, bien qu'elle soit très préliminaire, nous

amène à formuler une série de propositions de réorientation de l'aspect organisationnel du Projet. Cette démarche est fondée sur neuf principes que nous pensons devoir être respectés si le projet veut avoir les possibilités d'engendrer un processus de développement.

a. Soutenir les associations qui regroupent des gens qui ont un intérêt réel et concret qu'ils partagent.

b. Encourager au maximum les groupes qui ont des intérêts privés à promouvoir ces intérêts, sauf si ces intérêts sont en contradiction avec les intérêts publics perçus par la population.

c. Soutenir le fonctionnement des groupes en leur accordant surtout une formation appropriée à la poursuite de leurs intérêts.

d. Soutenir les demandes des groupes pour un soutien matériel, s'ils sont prêts à investir eux-mêmes le temps et les ressources.

e. Soutenir tout groupe local par la voie des institutions de la Société de Développement en fonction de sa spécificité (CVD pour les groupes sous-villageois ou villageois, CLD pour les groupes qui ne correspondent pas avec le territoire ou la population d'un seul village).

f. Soutenir le processus de développement par une formation permanente des institutions de la Société de Développement avec lesquelles on travaille.

   Cette formation doit avoir pour but de leur permettre d'acquerir la capacité de reconnaître leurs intérêts légitimes, de s'associer sur la base du volontariat, d'encourager les groupes à mobiliser leurs efforts et les ressources locales; et si possible d'associer les divers intérêts socio-économiques au niveau de la société où ils fonctionnent.

g. Travailler surtout avec les institutions de la Société de Développement qui sont disposées à maintenir ces principes.

h. Soutenir aussi les CVD qui ne sont pas encore prêts à respecter tous ces principes (comme par exemple l'exclusion effective des intérêts des femmes, où des gens d'un statut spécifique) mais les engager dans un processus de formation sur ces conditions en y associant étroitement le CVD.

i. Là où un CVD ne semble pas avoir de groupes au sein de la société qui propose des actions basées sur des intérêts précis, ne faire qu'une formation d'organisation qui a pour but de dégager un procéssus d'auto-évaluation et d'auto-analyse des problèmes et des possibilités locales. Cela, malheureusement, ne mobilise qu' une fraction très minoritaire des ressources du projet.

2. Les moyens d'action et l'application des méthodes aux activitéés concrètes

Le moyens nécessaires pour exécuter ces principes, et leurs applications aux divers types d'activités locales sont traités dans le dernier chapitre du rapport. En général, nous avons tendance à penser que le Projet doit mettre beaucoup plus de ses ressources dans des activités de formation au niveau villageois, y compris la formation des groupes qui se trouvent au sein de la société villageoise, tels que les groupes socio-professionnels. Nous pensons en général, qu'il serait nécessaire de renforcer les structures des CVD, en les initiant à une formation de type organisationnel à travers leur prédisposition à bénéficier d'une aide extérieure. Cette formation sera en bonne partie une formation technique, mais il ne faut pas obliger le besoin pour la formation des organisations non plus. La tâche est complexe et tres délicate, et elle demandera un cadre de formation muni d'une formation appropriée, et avec des habitudes de travail en collaboration avec les villageois bien établies.

Nous recommendons que le projet engage huit nouveaux formateurs pour remplir cette tâche, et que les services d'un ONG experimenté dans les techniques de processus de formation des organisations locales soit engagé pour entraîner les formateurs du projet, et pour les mettre sur la bonne route.

CONCLUSION

Enfin la présente étude ne constitue que le début d'une compréhension des sociétés locales dans le Département de Niamey. Ce sont des sociétés qui sont complexes, et encore mal connues. Et nous estimons que de cette connaissance approfondie dépendent les possibilités d'instaurer un procéssus qui aidera les organisations locales à acquerir les caractéristiques nécessaires pour un développement rural auto-entretenu.

EXECUTIVE SUMMARY

THE POTENTIAL OF LOCAL ORGANISATIONS IN THE NIAMEY DEPARTMENT TO PROMOTE RURAL DEVELOPMENT

FINDINGS AND AN APPROACH TO ORGANIZATIONAL DEVELOPMENT

The objectives of this study are to deepen the understanding of how local organizations actually function in the Niamey Department in order to suggest how these organizations can be involved to a greater degree in a self-sustaining development process.

The field study was conducted from January to June, 1985 under the direction of Hamidou Sidikou, assisted by Robert Charlick (Consultant for U.S.A.I.D). A combination methods were employed to rapidly survey the structures, problems and potentials of the existing local organizations. Sixteen villages (four from each of the arrondissements currently covered by the project) were selected for study in close consultations with Nigérien technical and administrative personnel at the arrondissement level. Villages were selected on the basis of several criteria:

--representation of the different ethnic groups residing in the project area;

--representation of different types of villages (grouped and dispersed; small, medium and large populations);

--representation of major ecological zones;

--inclusion of villages judged by departmental level administrators to have relatively good development potential.

Our sample of sixteen villages (including two double villages) is not random. If anything we believe it is biased toward more dynamic villages in the Department, at least as perceived by arrondissement level officials.

The analysis of the data took place in July and involved a statistical analysis (on the Project's micro-computer in Niamey) of 500 individual questionnaires, the correlation of village level technical information with individual responses, and a qualitative analysis of interviews conducted with groups of village notables as well as with groups of ordinary villagers. Finally, an analysis was conducted on twenty small scale organizations which were discovered in the course of the village level and individual level interviews.

Following the terms of reference this analysis focused on three major areas of concern:

1. the relationship between physical factors and the receptivity of villagers to new ideas-- particularly the technical and organizational ideas contained in the project programs;

2. a detailed description of how official local level organizations (cooperatives, the "youth organization," or Samarya, and the Village Development Councils) actually function in the project area; and how these organizations are currently associated with project outcomes;

3. a description of the types and incidence of other forms of local organization which play and role in the local-level economy, and how these organizations might be associated more fully with development activities in the Department of Niamey.

The full report discusses these points in detail. The following is intended to be only a summary of our main conclusions to date.

A. Physical Factors Which Condition Communication Between Local Producers and External Sources of Information.

1. Several physical factors proved to be associated with knowledge of project programs, with the adoption of technical themes, and with receptivity to potential projet benefits (participation in the extension program for CPT trainees, use of selected agricultural inputs, use of the cooperative structure to sale crops and to obtain production credit, participation in one of the training session run by the project staff).

Factors External to the Village--

a. The distance separating a village from the capital (Niamey) proved to be a significant factor in project participation (Villages closer to Niamey participated more actively).

b. The type of soil prevalent in the village was also related to project results (villages with sandy "dune" type soils were less involved than those with more possibilities of irrigated agriculture).

c. Proximity to an improved road, however, did not prove to be decisive. Villages which were the least responsive to projet programs were situated on or very near a major tarred road, while villages which were located on an improved laterite road participated much more fully.

d. Access to the mass media did not prove to be significant. Very few farmers reported that they acquired information on farming techniques from the radio or from television. On the contrary, most stated that they learned of these things from agricultural agents, or from other farmers.

Factors Internal to the Village

The study found that internal characteristics of the villages play a major role in the responsiveness of villagers to development activities.

a. Villagers in communities which are the seat of a cooperative, or which have better physical infrastructure, are more likely to know about and participate in the various programs promoted by the project.

b. The type of settlement pattern in villages significantly affects the flow of information and the probability that villagers know about and participate in project programs. Villagers who reside in communities where residences are grouped around a core village are more likely to be involved than villagers who live in dispersed settlement patterns.

c. The level of education of villagers, even when that education is a minimal acquaintance with basic literacy skills, is highly correlated with knowledge of and acceptance of project programs. The overall level of education found among adults interviews in this Department, however, is exceedingly low.

d. Qualitative analysis indicates that social and authority patterns of villages are related to the communication and acceptance of ideas which suggest possibilities for development. Villages which are socially and politically unified are much more dynamic in their responses than villages which are badly divided.

The following factors seem to be associated with a unified and dynamic pattern:

i. The authority the village headman is not contested.

ii. Islam is strongly implanted in the village, and a central mosque exists and serves as a meeting place for villagers. This is associated with the existence of an influential group of koranic scholars or "marabouts" in the village.

iii. A low level of social marginality due to ethnic diversity of relatively recent migrants to the village. This factor does not appear to be decisive, however, since in several villages we noted that ethnic diversity had become a factor of strength rather than of weakness in village communication patterns.

B. The Nature and Impact of Non-Governmental Informal Associations

1. Local level society is rich in organizations, and the willingness to work together cooperatively to achieve goals is well established.

2. A variety of forms of non-governmental organizations exists which we have classified according to their principal functions and their organizational characteristics.

a. In general, groups which work together have well structured authority patterns with institutionalize leadership, established rules, and the capacity for action in a specific domain. They are limited, however, in their capacity to undertake new developmental activities by several of their characteristics.

TYPES OF INFORMAL GROUPS

FUNCTION	ORGANISATIONAL CHARACTERISTICS NON STRUCTURED	STRUCTURED
NON-HEREDITARY WORK GROUPS	RECIPROCAL LABOR EXCHANGE ITINERANT FARM WORKER GROUPS	MERCHANT GROUPS BRICK MAKERS MECHANICS
HEREDITARY WORK GROUPS		BLACKSMITHS WEAVERS BUTCHERS
CULTURAL OR RELIGIOUS GROUPS		BORI CULT FOLLOWERS MARABOUTIC GROUPS
SAVING ASSOCIATIONS		ROTATING SAVINGS FUNDS (ADASSE)

i. Relatively few villagers (less than 10%) are involved in structured work groups.

ii. The groups themselves are normally quite small averaging about 10 members, and individual members often share close kinship relationships.

iii. Few groups own or manage corporate (group) property. Normally revenues are shared immediately after they have been earned by the work of the group. This limits the possibility of investment and improvement of productive techniques.

iv. It is also rare for work groups to maintain a common account, or savings fund. Only three groups with some form of shared fund were identified in the course of our study-- two groups of weavers who invest part of their revenue in a livestock fattening operation, and a group of marabouts of the Tidjania order, who use their common fund to finance the construction, maintenance and equipping of their mosque.

v. There are relatively few multi-purpose groups, or groups which perform more than one type of activity. For the most part groups which do have several functions are kinship groups who practice a craft considered to be hereditary. For these groups their habits of producing together are so strong that they often agree to work collectively as well on other activities, such as farming or building huts and grain bins. Apart from these groups very few groups which exercise a profession, or which collaborate to conduct a religious or cultural activity, undertake additional activities. This may pose serious limitations on the efforts to use existing groups for new types of activities associated with opportunities for development.

vi. Savings funds (or adassé) are particularly limited organizations. They only perform the single task of collecting and immediately distributing money, so that one individual at a time can amass a significant sum. This sum is then used for purely personal needs, and is rarely invested in any activity which implies the interests of a broader group. Because their function is so limited, adassé have the most limited organizational capacity noted of any of the structured groups.

b. There are, nevertheless a number of ways in which informal groups can be helped to produce more efficiently, and in which they can have a positive impact on the rural standard of living.

i. Unstructured reciprocal work is so firmly entrenched in the habits of villagers in this region that this tradition should certainly be capable of being mobilized on behalf of the community in a number of infrastructural activities which have important economic implications. In the population surveyed over 70% of the respondents stated that they engaged in reciprocal labor (entr'aide) "alot." In general this habit extends to all strata of the rural population, apart from women who are clearly much less engaged in the types of activities that our question evoked. A local organization called the Samarya currently calls upon this willing to cooperate to achieve goals through its activities, but we think more can be done to orient reciprocal work habits toward development activities on behalf of large groups.

ii. Organisational patterns are well established, especially among the socio-professional work groups. Some use should certainly be made of these dispositions to cooperate in a highly structured way, although it is unlikely that these forms can be successfully applied to large scale associations, such as the local community as a whole.

iii. Some socio-professional work groups are highly motivated to improve their productive and marketing techniques, and are likely to want technical assistance and training in this domain. The population affected by this training would no doubt be a small fraction of the total rural population, but it would not be limited to people from a given kinship or caste group, since at least some groups of this type are constituted on the basis of choice, friendship and other criteria. We believe that given the proper training and material assistance some groups of artisan could become true small scale enterprises which could stimulate rural production and exchange in a given area. Their impact might be much greater than that suggested by the small percentage of people who would be directly involved in these groups.

iv. Some multi-purpose groups do exist, and it should be possible to work with them to expand their developmental activities in agriculture, particularly in irrigated agriculture which currently holds a great deal of interest for people in the project area. Such groups are most likely to undertake new activities of this sort where their members constitute a majority, or a dominant group within the local level society, and in such cases it will be difficult to distinguish between the activities of multipurpose informal groups and those of village level organizations.

c. Three keys seem vital to supporting informal groups in the development process.

-- associating groups in new activities based on the group's perception of its own interests;

-- enabling groups to have get access to training and material support through the institutions of the Société de Développement, which will require that these institutions acquire the capacity to recognize legitimate interests, and to support them in getting external help wherever possible;

-- A macro economic problem also exists which must be addressed in the broadest possible way, for without a general increase in the standard of living of the rural majority in the projet area purchasing power will simply be too low to support the market for the products which local groups can produce. The only alternative to policies which substantially and broadly raise rural incomes is marketing the products of these groups in urban areas, and to foreigners.

C. Official Local Level Organisations and Their Role in Development

1. The currently activities of the Niamey Productivity Project, as well as those which it is expected to promote in its next phase (small scale village development schemes) seem to require local organizations which have the following characteristics:

   a. the capability of identifying the interests of members, and of articulating them as demands to authorities at the appropriate level of society.

   b. the capability to make decisions which truly bind members which seems to imply a broadly shared process of participation in decision making.

   c. the capability to mobilize both human (work, skill, talent) and financial resources appropriate to addressing the problems which have been identified.

   d. the capability to manage the implementation of actions which the group decides to undertake.

2. The principal local organization emphasized by the Niamey Productivity Project has been the cooperative, especially the basic unit of the cooperative called the Village Mutual Group (GM). Currently these groups have almost none of the organizational characteristics which they require to be effective. Even the notion of the cooperative, as a modern institution distinct from the traditional patterns of "entr'aide" is poorly understood by villagers who we interviewed. Apart from some GM located in towns which are the seats of cooperatives, GMs undertake hardly any activities at all. They have little capacity to manage the sale of agricultural inputs, crops, or long term credit- the three main tasks or cooperatives, apart from the operation of a small retail store in some cooperative seat towns. The situation is somewhat better in some of the towns where the cooperative itself is located, and some recent training has occurred to improve management and accounting skills, but thus far this appears to benefit the vast majority villages which are not cooperative seats very little. In these towns, the GM has simply not emerged as a group which represents a local level interest, at least a fairly broadly shared interest. Many local GM members don't even know why they are members of the "cooperative."

   Obviously, as the basic unit of cooperation and development, the GM structure needs considerable support and training if it is to acquire the capabilities outlined above. Future project activities, based on the assumption that GMs effectively have these characteristics and can function are destined to produce very disappointing results.

3. The Samarya, on the other hand, seems to exhibit many of the characteristics of base-level organizations necessary for them to play a developmental role. Samarya have a decision making structure which is more broadly based than that found in the GM. This is true

despite the fact that relatives of village chiefs participate more in Samarya activities and decisions than do other villagers. Samarya are multi-purpose organizations fulfilling a variety of economic and social roles within the local community. They nearly always have the capability to mobilize labor and often can mobilize financial resources as well. They have considerable experience in actually managing activities which interest at least a significant proportion of villagers.

Nevertheless Samarya are limited also in their capacity to promote new developmental activities, and some of their limits can be addressed through proper organizational and technical training. Samarya do not, as they currently function in most villages, adequately represent the interests or involve certain strata of the rural population--most notably women. They also suffer from the extreme lack of formal and practical education which limits their abilities to solve new and more complex problems. In terms of their role in the Niamey Project, Samarya have not been involved, perhaps because it was thought that they had not economic role. It is now clear, however, that it is the Samarya, not the GM, which organizes and conducts most of the collective field activities, and many of the irrigated perimeter (contre-saison) activities as well. The project must begin to support these organizations at the village level if it is to broaden its developmental impact.

4. The third local institution--the Village Development Council, is supposed to be the key to the functioning of the Société de Développement at the local level. But as of the present time this institution has brought very little new organizational capability to local level society in the Niamey Department. The concept structure of the CVD are poorly understood and it is frequently confused with the other institutions which the administration has created. In reality, the decision making structure of the CVD seems simply to follow the various pre-existing forms for organizing and managing village power, rather than modifying them in any significant way. Where pre-existing forms tend exclude segments of the population from participation and from the effective representation of their interests this constitutes a serious impediment to using local organizations for development. Where CVD do undertake specific actions, they seem to do so by working through the Samarya.

5. This study indicates that <u>as organizations</u>, the GM, the Samarya, and the CVD have contributed little to the success of the projet. Nevertheless, it is important to note that <u>on the level of individual behavior</u> an indisputable relationship exists between participation in official local organizations, and participating in the programmes offered by the project. The explanation for this relationship is not entirely clear, given the current stage of analysis, but two hypotheses seem to explain portions of the association. First, it is clear that villagers who hold positions of authority have superior access to project benefits, and specifically of long term credit, than do other villagers. This finding should be closely examined, for if viable local level organization depends on broad based participation and on relatively equal access to benefits which

in fact interest people, the continuation and reinforcement of this pattern may compromise the usefulness of these local institutions for development.

On the other hand, a certain amount of the association seems to stem from individual choice. It would appear that there are some very dynamic villagers who seek not only to promote their individual interests (modernizing their farming practices, getting some education, working for cash for someone, acquiring some modern consumer goods) but who are concerned about the interests of the village (participation in collective and reciprocal work, and participating of village level institutions). Rather than appearing as a problem this tendency seems to hold out the possibility of greater village development, and speaks to the importance of opening participation in local organizations up as broadly as possible in order to encourage new interest groups and ideas to emerge.

D. Support for Local Organisations-- Some Recommendations For A Reorientation of the Project Based on a Preliminary Study

1. Action Oriented Principles

This study has led us to formulate a series of propositions for reorienting the organizational aspects of the NND. The reorientation proposed in based on the application of nine principles which we think must be respected if the project is to have a greater developmental impact in the future.

a. Support associations which group people on the basis of a concrete and real interest.

b. Encourage groups which have private interests unless these private interests clearly conflict with those of the broader public. This means working much more than in the past with groups which do not coincide with a politico-administrative unit of society.

c. Support groups by offering them training which is appropriate to them achieving specific goals. This training may be technical, organization or both, but it will rarely be abstract.

d. Support group requests for material assistance if these groups are themselves willing to invest their time and their material resources. Such support may come from a variety of sources which the project will draw upon, including direct AID support, support through interested NGOs, and support through the investment budget of the GON, when the Nigerien economy returns to a healthier position which will make such support possible.

e. Support the process of development by encouraging group requests for assistance to be directed through the appropriate institution of the Société de Développement.

f. Equally importantly, support the process by offering organizational training to the appropriate institutions of the Société de Développement (normally the CVD) in the course of developing and considering specific project proposals.

The goal of CVD training will be to assist CVD to acquire the capacities which seem essential for their successful functioning--the capacity to identify legitimate interests and to transmit them to the proper authority level; to associate people on the basis of their free choice and interest, to mobilize local resources more effectively, and to broaden the basis of participation and representation to include diverse strata of the population (women, socio-professional caste groups etc.).

g. As a priority, work with institutions of the Société de Développement which are ready to operate on the basis of these principles.

h. Work as well with institutions which are not ready to respect all of the principles, but which have specific interests which they are attempting to achieve. Use the opportunity to work with them as a chance to begin a process of training and discussion which may lead toward the later acceptance of these principles.

i. Where local level institutions have no specific proposals to forward, and do not seem to have clearly defined interest groups, undertaken some preliminary organizational training which takes the form of self-study and self evaluation of village problems and possibilities. These studies can even be conducted with the leadership of non-project personnel, but they must essentially be village run. Only a small percentage of project resources can, however, be allocated for this purpose.

2. The Means By Which Specific Actions Can Be Accomplished

The means for implementing the principles outlined above are discussed in the final chapter of the report. In general the project must devote a considerably greater percentage of its total resources to training at the village level, and when appropriate at the cooperative level, than it has done in the past. This will include the training of groups and individuals which do not correspond with the interests of the entire village community. A good deal of this training will be technical, but some will be organizational as well. Project trainers must also be capable of helping CVD acquire the capabilities they need. This is a sensitive and complex task which will required skilled trainers.

We recommend that the project hire eight additional trainers, and that it employ the services of an NGO which has had a great deal of experience in village level organizational training to thoroughly train the trainers and to work with them for a period in specific actions, until it appears that the trainers have acquired the necessary habits and skills.

CONCLUSION

This study is only the beginning of what it is necessary to know about local level society in the Niamey Department. The many societies which make up the population are complex, and they are still very seriously understudied. We have far too littleknowledge about existing village authority and power dynamics. There is still a great deal of far more detailed work to be done on specific types of groups. There is no magic formula to propose as to how to learn these things quickly and cheaply. But we do believe that the in-depth understanding of these societies is required if this Projet and the government is to be capable of successful institutionalizing a process of development which can truly become self-sustaining.

INTRODUCTION ET TERMES DE REFERENCE

L'un des objectifs principaux du Projet Productivité de Niamey (683-0240) dont la zone d'intervention théorique est le Département de Niamey (90072 Km2, soit 7,1 % du territoire national), est de renforcer les organisations locales dans le but "d'instaurer un processus de développement rural qui puisse se poursuivre par lui-même" permettant aux habitants des milieux ruraux de pratiquer l'agriculture avec de meilleurs résultats. Cet objectif s'accorde en tous points avec les résultats obtenus récemment par la recherche sur le développement rural, lesquels montrent l'importance des associations - qu'elles aient ou non un statut officiel - et des diverses formes de participation à la base pour la réalisation des objectifs de développement rural. La ligne suivie par le projet est également en harmonie avec l'orientation actuelle de la politique du Gouvernement du Niger, qui insiste sur les activités de développement à échelle limitée, maîtrisables par la population locale sur laquelle elles doivent s'appuyer.

L'un des principaux obstacles à la réalisation de cet objectif a été jusqu'à présent le manque d'informations systématiques et détaillées sur les types d'associations existants parmi les diverses populations de cette région. Lorsque le projet fut lancé en 1977, on savait très peu de choses des associations formées par les villageois pour des activités coopératives ou d'entraide. Malgré l'existence de certaines notions de portée générale sur les formes d'associations caractéristiques de certains groupes ethniques, on avait au demeurant recueilli et traité fort peu de données particulières sur cette région. De toutes façons, les notions générales connues étaient insuffisantes pour rendre compte des modèles d'organisation existants dans tel sous-groupe donné, comme par exemple les Haoussa Kourfeyawa de Filingué ou les Gourmantché de la région de Makalondi.

La présente consultation a été demandée dans le but de donner le départ à une étude qui puisse combler ces lacunes, et permettre au Gouvernement du Niger et à l'USAID/NIAMEY de mettre au point une ligne d'action visant à aider les associations locales à mieux réussir dans leurs efforts de fournir à un grand nombre de producteurs locaux des techniques agricoles améliorées.

Plus précisément, l'étude a été conçue pour répondre à deux questions essentielles :

1. Comment fonctionnent réellement, au niveau local, les institutions créées par l'Etat et comment est organisée la participation à ces institutions ? En conséquence, comment cette participation est-elle conditionnée par les structures sociales des sociétés dans lesquelles fonctionnent ces institutions ?

En d'autres termes, il s'agissait ici d'entreprendre les tâches suivantes :

a. Présenter, de façon à les faires mieux comprendre, les contraintes physiques qui affectent les communications entre les sources extérieures d'information et les producteurs locaux, et conditionnent à la fois la réception des informations et leur acceptation.

b. Décrire comment les villageois perçoivent les institutions officielles au niveau local, notamment les coopératives agréées par le gouvernement (GMV), les associations d'entraide à l'échelon villageois (Samaryia), et les Conseils Villageois de Développement (CVD) ; comment ces institutions fonctionnent-elles réellement, et quels sont leurs liens avec les échelons supérieurs de la hiérarchie politico-administrative.

c. Décrire comment la participation à ces institutions officielles est conditionnée par les liens sociaux préexistants dans les localités étudiées.

2 . Quelle est la nature des organisations informelles c'est-à-dire non initiées par l'administration, dont on peut constater le fonctionnement dans le Département de Niamey, et qui ont des répercussions économiques en tant que facteurs de mobilisation de l'épargne, moyens de faciliter la production, moyens d'encourager l'investissement, ou moyens d'apporter un secours financier dans les moments difficiles ?

L'étude se proposait en particulier d'examiner les questions suivantes :

a. Déterminer la fréquence des associations d'un type donné.

b. Etudier les principes régissant la participation à ces associations et à leur direction ;

c. Déterminer l'importance numérique de ces associations, c'est-à-dire nombre de personnes participantes ;

d. Etudier la gamme des actions de ces associations, c'est-à-dire les fonctions qu'elles remplissent tant originellement que de manière évolutive.

e. Préciser l'importance, la portée et les limites des résultats obtenus par ces groupements dans leur action ;

f. Cerner les difficultés rencontrées par ces associations ;

g. Déterminer le pouvoir d'adaptation de certaines de ces associations à des tâches nouvelles, et notamment à l'amélioration de l'agriculture dans la zone du projet.

P R E M I E R E P A R T I E

METHODOLOGIE ELEMENTS SUR LES VILLAGES ETUDIES

CHAPITRE 1. METHODOLOGIE ET PLAN DE L'ETUDE

-=-=-=-

I. PLAN DE L'ETUDE

Le plan de l'étude a été établi en collaboration par le Consultant (M. Robert B. CHARLICK) et le Directeur Nigérien de l'étude (M. Hamidou A. SIDIKOU). Le plan a été conçu et mis au point au cours de la première mission de consultation (14 Décembre 1984 - 14 Janvier 1985).

A. METHODES DE COLLECTE DES DONNEES.

Etant donné le peu de temps dont on disposait pour la collecte des données, on décida d'utiliser la méthode de l'enquête par questionnaires. Ainsi, une batterie de questionnaires a été mise au point et comprend :

- un questionnaire notables destiné à tous ceux qui, dans le village, à un titre ou à un autre, sont consultés ou associés à la marche des affaires du village (Questionnaire I);

- un questionnaire non notables destiné à un groupe de villageois (10 - 15 personnes en général) sans statut particulier (Questionnaire II);

- un questionnaire individuel appliqué au minimum à une trentaine d'individus (plus dans les gros villages) appartenant au village (questionnaire III);

- un questionnaire (IV) applicable aux membres des groupes informels à vocation économique avec deux variantes :

. Une variante destinée aux membres des caisses collectives (IV A) ;

. Une variante destinée aux membres des groupes associés pour travailler ensemble en vue de produire quelque chose ou exercer une activité lucrative quelconque (IV.B).

Ces questionnaires une fois élaborés, ont été traduits partiellement ou totalement pour certains, en langue zarma et haoussa, les deux principales langues de la zone d'enquête, dans le souci d'une meilleure compréhension par les enquêteurs. Ils devaient être testés par la suite dans un premier groupe de quatre villages pour permettre les modifications nécessaires. Ces quatre villages font partie des seize villages de l'enquête définitivement retenus tels qu'ils apparaissent dans le tableau suivant :

ARRONDISSEMENTS	NOMS DES VILLAGES	CANTON	COOPERATIVES	POPULATION DOMINANTE
Say	Doutouel	Torodi	Torodi	Peul
	Bossé-Bangou	Torodi	Bossé-Bangou	Songhaï
	Tchantchan-Foulbé (ou Karaldjiégou)	Guéladio	Tchantchan-Foulbé	Peul
	Kiki (ou Bomanga)	Torodi	Kiki	Gourmantché
Kollo	Gilléni	Dantchandou	Dantchandou	Zarma
	Baboussaye	Kouré	Baboussaye	Zarma
	Kokoirey-Peul	Kouré	Kouré	Peul
	Koné-Béri	Karma	Koné-Béri	Zarma
Filingué	Louma	Kourfey	Louma	Haoussa
	Tombo	Kourfey	Tombo	Haoussa-Zarmacisés
	Aïbachi	Imanan	Fandara	Bella
	Farmas-Béri	Tondikandia	Fandou	Haoussa-Zarmacisés
Ouallam	Mondolo-Garbey-Fondo	Tondikiwindi	Tondikiwindi	Zarma
	Tolkoboy-Fandobon	Ouallam	Tolkobey-Koira-Tégui	Zarma
	Bané-Béri et Gabdey-Bangou	Simiri	Bané-Béri	Zarma
	Dadaga (Fataye et Mossi)	Simiri	Bané-Béri	Zarma

Dans les faits, l'échantillon comportait en réalité dix-huit (18) villages car dans l'Arrondissement de Ouallam, deux villages retenus forment en fait quatre villages d'un point de vue administratif, avec chacun son chef de village. Ce sont donc des villages dédoublés, que rien à première vue ne distingue les uns des autres. Il s'agit de Dadaga qui comprend Dadaga-Fataye et Dadaga-Mossi et de Bané-Béri qui est composé de Bané-Béri et Gabdey-Bangou. Pour les besoins de la rédaction, nous retiendrons pour ces villages les noms de Bané-Béri et Dadaga.

Il faut reconnaître toutefois, que les méthodes adoptées pour les enquêtes se sont révélées ne pas convenir parfaitement pour la collecte satisfaisante des données au niveau des villages, étant donné qu'il était difficile, dans une période de contact très brève, d'aller au-delà de déclarations théoriques et de réactions assez superficielles. Normalement, l'enquête rapide aurait due être complétée par quatre études approfondies de villages, entreprises par des étudiants formés aux techniques sociologiques et se déroulant pendant une période de 18 mois au moins. Or le temps assigné à l'étude ne permettait pas de procéder ainsi. Aussi, pour combler à mieux-mieux les lacunes inévitables, on incorpora plusieurs méthodes complémentaires de collecte de données. C'est ainsi qu'on mit au point des entretiens collectifs rassemblant à la fois des notables de villages et des villageois ordinaires, et on y ajouta des entretiens plus approfondis avec des membres d'organisations non gouvernementales. On demanda en outre aux enquêteurs et aux responsables de l'étude, de recueillir pendant leur séjour dans les villages, des renseignements supplémentaires dans les domaines suivants :

1. Renseignements techniques sur la situation financière des groupements mutualistes villageois à obtenir soit de l'UNCC ou de la coopérative, soit de la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA).

2. Données sur la topographie du terroir et sur les infrastructures de communications du village, à rassembler par les enquêteurs sous la direction du responsable de l'étude, spécialisé en géographie socio-économique.

3. Données sur les modèles d'organisation sociale rencontrés généralement dans les villages, et sur les conclusions à tirer de ces modèles en ce qui concerne l'organisation politique et la coopération économique à ce niveau. Ces données sont recueillies au moyen d'entretiens structurés avec "les sources principales d'information", organisés dans chaque village par le responsable de l'étude et les chefs d'équipe, et également grâce aux notes des enquêteurs et aux réponses faites par ces derniers aux séances récapitulatives instituées à l'issue de chaque enquête de village.

4 . Plans sommaires des villages permettant de situer les lieux, plans et objets importants, notamment les quartiers, les bâtiments publics - écoles, dispensaires, mosquées, locaux des Samaryia -, les puits, les jardins communautaires , etc...

Quant à l'ensemble des informations sur les modèles d'association locale et sur l'impression produite par les institutions officielles existantes, il devait être obtenu grâce aux entretiens individuels avec des villageois choisis selon certains critères (voir plus loin).

B. INSTRUMENTS DE COLLECTE DES DONNEES

L'étude a été organisée de façon que toutes les catégories importantes de données d'un village puissent être rassemblées en 6 ou 7 jours de

travail effectif sur les lieux, par une équipe de quatre enquêteurs composée d'agents des services de l'animation des arrondissements concernés (Karidio OMAR , Boureima MANOU, Igué GARBA, Mme Ramatou BAFOUCHE, Djibo HINDE) et d'agents de la cellule évaluation du projet (Seydou DOUKI, Oumar MOUSSA). Chaque équipe avait à sa tête un responsable d'équipe.

Pour ce faire, l'approche suivie a été la suivante :

Tout d'abord l'équipe entre au village, après avoir été dûment présentée aux autorités de l'arrondissement et du canton. L'équipe d'enquête organise alors dans un premier temps un entretien collectif avec les personnalités importantes du village. Cet entretien (I) qui est dirigé par le chef d'équipe ou par le responsable de l'ensemble de l'étude, utilise un long questionnaire non directif, de 20 pages environ, auquel viennent s'ajouter des questions complémentaires formulées par le responsable de la recherche pour approfondir les réponses faites aux questions écrites. L'ensemble de la séance dure de deux à plus de quatre heures. Tous les enquêteurs assistent à la séance et prennent des notes sur les types de participation constatés au cours de la séance. Le but de cet entretien est d'établir les grandes lignes de l'histoire et des tendances sociales du village ; de relever les activités de "développement" dont le village a déjà fait l'expérience. Il s'est agi également d'établir ce que savent et pensent des organisations modernes de développement, tant au niveau du village qu'à une plus grande échelle, ceux des villageois qui sont censés être les mieux informés à ce sujet.

Ensuite un entretien collectif similaire (II) a lieu avec des villageois n'occupant pas de positions d'autorité ou d'influence. Cet

entretien a pour but d'établir dans quelle mesure les vues coïncident sur les grandes lignes de l'histoire du village et de son évolution ; de déceler les démarcations et oppositions les plus importantes, et de comparer les connaissances de ce groupe en ce qui concerne les entreprises de développement du passé et les institutions officielles de développement, avec les informations fournies par le groupe de notables. Le questionnaire utilisé ici est lui aussi non directif. Il contient environ 15 pages de questions et le temps pour le remplir dépend beaucoup de la collaboration effective de l'enquêté.

Au cours de ces deux sortes d'entretiens collectifs, on s'efforce aussi de découvrir quelles formes de coopération économique pourraient exister éventuellement déjà dans le village dans les domaines de l'épargne, de l'investissement et de la production.

A l'issue des entretiens collectifs, plusieurs enquêteurs tracent un croquis sommaire du village avec l'aide des villageois les mieux indiqués pour fournir des informations. A partir de ce croquis et des informations recueillies au cours des entretiens collectifs, une stratégie est mise au point pour la sélection des personnes à interroger individuellement. On s'efforce dans l'ensemble de déterminer le nombre de personnes retenues dans chaque quartier en fonction de l'importance numérique relative du quartier par rapport à la population du village (voir plus loin la description de l'échantillon). Les enquêteurs procèdent alors, par équipes de deux, aux entretiens individuels. Chaque équipe comprend un enquêteur homme et une enquêteuse ce qui permet d'interroger des femmes dans les villages. Les entretiens avec des femmes (70 au total), représentent 14 % du total des

entretiens individuels, proportion qui paraît faible mais qui se justifie par le fait que le deuxième élément féminin a dû interrompre l'enquête alors qu'il lui restait trois villages à couvrir, pour des raisons de santé.

Les entretiens individuels (III) ont pour but d'explorer la diversité des connaissances et de l'expérience que possèdent les villageois, et de déterminer avec plus de précision quels types d'organisations non gouvernementales remplissant des fonctions économiques existent au village, ou avec la participation des habitants de ce village et ceux d'autres villages. L'entretien permet de mesurer la part prise individuellement par le passé et présentement à des activités de développement ; la connaissance des organismes officiels, et la participation à des organisations non gouvernementales. Le questionnaire utilisé vise essentiellement à provoquer des réponses fermées qui puissent être codées. Il comprend un total de 153 variables dont 15 qui exigent un code ouvert. Chaque entretien dure une heure à une heure et démie environ.

Lorsqu'ils ont terminé le travail sur le questionnaire individuel, les enquêteurs se réunissent pour discuter des groupements non officiels dont ils ont constaté l'existence. Ils déterminent ensuite lesquels sont les plus importants et méritent une étude plus approfondie. Les membres présents de ces groupements sont alors invités à se réunir et les enquêteurs organisent un entretien collectif (IV) avec eux, dans le but de déceler les fonctions et les méthodes de travail du groupement.

Les renseignements sur les infrastructures du village, sur sa situation topographique, et sur la situation financière des coopératives,

sont enregistrés sur une"Feuille de récapitulation technique"qui est vérifiée au cours des séances de réflexion ayant lieu à la fin de chaque étude de village.

Les informations sur les tendances générales d'organisation sociale du village sont récapitulées sur la Feuille de récapitulation de la séance de réflexion. Cette feuille est remplie par le chef d'équipe pendant la séance de travail, et les discussions prenant place lors de cette séance sont enregistrées sur bande aux fins d'étude ultérieure. On enregistre également sur bande les entretiens avec les sources principales d'information et une grande partie des entretiens collectifs.

Tous les instruments d'enquête ont été écrits en français; mais comme précisé plus haut, les questionnaires individuels sont accompagnés d'une traduction en Zarma et en Haoussa, précaution rendue nécessaire pour assurer une interprétation correcte des questions dans les langues locales. Pour les entretiens collectifs, seules certaines parties ont été traduites, étant donné que la conduite de l'entretien est effectuée par des responsables expérimentés qui comprennent et interprètent parfaitement le texte.

C. L'ECHANTILLON

L'étude porte sur les quatre arrondissements du Département de Niamey qui ont jusqu'à présent été touchés par les activités du Projet Productivité de Niamey. Ces arrondissements ayant une population très diverse, on s'est efforcé de préparer une étude qui non seulement représente la population, mais aussi revèle les tendances distinctes qui existent.

Pour l'établissement de l'échantillon, un certain nombre de facteurs ont été pris en considération :

1. Arrondissement - un minimum de quatre villages par arrondissement a été retenu.

2. Population : l'échantillon doit comporter des villages représentatifs autant que faire se peut de la population des arrondissements considérés ; population qui doit bénéficier par ailleurs d'un préjugé favorable en matière de disponibilité pour le travail, d'ouverture d'esprit, c'est-à-dire qu'elle doit être ouverte au progrès et au changement.

3 . Disponibilités économiques : les villages sélectionnés dont l'économie doit refléter celle de l'arrondissement, doivent disposer de potentialités physiques et économiques susceptibles de servir de cadre à une intervention technique éventuelle.

4. Taille des villages : l'échantillon a été conçu pour comporter aussi bien des petits que de gros villages.

5. Accessibilité : la distance de Niamey la capitale, et des centres secondaires tels que Filingué, Baleyara, Torodi et Ouallam, a été prise en compte.

6. Participation aux activités du Projet Productivité de Niamey : l'étude devrait porter à la fois sur des villages proches ou abritant un Centre de Promotion Technique (CPT) et qui de ce fait sont théoriquement considérés comme touchés par les actions du projet et participant directement à ces activités, et sur des villages beaucoup plus éloignés.

Pour pouvoir tenir compte de tous ces éléments, il a été nécessaire de constituer un échantillon élaboré à partir d'un choix raisonné plutôt qu'un échantillon distribué au hasard. La sélection des villages s'est faite en relation avec les autorités administratives et les cadres techniques des arrondissements concernés regroupés au sein du Comité de Coordination du Projet : UNCC avant sa supression, animation, agriculture, Forêts et Faune. Après un exposé sur les objectifs de l'étude et sur les critères de choix, ces responsables ont suggéré des noms de villages qui ont ensuite fait l'objet de discussions avec le Directeur de l'étude. C'est à partir de ces discussions qu'une première liste de six villages par arrondissement a été établie ; certains d'entre eux ont alors été visités par le Directeur de l'étude et le Consultant avant le choix définitif.

A l'intérieur des villages, la sélection des personnes à interroger individuellement n'a pas été faite au hasard non plus. Il avait été décidé de choisir des personnes appartenant à toutes les couches sociales et politiques du village. On avait admis le principe que, pour parvenir à ce résultat, le mieux était de fixer des quotas pour chaque quartier ; les quartiers étant censés correspondre aux différenciations sociales et souvent aussi aux différenciations ethniques. La tâche la plus ardue a été d'atteindre les nombre fixés. Il était possible de tirer au sort parmi les noms figurant sur les listes de recensement. Mais dans les faits, étant donné le grand nombre de personnes absentes du village au moment de l'enquête, et d'autre part le grand nombre de ceux qui ont fait preuve de réticence à l'idée d'être interrogés, les

enquêteurs ont tout simplement fait leur sélection parmi les personnes qui étaient disponibles dans chaque quartier, s'efforçant d'interroger des personnes d'âges différents, des deux sexes, et appartenant à des ménages de diverses compositions. Cette méthode est loin d'être idéale dans la mesure où elle limite sans aucun doute la valeur représentative de l'échantillon qu'elle fait pencher du côté des personnes les moins susceptibles de se déplacer pour chercher du travail pendant la saison sèche et les personnes les plus ouvertes aux étrangers.

D. ORGANISATION DE L'ETUDE ET DEROULEMENT DES ENQUETES.

1. Organisation de l'étude.

L'organisation de cette étude a été établie par le Directeur de l'étude, Monsieur SIDIKOU, en collaboration avec le Consultant, Monsieur CHARLICK. Il a été décidé que, pour pouvoir terminer les enquêtes sur place avant le début du jeûne du Ramadan et de la saison des pluies, il faudrait envoyer simultanément deux équipes sur le terrain. Chacune des équipes se composerait de trois enquêteurs hommes - dont l'un au moins proviendrait de l'effectif d'agents de suivi et d'évaluation du Projet Productivité, et les autres du service local d'animation - et d'une enquêteuse venant du service d'animation de l'arrondissement. La sélection des enquêteurs s'est ensuite compliquée du fait que certains des enquêteurs ne parlaient pas couramment toutes les langues exigées pour les entretiens. La composition des équipes a par conséquent subi quelques modifications sensibles selon l'arrondissement dans lequel les équipes travaillaient.

Chaque équipe disposait d'un chef d'équipe, responsable de l'administration quotidienne des travaux de l'équipe, ainsi que de la vérification des questionnaires, et d'une personne responsable de l'organisation matérielle - notamment préparation des formulaires de questionnaires, matériel de camping et approvisionnement alimentaire-. Chaque équipe disposait par ailleurs d'un petit magnétophone et d'un appareil Polaroid qui eût un immense succès et qui nous a paru approprié comme instrument de méthode d'approche.

La supervision des équipes a été assurée par un cadre de recherche responsable de la direction des entretiens collectifs, de la mise au point de la stratégie d'échantillonnage dans chaque village, et de la direction de la séance de discussion qui devait avoir lieu à Niamey à la suite des travaux d'enquête. Mr SIDIKOU étant Directeur de l'équipe A, il a également rempli les fonctions de Directeur de l'étude, et Monsieur Hima GARBA, Sociologue, a été recruté pour diriger l'équipe B pendant les deux derniers mois des travaux d'enquête, lorsque les deux équipes travaillaient simultanément chacune dans un village.

Enfin, un codeur, spécialiste de l'entrée des données, a été recruté en Janvier pour commencer le travail de saisie des données. Seul le questionnaire individuel a été codé et les données ont pu être traitées par micro-ordinateur.

2. Phases successives des travaux.

L'étude s'est déroulée en quatre phases. De la mi-Décembre 1984, à la fin de Janvier 1985, on a établi le plan de l'étude, procédé au recrutement des enquêteurs, à la mise au point des questionnaires, et à une formation préliminaire rapide des enquêteurs qui ont été initiés notamment aux techniques de l'établissement d'un croquis de village.

Du 24 Janvier au 20 Mars, les méthodes à appliquer sur le terrain ont été testées par une équipe unique ayant progressivement associé les enquêteurs retenus et ayant travaillé dans quatre villages. Ainsi, chaque fois qu'un village était ajouté, on introduisait de nouveaux membres dans l'équipe de façon à donner une formation à tous les enquêteurs, et à les habituer aux questionnaires. Ceux qui n'ont pas donné satisfaction ont alors été remplacés. A la suite de cette expérience, un certain nombre de changements ont dû être apportés au texte et à la conception des questionnaires. Ces modifications, ainsi que la révision et la réimpression des formulaires, ont été réalisées durant le voyage de consultation de Monsieur CHARLICK en Mars.

A l'issue de la phase pilote, l'étude était prête à être exécutée dans les douze villages restants. Un plan de travail a été alors préparé pour les enquêtes à faire dans ces villages entre le 1er Avril et le 31 Mai 1985 tandis que deux villages ont dû faire l'objet d'enquêtes complémentaires entre le 3 et le 6 Juin 1985 ; le nombre de questionnaires individuels remplis dans ces villages ayant été jugé insuffisant. Au cours de cette deuxième phase, des difficultés énormes d'intendance ont dû être surmontées et les équipes n'ont disposé à un moment donné, que d'un seul véhicule pour couvrir huit villages

La dernière phase de l'étude s'est déroulée pendant l'été, lorsque les données ont été traitées pour permettre la rédaction des comptes - rendus analytiques.

E. BREVE ANALYSE DESCRIPTIVE DE L'ECHANTILLON

La population des villages de l'échantillon s'élève à 15 523 habitants soit 2,4 % de la population totale (654 082 habitants)[1] des quatre arrondissements concernés qui comptent globalement 1 111 villages[2] sédentaires. Les 500 personnes de l'échantillon du questionnaire individuel constituent donc 3,2 % de la population de ces villages ; ce qui peut paraître faible mais acceptable compte-tenu des délais impartis à l'étude et du fait qu'il ne faut pas perdre de vue que dans la réalité un nombre plus important de villageois ont été touchés par l'enquête à travers les différents questionnaires, de notables et de non notables en particulier.

Les caractéristiques principales de l'échantillon du questionnaire individuel sont les suivantes :

1. Répartition.

Sur 500 personnes interrogées au total, 86 % (430) sont de sexe masculin et 14 % de sexe féminin. Leur répartition par arrondissement s'effectue comme suit :

Say = 23,2 % (116)

Kollo = 27,2 % (136)

Filingué = 25,0 % (125)

Ouallam = 24,6 % (123).

---

(1) Recensements de 1982.

(2) Il n'a pas été tenu compte des tribus théoriquement considérées comme nomades et dont l'arrondissement de Filingué en compte 36 dans le Canton du Kourfey.

Quant à leur répartition par village, elle s'établit ainsi qu'il suit :

Doutouel	= 6,0 %
Bossé-Bangou	= 6,0 %
Kiki	= 6,4 %
Tchantchan-Foulbé	= 4,6 %
Gilléni	= 5,8 %
Baboussaye	= 6,0 %
Kokoirey-Peul	= 8,6 %
Koné-Béri	= 7,0 %
Louma	= 6,8 %
Tombo	= 6,6 %
Farmas-Béri	= 4,8 %
Aïbachi	= 6,8 %
Tolkoboy-Fandobon	= 6,2 %
Mondolo-Garbey-Fondo	= 6,0 %
Dadaga	= 6,0 %
Bané-Béri	= 6,4 %

Les villages où les taux sont les plus bas sont ceux où, soit la mobilité résidentielle est forte (comme Tchantchan-Foulbé ou Gilléni par exemple), soit ceux où la population a fait montre de peu de disponibilité à l'égard des enquêteurs (le cas de Farmas-Béri est à cet égard exemplaire.

En ce qui concerne la répartition ethnique, les Zarma qui, selon les documents relatifs à la phase II du projet consttituent 57 % de la population, du département, sont les plus nombreux ; ils sont suivis des Peul et des Haoussa, ces derniers formant, toujours selon les documents du projet, 30 % de la population de la zone d'intervention :

Zarma	= 68,1 % (338)
Peul	= 11,9 % (59)
Haoussa	= 8,3 % (41)
Touareg - Bella	= 6,4 % (32)
Gourmantché	= 3,2 % (16)
Songhaï	= 2,0 % (10).

2. Caractéristiques socio-démographiques.

Pour ce qui est du statut matrimonial, il y a une très forte majorité d'individus mariés (87,7 %, 436 personnes); les célibataires interrogés ne sont que 44 (8,9 %) tandis qu'on y dénombre 3 % (15) de veufs ou veuves, et 0,4 % (2) de divorcés(es). Quant à la polygamie, elles constitue une pratique peu répandue par rapport à ce que l'on pourrait penser dans la mesure où 65,8 % (281) des personnes interrogées sont issues d'un foyer monogame ; 19,4 % (83) d'un ménage comprenant deux épouses et 3,3 % (14) d'un ménage où il y a trois femmes. Le fait que la polygamie soit peu répandue et qui peut être surprenant en soi, peut s'expliquer surtout par les conditions économiques dissuasives qui prévalent. Et si cela constitue un fait de société, alors il marque une nette évolution des sociétés étudiées qui s'achemineraient vers des ménages plus réduits significatifs d'une autre idée de la famille. Ces familles dont 22,6 % (69) d'entre elles comprennent un seul homme actif, contre 27,2 % qui en comptent eux, 30,8 % qui en comptent trois fois ou quatre et 19,3 % qui en ont plus de quatre : les proportions correspondantes de femmes actives sont respectivement de 30,7 %, 31,0 %, 25, 7 % et 12,5 %. Quant aux enfants, on en compte un ou deux dans 30,7 % des familles, trois à six dans 54,5 % et plus de six dans 14,8 %.

Enfin, on a dénombré un vieillard dans 81,8 % des familles contre 18,2 % qui en comptent plus de un ; chiffres conformes aux caractéristiques démographiques habituelles de ces populations parmi lesquelles les vieillards sont en proportion réduite du fait essentiellement d'une espérance de vie à la naissance très faible (43 ans pour l'ensemble du Niger).

Il faut noter aussi que 87,6 % (438) des personnes interrogées sont des autochtones de leur village et que seulement 12,4 % (62) y ont émigré. C'est pourquoi, 94,6 % (473) des individus interrogées sont issus de leur village ou y résident depuis de longue date et que seulement 5,4 % (27) d'entre eux s'y sont installés depuis moins de vingt ans. Ces chiffres sont significatifs de la faiblesse des transferts de population qu'expliqueraient peut-être la difficulté d'accès à la terre dans les villages d'accueil et l'attachement des populations à leur terroir.

3. Position des individus dans le village et dans leurs familles.

Sur l'ensemble des personnes interrogées, 56,7 % d'entre elles (282) n'assument aucune responsabilité particulière dans leur village contre 43,3 % (215) qui en détiennent au moins une. Ce dernier chiffre qui est élevé signifie-t-il qu'il y a une nette tendance au partage des responsabilités, affirmation corroborée par le fait que dans 91 % des cas cette responsabilité est attribuée et héritée seulement dans 9,0 % des cas ? La mise en place des structu de la Société de Développement et la multiplication des postes de responsabilité

notamment dans la Samarya expliquent la proportion élevée de responsabilité attribuée. Mais partage des responsabilités ne veut pas dire dispersion. En effet, le fait que 60,6 % (300) des personnes interrogées aient des liens de parenté plus ou moins éloignés avec la famille du chef de village, et 12,7 % (63) avec celle des autres notables contre seulement 26,7 % (132) qui n'ont aucun lien de parenté avec ces deux catégories sociales, est révélateur d'au moins deux choses : d'une part les familles des chefs de village sont étendues, d'autre part, le pouvoir reste toujours détenu par quelques familles qui contrôlent parfaitement la vie sociale et économique du village. L'autocratie qui constitue la forme de domination la plus répandue dans les villages, s'adapte donc à l'évolution de la société sans perdre pour autant ses avantages antérieurs qu'elle distribue seulement à un nombre plus important d'individus issus de ses rangs. Ceux-ci dans l'échantillon, sont dans 52,8 % (263) des cas chefs de concession et dépendants dans 47,2 % (235) des cas. Ils sonts généralement cultivateurs ou éleveurs dans 82,9 % des cas, ménagères ou sans occupation particulière dans 7,9 % des cas, ou exercent d'autres activités (artisanat notamment) dans 9,1 % des cas. L'agriculture et l'élevage constituent donc les formes principales d'activités ; ce qui laisse supposer une faible diversification de l'activité économique.

4. Support de l'activité économique.
Niveu de vie.

Dans l'agriculture, la pratique du champ collectif reste encore le support du système de production. Ainsi, si 18,6 % des personnes interrogées évoluent dans une structure de production ne comportant aucun

champ collectif, 53,0 % d'entre elles ne disposent pas de champs individuels contre 29,6 % qui en possèdent un, 9 % qui en possèdent deux et 8,4 % plus de trois alors que 14,4 % des gens évoluent dans un système de production comportant un champ collectif, 31,8 % dans une structure qui en comporte deux et 35,2 % dans une qui en compte trois ou plus. Cela démontre à quel point la terre reste encore un bien collectif, familial d'abord et qu'il sera bien difficile de lui attribuer un autre statut.

En matière d'élevage, 54,2 % (271) des personnes interrogées possèdent des animaux contre 45,8 % qui n'en possèdent pas. L'investissement privilégié dans les villages étant le bétail, la proportion élevée de villageois sans bétail s'explique exclusivement par les pertes subies pendant cette année de sécheresse prononcée et aussi par les ventes auxquelles la population a dû procéder pour subvenir à ses besoins essentiels.

Quant à l'acquisition de biens de consommation, il est intéressant de noter que 19,4 % des personnes interrogées possèdent une montre, 19,0 % d'entre elles une radio, 12,4 % un vélo, très répandu dans la région de Say notamment, et seulement 1,6 % qui ont une moto et 3 % une machine à coudre. La montre et la radio constituent donc des éléments fréquents du train de vie et par conséquent de positionnement dans l'échelle sociale en raison du prestige évident qu'elles procurent .

C H A P I T R E 2 . PRESENTATION GENERALE DES VILLAGES ETUDIES.

-=-=-=-

I. SITUATION GEOGRAPHIQUE

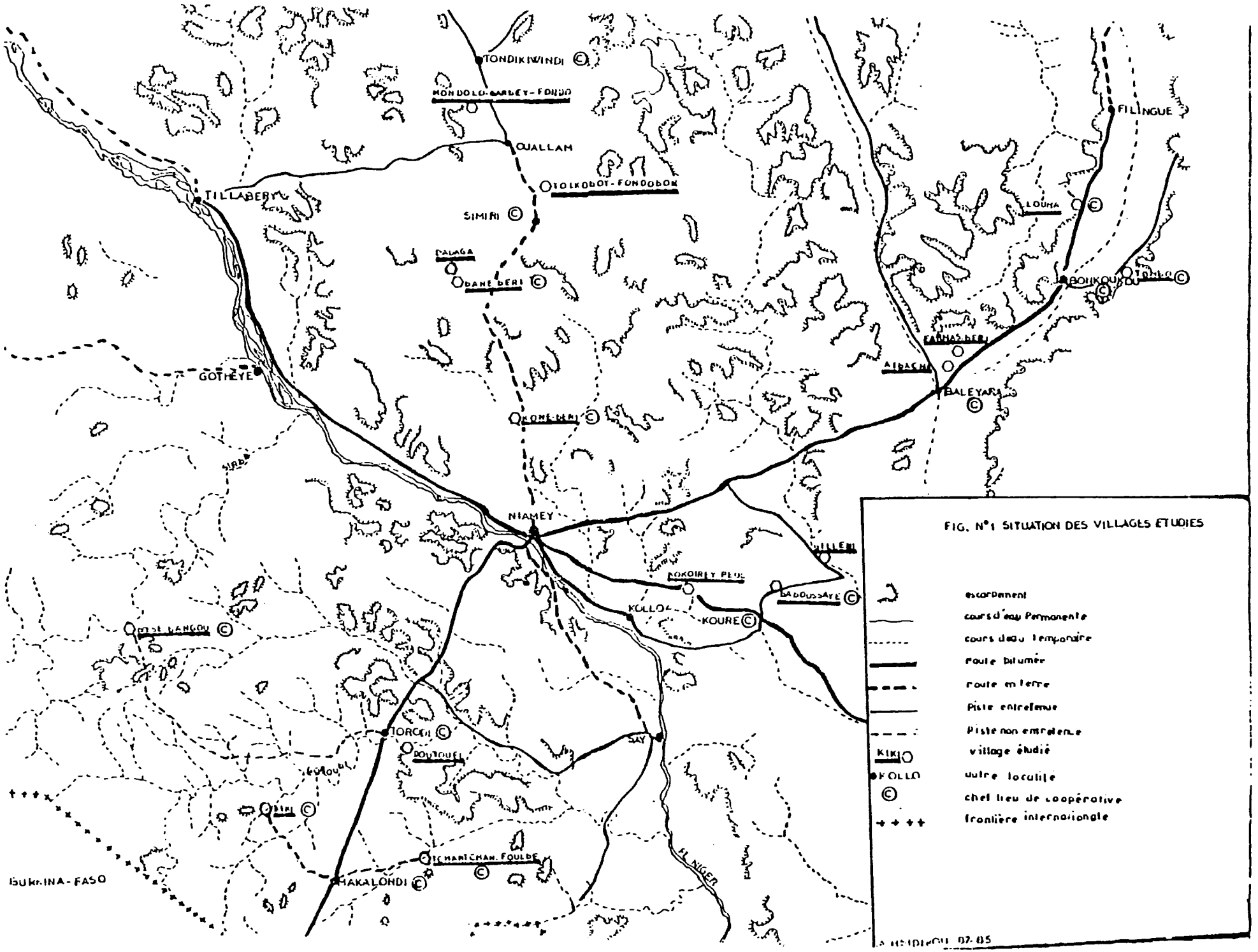
La figure n° 1 montre la situation géographique des villages les uns par rapport aux autres et surtout chacun par rapport d'une part au centre urbain principal qu'est Niamey, et d'autre part les centres urbains ou semi-urbains secondaires que sont Torodi, Baleyara, Ouallam, Filingué, et dans une moindre mesure Makalondi et Bonkoukou.

Si on considère Niamey comme centre d'influence essentiel, on constatera que :

- Deux villages y sont situés dans un rayon d'au moins 50 Kilomètres, Kokoirey Peul et Koné-Béri ; le second village pouvant même être considéré comme faisant partie de la grande banlieue de la capitale dont le nom est porté par l'un des deux principaux quartiers.

- Sept villages, soit près de la moitié, sont situés dans un rayon de 50 à 100 Km de la capitale. Il s'agit de Doutouel, Tchantchan-Foulbé dans l'arrondissement de Say ; Gilléni et Baboussaye dans l'arrondissement de Kollo ; Bané-Béri, Dadaga et Tolkoboy-Fandobon dans l'arrondissement de Ouallam.

- Cinq villages sont situés dans une couronne ayant entre 100 et 150 Km de rayon : Kiki et Bossé-Bangou dans l'arrondissement de Say, Aïbachi et Farmas-Béri dans l'arrondissement de Filingué et Mondolo-Garbey-Fondo dans l'arrondissement de Ouallam..


TONDIKIWINDI
MONDOLO-GARBEY-FONDO
OUALLAM
TOLKOBOT-FONDOBON
TILLABERY
SIMIRI
DANE BERI
GOTHEYE
NIAMEY
FILINGUE
LOUHA
BONKOUKOU
FARNAZ BERI
AIRACHE
BALEYARA
KOKOIREY PEUL
KOLLO
KOURE
BABOUSSAYE
TORODI
POUTOUEL
SAY
ICHANTCHAN FOULDE
MAKALONDI
BURKINA-FASO
FIG. N°1 SITUATION DES VILLAGES ETUDIES
escarpement
cours d'eau Permanente
cours d'eau temporaire
route bitumée
route en terre
Piste entretenue
Piste non entretenue
village étudié
autre localité
chef lieu de coopérative
frontière internationale

- Enfin, deux villages, tous situés dans l'arrondissement de Filingué, Tombo et Louma, sont dans un rayon de plus de 150 Km de la capitale.

Plus intéressante est la position de ces villages par rapport aux voies de communication c'est-à-dire leur accessibilité qui influence beaucoup l'efficacité de toute intervention les concernant. Ainsi, si cinq villages sont situés sur ou à proximité (moins de cinq kilomètres) d'une route nationale en latérite (Koné-Béri, Tolkoboy-Fandobon, Mondolo-Garbey-Fondo) ou bitumée (Kokoirey-Peul, Louma), et quatre autres sur des pistes rurales entretenues (Gilléni, Baboussaye, Tombo et Aïbachi), tous les autres sont situés sur des chemins ruraux ou des pistes rurales sommaires non entretenus et d'accès difficile surtout en saison des pluies où certains villages peuvent être momentanément isolés des centres économiques principaux ou administratifs. C'est le cas essentiellement des villages situés sur la rive droite du fleuve, particulièrement Doutouel et Bossé-Bangou,alors que la situation de Tchantchan-Foulbé et Kiki est légèrement meilleure à cause de l'existence de pistes rurales les reliant à Makalondi, aménagées dans le cadre du projet PARI (Projet d'Animation Rurale Intégrée) initié par Miséréor et qui a consisté en fait à recharger sommairement les tronçons de piste inondables en saison des pluies. La nature du sol généralement argileux ou cuirassé, une végétation encore relativement abondante et un réseau hydrographique temporaire particulièrement dense et actif justement en saison des pluies, constituent l'explication principale de cette situation d'enclavement que ressentent durement les populations qui essaient de l'atténuer en acquérant de nombreuses bicyclettes et qu' exploitent avec bonheur quelques automobilistes avertis propriétaires de véhicules tout terrain, essentiellement des Land-Rover dont l'âge et l'état laissent perplexe.

La position des villages par rapport à des centres secondaires généralement marchés importants, peut atténuer leur situation d'enclavement Ainsi :

- Trois villages sont situés à moins de 10 Km d'un centre secondaire : Doutouel par rapport à Torodi, et Farmas-Béri et Aïbachi par rapport à Baleyara.

- Sept villages sont distants de 10 à 20 Km d'un centre secondaire : Kokoirey-Peul par rapport à Kollo par des chemins ruraux ; Kiki et Tchantchan-Foulbé par rapport à Makalondi, Tolkoboy-Fandobon et Mondolo-Garbey-Fondo par rapport à Ouallam, et Tombo et Louma par rapport à Bonkoukou.

- Un village est séparé d'un centre secondaire sur une distance de 20 à 30 Km : Louma, encore une fois,mais par rapport à Filingué.

- Enfin six villages sont éloignés d'un centre secondaire de plus de 30 Km : Guilléni et Baboussaye par rapport à Kollo ou Baleyara ; Koné-Béri (tourné essentiellement vers Niamey),Bané-Béri et Dadaga par rapport à Ouallam et Bossé-Bangou distant de Torodi de 65 Km qu'il faudra trois heures pour parcourir en saison sèche ! De plus,les liaisons avec la rive droite de la Sirba sont rendues extrêmement difficiles par le cours d'eau dont une seule pirogue permet de relier les deux rives.

D'un point de vue économique, aucun village n'est trop éloigné d'un marché. Les habitants de la plupart d'entre eux, outre les possibilités éventuelles que pourrait offrir leur village, disposent chaque semaine de plusieurs opportunités d'échanges sur les marchés qu'ils fréquentent. Ainsi,

les habitants de Kiki, ont-ils la faculté de fréquenter au moins trois marchés dans la semaine : le leur (samedi), ceux de Makalondi (lundi), Torodi (Vendredi), Tambolé (lundi) et Dyayé (Vendredi).

II. TAILLE ET STRUCTURE DES VILLAGES. TYPES DE TERROIRS

Si on classe les villages selon leur taille, on constate que :

- Six villages ont une population comprise entre 250 et 500 habitants, soit 14,2 % de la population concernée par l'étude.

Il s'agit de :

Farmas-Béri	: 278 habitants
Doutouel	: 346 "
Kokoirey-Peul	: 346 "
Tchantchan-Foulbé	: 396 "
Gilléni	: 404 "
Tolkoboy-Fandobon	: 436 "

- Cinq villages sont peuplés de 500 à 1000 habitants (23,3 % de la population concernée) :

Koné-Béri	: 527 habitants
Kiki	: 547 "
Mondolo-Garbey-Fondo	: 735 "
Aïbachi	: 843 "
Baboussaye	: 970 "

- Trois villages ont entre 1000 et 1500 habitants (25,6 %) de l'échantillon) :

Dadaga	: 1079 habitants
Bossé-Bangou	: 1396 "
Tombo	: 1491 "

- Un village a une population comprise entre 1500 et 2000 habitants. Il s'agit de Bané-Béri : 1828 habitants, soit 11,8 % de la population étudiée.

- Enfin, un seul village, Louma, a une population supérieure à 2000 âmes : 3904 habitants, soit plus du quart (25,1 %) de la population enquêtée et quatorze fois la population du plus petit village, Farmas-Béri !

On notera que les trois villages à population dominante peul (Doutouel, Kokoirey-Peul, Tchantchan-Foulbé), se retrouvent tous dans la catégorie des petits villages et que le seul village haoussa de l'échantillon est aussi le plus important de par la population. Les villages dédoublés de Dadaga et Bané-Béri apparaissent comme des ensembles relativement importants tandis que la taille du village bella de Aïbachi peut paraître surprenant pour des éleveurs sédentarisés dont l' habitat très dispersé dans le terroir tranche précisément avec l'importance de la population.

Selon leur aspect physique, les villages peuvent être classés en deux catégories : les villages dispersés ou éclatés et les villages groupés d'un seul tenant ou avec dispersion intercalaire. Les premiers comprennent : Bané-Béri (où sur 102 chefs de familles recensés, exception faite de ceux de Gabdey-Bangou, 98 vivent dans les hameaux de culture !), Mondolo-Garbey-Fondo, Aïbachi, Farmas, Kokoirey-Peul, Doutouel et Kiki. Les seconds sont Dadaga, Tolkoboy-Fandobon, Tombo, Koné-Béri, Gilléni, Baboussaye, Bossé-Bangou, Louma, Tchantchan-Foulbé. On constatera que l'habitat groupé ou

dispersé n'est pas l'apanage d'un seul groupe ethnique et que, au vu du cas de Tchantchan-Foulbé, ce n'est pas toujours que les éleveurs sédentarisés vivent dans un habitat éclaté à l'extrême. Or l'habitat extrêmement éclaté gêne la circulation de l'information.

La situation particulière des villages dédoublés de Bané-Béri - Gabdey-Bangou d'une part, Dadaga-Fataye et Dadaga-Mossi de l'autre, tous auparavant hameaux de cultures de quartiers de Simiri, est la conséquence directe d'une décision administrative prise pendant la période coloniale et qui consistait à brûler tous les hameaux de culture éloignés afin de lutter contre la dispersion avant de reconnaître certains de ces hameaux comme entités administratives autonomes avec des chefs de village. Les premiers nommés à Bané-Béri et à Dadaga ne donnant pas satisfaction à une partie de la population, celle-ci demanda et obtint la scission en deux villages administrativement distincts. C'est ainsi que Gabdey-Bangou se détacha de Bané-Béri en 1947, ce qui pourrait laisser croire que le village est récent alors qu'en réalité c'est un vieux village. Cette situation de villages dédoublés se retrouve d'ailleurs souvent dans le Zarmaganda notamment dans le canton de Simiri où physiquement Niabéri-Koira et Bané-Kaïna ne forment qu'un seul village avec deux chefs de villages comme d'autres villages non étudiés du même canton de Simiri et qui sont : Tollo comprenant en fait Koira-Tégui et Koira-Koukou ; Fada-Kaïna et Komo-Bangou, Kano-Koira et Koira-Tégui, ou Sinsan-Tondi et Gollo. Cette situation ne doit pas être perdue de vue en cas de conception et de mise en application d'une intervention en matière de développement. Notons aussi, en ce qui concerne les villages du Zarmaganda, que seul Bané-Béri jouit d'une réputation régionale qui doit beaucoup surtout au dynamisme de sa

coopérative comme d'ailleurs celles de Tchantchan-Foulbé et Koné-Béri tous trois présentés comme des villages ouverts et exemplaires en matière d'initiative et de prédisposition au développement.

La répartition des villages selon la nature des sols dominants et secondaires de leur terroir étroitement liée aux potentialités économiques qu'ils présentent, permet de distinguer :

- Des villages à terroir dunaire (de grande vallée ou d'interfluve très souvent) : Aïbachi situé dans le Dallol Bosso, Doutouel, Baboussaye.

- Des villages à terroir argileux ou argilo-sableux : Bossé-Bangou, Kiki, Tchantchan-Foulbé, Farmas-Béri.

Par ailleurs, les villages de Doutouel, Kiki et Bossé-Bangou sont tous situés à côté d'un cours d'eau temporaire qui autorise outre l'arboriculture, les activités de jardinage et celle de la pêche. Il s'agit de la Sirba (Bossé-Bangou) et d'un de ses affluents (Kiki) et du Goroubi (Doutouel). Ces cours d'eau disposent d'énormes potentialités qui ne demandent qu'à être valorisées comme l'attestent les 250 jardins recensés à un moment donné à Bossé-Bangou. Par contre, la situation hydrogéologique de certains villages est préoccupante. C'est le cas surtout des deux villages de Bané-Béri et Dadaga où non seulement la nappe phréatique est pronfonde, mais l'eau y est également salée. Les villageois se ravitaillent en eau aux puits des villages voisins de Sini-Bangou et Niabéri-Koira distants de deux à 6 Kilomètres et à Bané-Béri, les deux mares semi-permanentes qui auraient pu permettre quelque espoir n'autorisent en réalité que des cultures halophytes. De plus, les terroirs de Farmas-Béri, Kiki, Bossé-Bangou, Tchantchan-Foulbé et Doutouel comportent

des éléments rocheux et le village de Louma est logé aux pieds d'une belle falaise marquant le rebord occidental du Dallol-Bosso.

Dans tous les villages, le mode extensif d'exploitation de l'espace, l'usure des sols, la pression démographique et des considérations historiques et sociologiques ont conduit ou conduisent à un éclatement au moins saisonnier de l'habitat (SIDIKOU A. Hamidou 1973 et observations d'enquêtes). L'indisponibilité de terres exploitables se fait particilièrement sentir dans les villages de Doutouel où des réserves existent pourtant mais ne peuvent être exploitées faute d'eau, Tchantchan-Foulbé et surtout Kiki dont la population essaime vers le Nord particulièrement dans la vallée du Goroubi.

IV. IMPORTANCE LOCALE ET REGIONALE DES VILLAGES ETUDIES.

Parmi les villages étudiés, certains sont anonymes (Farmas-Béri, Aïbachi, Kokoirey-Peul, Tolkoboy-Fandobon) ; par contre, d'autres, à un moment donné de leur histoire, ont connu un rayonnement notable sinon prestigieux qui tranche avec leur situation actuelle. C'est le cas notamment de Baboussaye, ancien chef-lieu d'un canton supprimé ; de Gilléni, autrefois village fortifié et centre important du peuplement zarma et de Bossé-Bangou, isolat songhaï dans un no man's land dont la colonisation dans certains secteurs paraît récente. Mais Bossé-Bangou demeure un centre important commandant une zone d'influence étendue du fait de la faiblesse du peuplement et de l'inexistance d'un centre d'importance égale, et qui en raison de ses potentialités, aurifères

notamment, attire de plus en plus de monde. Quant à Louma, très gros village, son importance régionale semble souffrir de la proximité et de l'influence de certains centres comme Bonkoukou, Filingué et Baleyara, alors que la réputation religieuse de Tombo et l'influence de son marabout chef de village, constituent des éléments de dynamisme et en conséquence de prospérité relative qui surprend agréablement à un moment où la plupart des villages sont déficitaires en grains.

Le cas particulier du village de Kiki étonne à plus d'un titre. D'abord c'est un village pluri-ethnique en zone gourmantché où vivent apparemment en bonne entente des Gourmantché, des Peul, des Mossi, des Zarma, des Haoussa, des Songhaï et même une famille Kanouri. Ensuite, c'est un village important dans les relations économiques de la région, devenu célèbre grâce à la culture de la canne à sucre dont le marché s'étend jusqu'à Niamey avec des marchés-étapes comme Makalondi et Torodi. Enfin, Kiki est un village qui commande une zone d'influence d'environ 20 à 25 Km de rayon et qui chevauche celle de Makalondi.

III. LES EQUIPEMENTS.

A partir d'un certain nombre d'équipements[1] recensés dans les villages, on peut distinguer, de façon tout à fait relative :

- les villages bien équipés : Koné-Béri, Bané-Béri, Tchantchan-Foulbé, Kiki.

---

(1) Ecole, dispensaire, puits cimentés ou traditionnels, pompe à pied, télévision publique, moulin à mil, centre d'alphabétisation, banque céréalière, présence de sécouristes et matronnes, marché, lieux de cultes, CPT.

- les villages moyennement équipés : Louma, Tombo, Bossé-Bangou ;

- Les villages faiblement équipés : Kokoirey-Peul, Tolkoboy-Fandobon, Aïbachi, Farmas Béri, Doutouel, Mondolo-Garbey-Fondo, Dadaga, Baboussaye, Gilléni.

A l'exception de Koné-Béri, aucun des villages enquêtés ne dispose d'un dispensaire dont le besoin a été maintes fois exprimé notamment à Tchantchan-Foulbé, Kiki, Bossé-Bangou dont les habitants doivent se rendre à Bolsi pour se soigner ; Bané-Béri, Dadaga, Tombo et Louma. Si un village comme Kokoirey-Peul ne dispose toujours pas d'une école, l'initiative des habitants d'un village aussi important comme Baboussaye s'émousse du fait des problèmes de ravitaillement en eau dans une région où la nappe phréatique est de 65 m ; profondeur qui n'a pas dissuadé certains habitants de ce village de tenter de faire, avec beaucoup de réussite, des cultures de contre-saison.

Par certains aspects, il y'a des villages paraissant sur-équipés comme Koné-Béri, siège d'un CPT et disposant d'une école, une télévision publique, deux pompes à pied (en panne) en plus du puits cimenté du village et de celui du CPT ; ou comme Louma où l'on compte six pompes à pied pour près de 4000 habitants, trois boutiques dont celles de la coopérative. Aucun de ces deux villages ne dispose cependant d'un moulin à mil ou d'une banque céréalière. Par contre, le sous-équipement de certains villages est extrême. C'est le cas de Doutouel où le seul puits cimenté reste inachevé et où, en plus des quatre agents de santé villageois, l'équipement du village se réduit aux puisards maraîchers

et à une mosquée. C'est le cas également de Farmas qui ne dispose que de dix puisards traditionnels, un puits cimenté et une mosquée.

Enfin, les villages de Kiki, Bané-Béri, Koné-Béri, Louma, Tombo, Bossé-Bangou, Baboussaye, Tchantchan-Foulbé, abritent des centres de coopératives tandis que ceux de Dadaga (coopérative de Bané-Béri), Mondolo-Garbey-Fondo (coopérative de Tondikiwindi), Tolkoboy-Fandobon (coopérative de Tolkoboy-Koiratégui), Gilléni (coopérative de Dantchandou), Kokoirey-Peul (coopérative de Kouré), Aïbachi (coopérative de Fandara), Farmas-Béri (coopérative de Fandou), et Doutouel (coopérative de Torodi), sont de simples groupements mutualistes villageois (GMV), l'échelon de base de la structure coopérative, l'un des éléments essentiels de la Société de Développement, dont l'un des principes fondamentaux est la participation populaire volontaire au développement. Laquelle participation volontaire requiert une information correcte, rassurante, et une sensibilisation des populations qu'on ne saurait obtenir sans désenclaver, aussi bien physiquement que mentalement, les zones qu'elles occupent. Cela nécessite la mise au point d'une stratégie appropriée, qui devra puiser son inspiration dans les structures sociales qui commandent les rapports sociaux et déterminent les rapports économiques.

D E U X I E M E P A R T I E

LES ORGANISATIONS FORMELLES ET INFORMELLES.

INTRODUCTION. QUELQUES BASES DE L'ORGANISATION VILLAGEOISE ET LEURS RAPPORTS AVEC LES POSSIBILITES DE DEVELOPPEMENT.

-=-=-=-

Compte tenu des objectifs de l'étude, il était fondamental de recueillir au niveau des villages un certain nombre d'informations sur les éléments de la vie sociale susceptibles de constituer des indices de solidarité ou de conflit et aussi sur la manière dont circule l'information c'est-à-dire comment cette information peut-elle être perçue comme un élément important de motivation et de participation aux actions de développement. Cependant, autant il a été plus ou moins aisé de déceler les éléments de solidarité dans les villages, autant il a été malaisé, en si peu de temps de séjour, d'identifier avec certitude dans plusieurs cas, les éléments conflictuels susceptibles d'affecter les résultats d'une action quelconque de développement.

L'analyse cas par cas des éléments de solidarité ou de conflit observés dans les villages aurait certainement donné une vue exhaustive de la situation mais elle ne permet pas une catégorisation pouvant faire ressortir les ressemblances et les différences entre villages. Aussi, tenterons-nous plutôt de classer les villages en fonction d'un certain nombre de critères qui pourraient constituer des signes positifs de solidarité.

Dans les villages à préjugés favorables en matière de solidarité, les éléments suivants interviennent souvent collectivement ou individuellement :

- l'autorité du chef de village ou d'un de ses parents est forte et son comportement apprécié sinon exemplaire ;

- la religion musulmane y est dans bien des cas fortement implantée et la mosquée constitue un lieu privilégié de rencontres et de discussions donc d'échanges d'idées et d'informations ;

- la population y est dans l'ensemble homogène d'un point de vue ethnique, mais la diversité ethnique peut être dépassée jusqu'à constituer une force et non une faiblesse ;

- le dynamisme de certaines organisations comme la Samarya ou l'organisation coopérative, lié souvent à l'autorité, à l'initiative ou à la réputation de leurs principaux responsables cimentent souvent le sentiment de solidarité.

Les villages que l'on peut classer dans cette catégorie sont : Tombo, Doutouel, Tolkoboy-Fandobon, Bané-Béri, Koné-Béri, Baboussaye, Kiki, Tchantchan-Foulbé, Kokoirey-Peul, Dadaga, Aïbachi et Mondolo-Garbey-Fondo.

Dans les villages à préjugés plutôt réservés , les éléments indiqués ci-dessus sont inexistants ou peu apparents, en tout cas occultés par certaines considérations qui peuvent tenir aussi bien à la mentalité spécifique de la population qu'à la marginalisation de certains groupes sociaux comme les anciens esclaves ou les individus de castes (forgerons notamment); la lutte pour le pouvoir politique qui a divisé de façon tenace et durable certaines familles ou même la lutte pour le pouvoir religieux et la présence de nombreux animaux. Dans ce groupe on retrouve Bossé-Bangou où les conflits d'intérêt dans l'exploitation aurifère ont exacerbé les tensions sociales, Gilléni où la présence d'une femme particulièrement querelleuse empoisonne réellement les

relations sociales, Farmas-Béri où la personnalité et le comportement du Chef de village sont en cause, et enfin Louma qui est apparu comme un village très divisé ce qui a amené une partie de la population à s'installer durablement dans les hameaux de culture et à constituer sa propre Samarya.

Quant à la circulation de l'information, il a été noté que très souvent les femmes ne sont pas associées à la vie organisée du village parce qu'elles reçoivent peu ou pas du tout d'informations à ce sujet. Mais, autant elles ont paru discrètes dans certains villages, autant certains aspects de leur rôle ont été remarqués à Kiki et surtout à Gilléni où elles ont monopolisé les activités de culture de contre-saison.

Les principaux canaux d'information recensés sont :

- les autorités administratives ou coutumières et les cadres techniques ; d'où l'importance de la structure physique du village ;
- les responsables des Samarya et des coopératives ;
- la radio et la télévision publique quand elles existent ;
- les marchés qui jouent pleinement leur rôle social ;
- certains fonctionnaires, enseignants particulièrement.

A propos des enseignants, il faut noter que leur rôle dans l'évolution positive des villages est inégal. Si certains sont très bien intégrés à la vie villageoise et aident efficacement à la mise en place de certaines opérations comme à Gilléni où ils ont joué un rôle important dans le développement des cultures maraîchères, d'autres par contre, sont résevés, voire distants des villageois. Il convient de noter aussi

l'état d'esprit des migrants saisonniers, surtout ceux qui reviennent de l'étranger, qui ont tendance à se considérer, au moins pendant un certain temps, comme supérieurs aux autres en faisant prévaloir leur expérience de la vie et leur ouverture d'esprit.

Enfin, la structure de l'habitat peut constituer une sérieuse entrave à la circulation de l'information et à la mise en oeuvre d'actions de développement. Ceci est particulièrement net à Aïbachi et à Bané-Béri où l'extrême dispersion des familles gêne manifestement la solidarité et les perspectives de travailler ensemble. Et, dans certaines régions, il faut tenir compte aussi de l'état d'esprit spécifique de la population comme l'individualisme et le désir de conserver jalousement sa liberté d'action dans les villages du Zarmaganda, l'orgueil et le sentiment d'aisance que procure l'exploitation aurifère à Bossé-Bangou.

CHAPITRE 3 . LES ORGANISATIONS FORMELLES OU ETATIQUES

Il s'agit essentiellement des structures de la Société de Développement. En effet, le gouvernement de la République du Niger dans le cadre de sa politique de dynamisation et d'organisation de la vie nationale dans des structures de développement qui responsabilisent et associent pleinement et de façon volontaire et participative les populations, avait créé par Décret N° 79-165 en date du 29 Octobre 1979, une Commission Nationale de Mise en Place de la Société de Développement. Cette commission qui associait toutes les couches vives de la Nation, devait proposer au pays, dans un délai de deux ans, la forme appropriée de développement la plus équilibrée et la plus harmonieuse en rapport avec les conditions physiques, économiques, sociales et culturelles qui sont les siennes. A l'issue de ses travaux, la commission qui a fait sienne le triptyque consultation, concertation, participation, a proposé une structure pyramidale de développement s'appuyant notamment sur les organismes coopératifs initiés dès 1966 et restructurés en unions, et les organisations de jeunesse, les Samarya réhabilitées en 1975, ordonnés en conseils et instruments de la participation populaire aux actions de développement. Cette structure pyramidale qui coïncide avec l'organisation administrative, comprend au sommet un Conseil National de Développement. Son Président est le deuxième personnage de l'Etat et il s'appuie sur un Conseil National des Samarya et une Union Nationale des Coopératives. Aux échelons intermédiaires, on trouve de haut en bas :

- Au niveau du Département (7), le Conseil Régional de Développement (CRD) composé de 16 à 30 membres avec notamment un Conseil Régional des Samarya et une Union Régionale des Coopératives.

- Au niveau de l'arrondissement ou de la commune, le Conseil Sous-Régional de Développement (CSRD, 12 à 30 membres) avec un Conseil Sous-Régional des Samarya et une Union Sous-Régionale des Coopératives.

- Au niveau du Canton (sédentaire) ou du Groupement (nomade) un Conseil Local de Développement (CLD, 20 à 30 membres) avec un Conseil Local des Samarya et une Union Locale des Coopératives.

- Au niveau du village, du quartier, de la fraction ou de la tribu (nomades), on trouve un conseil villageois ou de quartier ou de tribu de développement (CVD, 6 à 16 membres) dont les composantes principales sont la Samarya et le Groupement Mutualiste (GM).

A chaque niveau, outre les représentants des services publics, y sont également représentés les organisations socio-professionnelles que sont l'Association des Femmes du Niger (AFN), l'Association Islamique, l'Association des Chefs Traditionnels, l'Association des Anciens Combattants, l'Association des Parents d'Elèves, l'Association des Elèves et Etudiants, l'Association des Commerçants et Transporteurs et des Mandataires de l'Union des Syndicats des Travailleurs du Niger (USTN).

Le Conseil National de Développement (CND), qui propose au Gouvernement les options fondamentales de la politique de développement et qui peut être saisi par celui-ci de toute autre question d'intérêt National, comprend une commission du développement rural, une commission de l'éducation et de la formation, une commission sociale et culturelle, une commission politique, une commission économique et financière et une commission administration et juridique auxquelles il faut ajouter un comité ad hoc, une commission de réflexion sur la charte nationale et une commission de réflexion sur l'information et la formation.

Théoriquement les différentes structures hiérarchisées de la Société de Développement sont intégrées les unes aux autres. Elles disposent d'un statut officiel précis et des bureaux de coordination.

I. STRUCTURES DE DEVELOPPEMENT ET PARTICIPATION.

Le Projet Productivité de Niamey mit l'accent dès le départ sur les structures coopératives mais dût s'adapter progressivement au fur et à mesure de la création et de la mise en place des nouvelles structures destinées à épauler les structures déjà existantes au niveau des communautés villageoises. En effet, dans le Département de Niamey où les coopératives n'existaient pratiquement pas au moment de la mise en oeuvre de la première phase du projet, les nouvelles structures de la Société de Développement, dont les coopératives, ont été instituées, peut-on dire, en même temps. Aussi, si les Samarya ont-elles particulièrement reçu une nouvelle et forte impulsion dans les régions proches de Niamey, surtout dans la ville même où elles ont entrepris et conduit à bien des travaux d'utilité publique comme la construction de classes destinées à remplacer les classes en paillotes, les autres structures de mobilisation communautaire ont été tardivement instituées dans le département de Niamey qui jusqu'à présent n'a pas bénéficiée d'un programme conséquent de formation des CVD et d'information du public. C'est d'ailleurs la raison essentielle pour laquelle les villageois ont une tendance particulièrement marquée à confondre les différentes institutions de développement qui, prises globalement pourraient jouer un rôle important au niveau des villages. C'est aussi pourquoi l'étude a cherché à savoir le rôle des nouvelles institutions participatives et le niveau de participation des villageois dans chacune d'elles. On les examinera d'abord séparément avant d'étudier leur impact global et qualitatif.

A. LA SAMARYA.

Au niveau du village, la Samarya est conçue comme le cadre de participation pour le développement. S'inspirant des organisations traditionnelles de jeunesse-interdites pendant la période coloniale et utilisées comme arme politique de lutte contre le colonisateur à la fin des années 40 et pendant les années 50 - , elle fut réhabilitée en 1975 par le régime militaire issu du coup d'Etat d'Avril 1974. Elle diffère toutefois des organisations traditionnelles dans sa conception qui essaie d'allier les différentes formes recensées sur le territoire national et qui s'est traduite par un accroissement parfois considérable des postes de responsabilité; ce qui a eu pour effet de diluer précisément ces responsabilités. Elle en diffère aussi sensiblement dans ses objectifs qui sont élargis aux domaines éoonomiques et politiques en plus de ses objectifs traditionnels qui étaient surtout sociaux et culturels. Ainsi, la Samarya réhabilitée a fondamentalement une fonction de mobilisation de tous les jeunes et à travers eux la communauté villageoise en créant et en développant l'esprit de fraternité, de solidarité et d'entraide. Ses méthodes sont la persuasion, la sensibilisation, l'information et l'animation. La samarya dispose d'un bureau au niveau villageois. Ce bureau comprend au minimum cinq à sept membres dont deux femmes avec des titres et des fonctions précis qui peuvent être augmentés selon les besoins.

Selon le rapport de la Commission Nationale de mise en place de la Société de Développement publié en Juin 1981 (P. 121), il y aurait à l'époque 1220 Samarya dans le Département de Niamey, pour 1546 villages. La situation dans les quatre arrondissements enquêtés était la suivante :

ARRONDISSEMENT	NOMBRE DE VILLAGES OU TRIBUS.	NOMBRE DE SAMARYA
KOLO	271	252
OUALLAM	237	196
FILINGUE	377	281
SAY	232	190
T O T A U X	1 117	919

Concernant les raisons qui ont conduit à la réinstitution de la Samarya, les motifs significatifs invoqués seraient selon nos interlocuteurs dont 11 % n'ont aucune idée sur la question, par ordre décroissant : le renforcement de l'entraide (24,8 %), le renforcement de la solidarité villageoise (18,2 %), dans le but de faire des travaux collectifs (17,6 %), dans un souci de développement (16,2 %). Il n'est donc pas étonnant, au vu de ces proportions, que les activités de la Samarya - dont 75,8 % des personnes interrogées disent qu'elle a des activités contre 5,6 % qui disent non et 18,6 % qui disent rarement -, concernent pour 41,2 % des personnes enquêtées surtout les travaux de champs collectifs, alors que 15,4 % signalent la construction de classes, 5,8 % l'entraide, 5,4 % la salubrité publique contre 21 % qui n'ont pas d'idée sur la question.

Notre indice de participation aux activités de la Samarya touche beaucoup plus à sa structure de gestion et de décision que de participation dans la mise en oeuvre de ses actions. Cet indice, variant de 0 à 5, puis recodifié de 0 à 3 s'appuie sur les critères suivants :

1. Connaissance de l'existence de la Samarya. A cette question élementaire (Q 111) les réponses ont été presque toutes positives : 98,4 % de oui contre 1,6 % de réponses négatives.

2. Participation aux réunions de la Samarya (Q 114) : Pour 91,6 % des enquêtés, la Samarya tient des réunions alors que 1,4 % pense le contraire et 7 % qui ne savent pas. Le taux de participation à ces réunions est moyennement élevé car un peu plus de la moitié (53,8 %) des personnes enquêtées déclarent y assister souvent contre 43,6 % qui y assistent rarement et 2,6 % qui n'y vont jamais.

3. Connaissance des membres du Bureau de la Samarya (Q 115). Les villageois semblent beaucoup moins informés sur la composition exacte du bureau de la Samarya de leur village. En effet, 70,8 % d'entre eux ne la connaissent que partiellement contre 16,2 % qui la connaissent avec exactitude et 13 % qui n'y ont aucune idée ; c'est-à-dire moins d'une personne sur cinq connaît le bureau de leur Samarya. Ceci s'expliquerait surtout par le fait qu'auparavant la Samarya c'était surtout le Samari (ou Sarkin Samari), le responsable des jeunes et quelques personnes dont un suppléant qui l'aident, alors que maintenant, à force de vouloir tout uniformiser, de très nombreux postes et fonctions y ont été ajoutés.

Il n'empêche que la Samarya semble active, en tout cas plus active que les autres structures de développement. Ainsi, plus des trois quarts des personnes interrogées prétendent que la Samarya est très active et 8% d'entre elles sont en mesure de mentionner des activités spécifiques réalisées par elle.

Parmi les plus informés selon notre indice, 90 % ont pu indiquer au moins une action concrète réalisée par la Samarya et le plus souvent, sont mentionnés les champs collectifs, la réalisation d'infrastructures villageoises telles que les classes pour l'école, ou les actions de salubrité publique.

B. LE G.M. ET LA COOPERATIVE

La première coopérative constituée dans le Département de Niamey fut celle de Kollo créée en 1956. Avec l'indépendance, le mouvement coopératif a été intensifié avec notamment la création de l'Union Nigérienne de Crédit et de Coopération en 1962. organisme qui fut supprimé d'ailleurs en 1985. Cependant, le mouvement coopératif toucha très peu sinon pratiquement pas le Département de Niamey et il fallut attendre la mise en place des structures de la Société de Développement pour le voir prendre dans ce département un réel essor avec notamment en 1979, la promulgation de textes portant statut des organismes ruraux à caractère coopératif et/ou mutualiste, régis par l'ordonnance n° 78-19 du 12 Octobre 1978 et le décret n° 79-05/PCMS/MDR du 18 Janvier 1979 en ce qui concerne leurs statuts, et pour la zone pastorale par l'arrêté n° 18/MDR du 3 Avril 1981 portant organisation des éleveurs en zone pastorale. Ainsi, au niveau du village, du quartier, d'un ou plusieurs campements, est créé un Groupement Mutualiste (GM) qui se compose de l'ensemble des producteurs quelle que soit leur activité principale, unis pour le développement de leurs activités. Plusieurs groupements mutualistes forment une coopérative, maillon essentiel dans la nouvelle structure car elle sert de répondant aux services techniques notamment ceux du crédit. Chaque GM ou coopérative dispose de ses propres structures

de gestion comprenant un organe de décision qui est l'assemblée générale, un organe d'exécution qu'est le Conseil d'Administration et les commissaires aux comptes chargés du contrôle. L'assemblée générale est chargée en particulier d'orienter les activités de l'organisme, de définir son réglement intérieur et de les modifier ; d'élire son bureau, de déterminer les postes de responsabilité et de préciser ceux qui doivent être rémunérés ; d'examiner les demandes d'aval à un membre, c'est-à-dire la garantie donnée par l'organisme coopératif ou mutualiste qui s'engage à rembourser un emprunt contracté par un membre en cas de non-remboursement par ce dernier ; de prendre des sanctions et de choisir ses délégués à l'organisme supérieur. Quant au conseil d'administration, il doit notamment préparer les programmes de développement à court, moyen et long terme ; choisir un gérant pour chaque GM ou coopérative assisté éventuellement de conseillers. De ces dispositions, on retiendra deux choses : la première c'est qu'en principe la qualité de membre de GM se fait sur le mode de l'adhésion ; la seconde c'est qu'à l'expérience, l'enquête a démontré que les paysans s'en tiennent à un seul "bureau" et ne font pas de distinction entre assemblée générale et conseil d'administration.

En Juin 1981[1], il y aurait au total 784 GM et 133 coopératives dans le Département de Niamey intéressant 1546 villages ou tribus. La situation dans les quatre arrondissements concernés par l'étude serait alors la suivante :

---

(1) Rapport Général de la Commission Nationales de Mise en place de la Société de Développement, P. 123.

ARRONDISSEMENT	NOMBRE DE VILLAGES	NOMBRE DE COOPERATIVES	NBRE DE GM
KOLLO	271	25	127
OUALLAM	237	21	104
FILINGUE	377	24	127
SAY	232	16	160
TOTAUX.....	1 117	86	518

A la question de savoir pourquoi le GM a été créé, nous avons enregistré les réponses les plus significatives suivantes :

- Pour entreprendre des activités de développement : 17,8 % (autant que ceux qui n'ont aucune idée sur la question !)
- Pour apporter de l'aide alimentaire : 15,1 %
- C'est une boutique villagecise : 11,3 %
- C'est pour faciliter les prêts agricoles : 9,5 %
- C'est pour que les gens s'associent : 6,8 %
- C'est dans un but d'entraide : 6 %
- C'est pour acquérir des intrants agricoles : 3,3 %
- C'est pour vendre des produits agricoles : 3,3 %.

On constatera aisément la place faite au volet très important de commercialisation des produits agricoles qui est censée constituer l'une des activités du GM et qui ne recueille que 3,3 % des avis. Cela n'est pas étonnant en soi car il réflète tout simplement l'état d'esprit et les

conditions de sous-information et de mal-préparation dans lesquelles les GM ont été mis en place. C'est pourquoi d'ailleurs seulement 30,6 % des personnes interrogées affirment que le GM a des activités spécifiques contre 50,8 % -une personne sur deux- qui pensent le contraire et 18,6 % qui disent ne pas savoir. Du reste, si 64,8 % des personnes ignorent tout des activités du GM, il n'y en a que 6,1 % qui disent qu'il commercialise les produits agricoles, 5,4 % qu'il vend des intrants agricoles, 4,9 % qu'il a construit un magasin coopératif, 4,2 % qu'il entretient un champ appartenant à la coopérative et 3,3 % qui affirment qu'il facilite l'accès aux intrants agrioles. Pourtant, 69,4 % d'entre eux attestent que le GM tient des réunions contre 3,8 % qui disent jamais et 26,8 % qui ne savent pas.

Nous avons tout juste cherché à déterminer des critères de participation aux activités du GM sans aller trop loin dans la recherche de la signification de cette participation d'un point de vue qualitatif. L'indice de participation aux activités du GM a été déterminé à partir des éléments suivants :

1. La connaissance du GM : Dans notre échantillon 78,2 % des intéressés sont au fait de l'existence du GM contre 8,2 % qui l'ignorent et 13,6 % qui ne savent pas. Ce point important d'information ne réunit donc pas une écrasante majorité comme la Samarya. Le président du GM est connu de 58,8 % des gens contre 41,2 % qui ne le connaissent pas.

2. L'adhésion au GM : C'est une question fondamentale car elle est révélatrice de la connaissance des structures coopératives au niveau du village. Ainsi, 72,3 % des personnes interrogées se déclarent membres du GM contre 27,7 % qui n'en sont pas.

3. La participation aux réunions du GM (Q 94) : dans notre échantillon, seulement 25,4 % des gens (127) assistent régulièrement aux réunions du GM contre 46,2 % qui n'y assistent pas et 28,4 % qui y vont rarement.

4. L'utilisation des structures de la coopérative pour écouler les produits. C'est l'une des principales tâches des coopératives mises en place par le Projet Productivité Niamey. Or seulement 12,4 % des individus interrogés utilisent cette voie contre 87,6 % qui passent par d'autres.

5. L'utilisation des structures de la coopérative pour demander un crédit pour les intrants agricoles. (Q 103) : Dans l'échantillon seulement 17,6 % des gens ont utilisé cette procédure contre 82,4 % d'avis contraire. Du reste, parmi eux qui ont demandé un crédit, 38,1 % l'ont fait une fois, 33,3 % deux fois et 28,6 % trois fois et plus; et, 33,9 % ont obtenu satisfaction au moins une fois, 33,9 % deux fois et 32,2 % trois fois ou plus.

L'indice étant purement additif et variant de 0 à 4, il est à noter que le niveau de participation suggéré par ces indicateurs n'est pas très important ; il est même très bas car presque un quart des enquêtés ont un indice nul, un second quart un indice égale à 1; ce qui n'indique aucune participation réelle.

C. LE CONSEIL VILLAGEOIS DE DEVELOPPEMENT (CVD)

En théorie, les attributions de cet organisme recouvrent toutes les actions de développement économique, social et culturel au niveau du village qui constitue la cellule de base du développement.

Le CVD qui est présidé par le chef de village ou de quartier, comprend en outre les chefs de quartier, les représentants de la Samarya, les représentants du GM, les représentants des associations socio-professionnelles existantes (AFN, Association Islamique, Association des Parents d'Elèves etc...) et un secrétaire. De plus, si cinquante pour cent (50 %) des sièges sont réservés aux Samarya et aux coopératives, les fonctionnaires et agents de l'Etat en service dans le village participent aux travaux du Conseil avec voix consultative. Dans les localités de moins de 8000 habitants, le CVD doit compter vingt membres ; c'est le cas de tous les villages étudiés.

Compte tenu de la composition précise du CVD, notre indice de participation aux activités de celui-ci a rapport surtout avec la connaissance de ses activités :

1. Connaissance de l'existence du CVD. C'est là un élément théoriquement élémentaire : 65,7 % de la population concernée est au fait de l'existence du CVD ignorée par un tiers (34,3 %) des gens. Quant aux raisons qui ont conduit à son institution, les réponses les plus fréquentes enregistrées, sont les suivantes :

- Ne savent pas	: 46,8 %	
- C'est un conseil de développement	: 17,2 %	31,2 %
- Pour des activités de développement	: 14 %	
- Pour la sécurité du village	: 9,6 %	
- Pour réprésenter le village auprès des autorités	: 3 %	
- Pour permettre aux villageois de se concerter	: 2,2 %.	

2. Connaissance de la composition du CVD. C'est là un élément très mal assimilé par les enquêtés dont seulement 12,2 % peuvent citer totalement la composition du CVD alors que 40,4 % n'y arrivent que partiellement et 47,4 % pas du tout. C'est dire qu'environ seulement la moitié des enquêtés savent totalement ou partiellement la composition du CVD.

3. Assistance aux réunions du CVD : Rappelons que ce n'est pas tout le monde qui est convié aux réunions du CVD. Aux réunions du CVD dont 57,8 % des gens assurent qu'elles se tiennent - contre 24,4 % d'un avis contraire et 17,8 % qui ne savent pas -, n'assistant que 28,4 % de la population cible alors que 15 % y vont rarement et 56,6 % jamais.

Par ailleurs, notons que 19,8 % des enquêtés disent que le CVD a des activités régulières alors que 40,6 % (2 personnes sur cinq) disent qu'elles sont intermittantes et presque autant (39,6 %) qui dénient. Ces activités, 79,2 % des personnes (4 personnes sur cinq) n'en ont aucune idée et seulement 9,2 % pensent qu'elles ont consisté à résoudre les conflits entre villageois; 2,8 % à donner des conseils en matière de développement et 1,8 % à promouvoir les cultures de contre-saison.

Telle est donc l'idée que se font les populations des principales composantes des structures étatiques. Mais, avant de passer à l'analyse des facteurs liés à la connaissance et surtout à la participation aux activités des différentes structures, il convient de fixer les idées quant aux indications quantitatives de la signification de ces groupes en tant que moteur du développement.

La preuve de l'importance des différentes structures semble se situer pour nous au niveau des résultats de leurs actions. A ce sujet, on y a relevé sans équivoque les différences entre la Samarya d'une part, et les autres institutions de l'autre. Ainsi en ce qui concerne le GM, seulement 30 % de la population affirment qu'elle entreprend des activités alors que plus de la moitié des individus informés de son existence et sensibilisés à son fonctionnement ne pouvaient citer aucune de ses activités dont les plus connues se résument à la vente de produits de première nécessité dans les boutiques des coopératives, la vente de certains intrants agricoles et dans une moindre mesure de permettre l'accès aux vivres. Pour ce qui est du CVD, la situation est encore plus préoccupante voire inquiétante car environ 80 % des personnes interrogées n'étaient en mesure de citer aucune activité à mettre à son compte. Et pour ceux qui citent des actions spécifiques du CVD, la plupart mettent en avant, timidement, son rôle de régulateur de la vie sociale parce qu'il résoud sans que l'on cite des cas précis, les conflits sociaux ; puis son rôle de servir comme un conseil de développement ou, enfin, compte tenu des conditions exceptionnelles qui prévalaient au moment de l'enquête, de promouvoir les cultures de contre-saison. En dehors de la faible proportion d'individus (une personne sur cinq), en mesure de certifier que le CVD a des activités, la méconnaissance de la signification du CVD est quasi totale ; ce semble indiquer que c'est une institution très peu enracinée dans la vie des villages pourtant situés dans la zone d'influence de la capitale du pays. Qu'en est-il alors de ceux qui en sont éloignés ?

La structure la mieux connue demeure la Samarya; certainement parce que c'est une institution ancienne que les trois quarts des enquêtés trouvent active et dont 80 % d'entre eux sont en mesure de mentionner des

activités spécifiques qu'elle a entreprises notamment l'exploitation de champs collectifs, la construction d'infrastructures villageoises telles que la construction de classes ou les actions de salubrité publique.

II. LA PARTICIPATION GLOBALE AUX ACTIVITES DES INSTITUTIONS ETATIQUES.

L'indice global de connaissance des institutions étatiques et de participation à leurs activités a été composé à partir de critères différents selon qu'il s'agit de la Samarya, du GM ou du CVD ; mais il est essentiellement additif. Le fait que cet indice ait été par la suite normalisé, donne une impression quelque peu fausse de la situation réelle car il semble indiquer une participation satisfaisante. En réalité, comme nous avons pu le constater, cette participation se révèle faible, à l'exception du cas spécifique des Samarya. Aussi, pour les 20 % de la population participant activement aux activités des différentes institutions, le taux se rapprocherait de la réalité ; mais il est surévalué en ce qui concerne les situations intermédiaires. Néanmoins, à partir de cet indice on peut tenter de déterminer la frange de population dont la participation est forte et celle qui en est exclue. Les calculs statistiques et l'analyse à partir des tris croisés de l'échantillon autorisent alors les constatations suivantes :

1. La participation dans les institutions formelles mises en place par l'Etat est essentiellement une affaire d'hommes ; les femmes y sont fortement sous-représentées (Khi DEUX 0,001,"D" de Somer = 0,53).

2. Les personnes originaires des villages y participent beaucoup plus que ceux qui y ont émigré même si cette immigration est vieille de dix ans. La question de l'intégration sociale compte donc davantage mais elle ne favorise pas systématiquement ceux qui ont des liens familiaux avec la chefferie du village.

3. Résultat logique et sans surprise : ceux qui détiennent des postes de responsabilité participent beaucoup plus que les autres ("D" de Somer = 0,40) parce que justement ils se sentent plus responsables et que l'échec sera imputé à leur honneur.

4. L'influence des individus, liée à leur situation économique tels que le fait de posséder des animaux ou bien un plus grand nombre de biens de consommation de type industriel, indique que ceux qui se sentent plus à l'aise d'un point de vue matériel, participeraient davantage que les autres mais les rapports demeurent encore faibles (de l'ordre de 0,15 à 0,25).

5. Le fait d'avoir reçu une certaine formation aussi faible soit-elle, d'avoir été alphabétisé et de savoir compter impliquent une plus grande chance de participations aux activités des structures étatiques ("D" de Somer = 0,30).

6. Enfin, sans que cela puisse être clairement expliqué , il semble bien qu'il y a une différence dans les niveaux de participation selon les conditions écologiques. Ainsi, le niveau de participation des villageois de l'arrondissement de Filingué est nettement inférieur à celui que l'on observe dans les trois autres arrondissements: 53 %

des populations étudiées à Filingué n'ont aucune ou presque pas d'attache avec les institutions étatiques alors que cette proportion varie de 25 à 33 % à Ouallam, Kollo ou Say.

III. PARTICIPATION DIFFERENTIELLE DANS LES DIVERSES INSTITUTIONS DE DEVELOPPEMENT.

Les facteurs qui sont associés au niveau de participation dans les différentes institutions étatiques (Samarya, GM, CVD), leur sont en général communs. Néanmoins, il est possible d'identifier certaines différences. Notons particulièrement que :

1. Les Samarya attirent en général une population beaucoup plus diversifiée au point de vue de l'âge (plusieurs générations y participent), du statut matrimonial (pas de différence entre individus mariés ou se trouvant dans une autre situation matrimoniale, à la différence de ce qui a pu être constaté pour le GM et le CVD).

2. Par contre, la participation aux activités de la Samarya est plus étroitement associée aux liens familiaux avec la chefferie du village que pour les autres institutions. Ainsi, nous avons constaté que dans la plupart des villages étudiés, le Sarkin Samari est souvent un proche parent du chef de village et que la Samarya constitue une source de conflit entre les diverses fractions qui luttent pour le pouvoir au sein du village. Le fait est particulièrement marquant à Louma où s'est produite une scission dans la Samarya du village constituée de deux entités correspondant aux deux tendances politico-sociales qui s'affrontent pour le pouvoir. Rappelons que dans la Samarya traditionnelle, c'était le chef de village qui nomme le Serkin Samari; à charge pour celui-ci de désigner éventuellement un suppléant, en tout cas un homme à tout faire.

3. Le niveau d'affluence semble légèrement plus élevé dans la participation aux activités de la Samarya que pour les autres institutions. Cela peut s'expliquer, partant de l'objectif fondamental assigné depuis toujours à la Samarya et qui consiste à développer la fraternité et à améliorer les rapports sociaux dans un même village et entre villages, par le fait que la Samarya a en charge l'hospitalité aux étrangers; ce qui ne va pas sans incidence financière mieux supportée si elle était mieux répartie.

4. Bien que le fait d'avoir une certaine formation prédispose à une plus grande participation dans les institutions formelles et que la Samarya n'en a toujours bénéficié, le rapport de participation est le plus fort avec les Samarya ("D" de Somer = 0,33).

5. La participation numérique aux activités du GM, comme nous l'avons vu, est beaucoup plus restreinte. Elle l'est encore plus quand on rapproche cette participation du statut au sein de l'unité familiale où les chefs de concession y sont plus disposés à être actifs que les dépendants. Cela serait dû, pense t-on, au fait que le principe d'association pour la commercialisation des produits agricoles implique beaucoup plus et concerne au premier chef les chefs de famille qui représentent les intérêts des autres membres de la famille. Cela peut s'expliquer aussi par la situation particulière du département de Niamey où le système coopératif n'a en fait jamais joué un rôle important dans la commercialisation des produits agricoles dont les sultures commerciales ont constitué un important stimulant. Or dans ce département, et jusqu'à ces dernières années en tout cas, les cultures de rente n'ont pas joué un rôle prépondérant.

6. La participation aux activités du CVD est des plus faibles. Mieux, ceux qui y participent ou qui sont informés sur cette institution, ne sont pas toujours liés aux chefferies locales comme c'est le cas pour la Samarya. L'explication simple en est que, c'est la seule des trois institutions où les postes de responsabilité ont été préalablement définis et fixés par l'autorité politique ; ce qui exclue les monopoles de fait ou de droit, instaurés de manière subtile au profit de certaines couches sociales, généralement les notables. De telles dispositions n'ont pas cours dans les groupes informels montés en général sur la base de la liberté d'association.

CHAPITRE 4. - LES GROUPES INFORMELS

Les groupes informels, à la différence des précédents, sont créés par la population elle-même à partir de considérations d'ordre économique, social, culturel ou religieux. Ils se caractérisent avant tout par leur durée ; commandée par une structure qui les rend nécessairement permanents ou selon les cas d'espèces, ponctuels donc temporaires. Ils se caractérisent aussi par les conditions d'adhésion impliquant la qualité de membre ; des régles de fonctionnement plus ou moins implicites avec souvent des réunions et des dirigeants reconnus comme tels.

Dans cette étude, nous nous intéresserons essentiellement aux associations ou groupes de caractère socio-économique appartenant aux deux types suivants :

- les groupes constitués pour faire un travail en commun, dont la typologie est donnée plus bas ;
- les groupes à fonction d'épargne ou de collecte d'argent comme les tontines (asussu en haoussa, adassé en zarma).

I. ESSAI DE TYPOLOGIE DES GROUPES ETUDIES.

On peut classer les groupes étudiés selon deux critères :

- selon la fonction qu'ils remplissent ou l'intérêt qu'ils représentent ;
- selon leurs caractéristiques organisationnelles.

A. TYPES DE GROUPES SELON LEURS CARACTERISTIQUES ORGANISATIONNELLES.

On peut distinguer cinq catégories selon leur degré de structuration et leurs caractéristiques organisationnelles.

1. Les groupes formés dans l'optique de la gestion des ressources économiques. Il y a des groupes avec des biens en commun et des groupes avec un capital en commun libéré en espèces ou en nature.

2. Les groupes formés par rapport aux principes d'association. Il existe deux principaux types : les groupes liés par la parenté étroite et l'héritage d'une part; et de l'autre, les groupes fondés sur d'autres principes d'ordre économique, culturel, affectif (l'amitié) ou sur l'âge par exemple.

3. Les groupes structurés et réglementés. Ils comprennent des groupes avec des dirigeants rémunérés et des groupes à structure interne bien définie prévoyant réunions et sanctions.

4. Les groupes fondés sur le principe du nombre d'actions entreprises : Il y a des groupes unifonctionnels mobilisés pour un seul type de tâche, et des groupes plurifonctionnels exerçant plusieurs activités.

5. Les groupes fondés en vue d'entreprendre des activités agricoles lucratives : Ils se distinguent en groupes sollicitant une formation technique en vue d'améliorer leurs conditions économiques

et en groupes en vue du développement ou de l'intensification de nouvelles activités comme les cultures maraîchères ou de contre-saison.

B. TYPES DE GROUPES SELON LA FONCTION OU L'INTERET D'ASSOCIATION.

On peut distinguer trois grandes catégories :

1. Les groupes socio-professionnels subdivisés en deux sous-groupes :

- les groupes à caractère socio-professionnel liés à un système de castes ou dont la fonction est transmissible par héritage ;
- les groupes économiques à activité librement adoptée, au sein desquels il faut signaler un groupe à part, celui des travailleurs de champs itinérants individuellement rémunérés à la journée et dont le type rappelle celui des "esquads" en Haïti.

2. Les groupes culturels ou religieux subdivisés en deux types différents et antagonistes en tout cas dans le principe :

- les pratiquants de divers arts (danseurs, chanteurs, joueurs de divers instruments de musique etc...) associés au culte du Holley (danses de possession) ou du Bori ou officiant comme voyants ;

- les associations de pratiquants de la religion musulmane.

3. Les groupes de Adassé, système d'épargne tournant.

Le tableau suivant résume la situation globale en fonction des caractéristiques des différents groupes :

TYPOLOGIE DES GROUPES INFORMELS.

FONCTION \ CRITERE	CARACTERISTIQUE ORGANISATIONNELLE	
	NON STRUCTURE	STRUCTURE
TRAVAIL NON-HERITE	ENTRAIDE (II) CHERCHEURS DE TRAVAIL CHAMPETRE REMUNERE EN GROUPE	COMMERCANTS (III2) FABRICANTS DES BRIQUES (III2) MECANICIENS (II - III)
TRAVAIL HERITE		FORGERONS (III1) TISSERANDS (III1) BOUCHERS (III1)
GROUPE CULTUREL OU RELIGIEUX		CULTE DE HOLLEY (IV1) GROUPE MARABOUTIQUE (IV2)
GROUPE D'EPARGNE		ADASSE (V)

II. LES GROUPES DE TRAVAIL NON STRUCTURES - L'ENTRAIDE

A. GENERALITES.

Nous nous intéresserons ici, essentiellement aux formes d'entraide qui peuvent intervenir au sein d'une ou plusieurs communautés. Ces activités se caractérisent par un rythme assez régulier à certaines époques de l'année et sont organisées de façon plus ou moins spontanée ; la participation étant tout à fait volontaire, mais liée en fait au degré de participation des intéressés aux travaux des autres : constructions de cases ou fonçage de puisards en saison sèche, confection de greniers ou récolte du mil à la fin de la saison des pluies, sarclage des champs en saison des pluies par exemple etc.... Toutefois, y sont généralement exclues, en tout cas peu pratiquées, la préparation des champs et les semailles. L'entraide, plus généralement connue sous le nom de bogu en pays sonraï-zarma et gaya en pays [illegible] s'inscrit pas toujours dans le cadre des activités d'une organisation [illegible] comme elle peut s'y inscrire surtout dans

le cas de la Samarya. L'entraide constitue un important indicateur de la volonté d'une population de mettre en commun ses efforts à certaines occasions spécifiques.

Dans notre échantillon, 70,8 % des personnes participent beaucoup aux travaux d'entraide ; 20,5 % un peu et 8,8 % pas du tout. Les types d'entraide les plus importants, mais auxquels ne participent pas 19,6 % des enquêtés, sont :

- la construction de cases	=	36,4 %	63,2 %
- la construction de greniers	=	2,2 %	
- la construction de cases et de greniers	=	24,6 %	
- sarclage des champs	=	13,0 %	
- défrichements	=	2,0 %	

L'entraide, pour trois personnes sur cinq, se limite donc la construction de cases et de greniers. En ce qui concerne la pratique de travaux d'entraide, 76,1 % des enquêtés sont d'avis qu'elle se fait beaucoup plus qu'auparavant il y a dix ans environ ; 5,9 % un peu plus, tandis que 7 % pensent que ça n'a pas changé ; 8.6 % moins et 2,5 % beaucoup moins. On notera la proportion élevée de gens (82 %, plus de quatre personnes cinq) qui pensent que l'entraide s'est plutôt développée depuis quelques années. Conséquence directe de la situation économique qui pousse à raffermir les liens de solidarité dans une période de pénurie ou résultats positifs de la mise en place des structures de la Société de Développement, notamment la Samarya ? Cette constatation est à rapprocher en tout cas du fait que 43,0 % des

personnes interrogées ont recours beaucoup à l'entraide pour travailler leurs champs alors que 31,7 % ne le font qu'un peu et 25,1%pas du tout.

Nous avons tenté ici d'établir deux indices de participation aux travaux d'entraide : un qui mesure le comportement tel que relevé dans les enquêtes ; l'autre qui fait intervenir en plus l'aspect psychologique lié à la volonté individuelle de s'associer avec d'autres personnes pour le travail en commun. Le premier indice mesure en fait le degré de participation aux autres types d'entraide comme la construction de cases et de greniers en tenant compte en plus de la préférence marquée des gens à travailler seuls ou à s'associer avec d'autres personnes.

Le niveau de participation aux activités d'entraide tel que le laissent supposer les enquêtes est sensiblement plus élevé que ce à quoi on s'y attendait. Il en résulte que 38 % des personnes interrogées participent beaucoup à l'une ou l'autre des deux formes d'entraide et 18 % d'entre elles aspirent à y participer encore plus. Les formes d'entraide non agricoles concernant plus de trois personnes sur cinq, l'aspect mentalité et prédisposition à travailler ensemble ne semble guère améliorer la finesse de l'analyse.

B. CORRELATIONS ENTRE LA PARTICIPATION AUX TRAVAUX D'ENTRAIDE ET LE TYPE D'ENTRAIDE.

Cinq paramètres ont été retenus : le sexe, l'origine ethnique, le statut social au sein du village, la réputation ou la propension de faire plutôt le travail rémunéré que l'entraide qui est gratuite, et le niveau de vie avec la possession de biens de consommation de type industriel.

1. Le sexe. Il est apparu évident que ce genre de participation est essentiellement masculin. L'indice de participation en rapport avec le sexe est fort ("D" de Somer = 0,55). Cette situation tranche avec celle des groupes structurés étatiques dans lesquels la participation féminine n'est pas absente. L'explication serait que d'une part, les travaux les plus couramment exécutés sont essentiellement des travaux d'hommes, et en ce qui concerne les travaux champêtres, les parcelles appartenant aux femmes sont généralement de petites dimensions pour les champs de mil ou porteuses de cultures commerciales qui excluent décemment le recours à l'entraide. Il faut noter cependant que la participation féminine est jous-jacente à celle des hommes; elle n'est pas seulement apparente : ravitaillement en eau et préparation des repas en commun en cas de bogu, remblayage en groupes du sol des cases neuves etc...

2. L'origine ethnique : les Gourmantché et les Songhaï sont les plus actifs. Les enquêtes ont également démontré une forte participation des individus d'ethnie zarma. Les Haoussa Kourfeyawa apparaissent comme nettement moins disposés à participer aux travaux des deux types d'entraide ; alors que cette pratique est presque totalement inconnue chez les Bella.

3. Statut social au sein du village. Les personnes liées ou appartenant aux familles des chefs de village, qui sont du reste très étendues, sont plus impliquées dans les travaux d'entraide que les autres dont le rapport d'association est faible. Pour l'explication on pense d'abord au rôle d'animation et aux obligations morales des intéressés vis-à-vis des autres villageois pour le bonheur desquels ils doivent oeuvrer, au prestige que procure la disponibilité à aider les autres et aussi le fait que nous avons constaté que les membres des familles de notables contrôlent en général les Samarya, organisations d'entraide par excellence.

4. Niveau du travail rémunéré : On pouvait penser que ceux qui pratiquent davantage le travail rémunéré seraient les moins disponibles pour faire des travaux d'entraide. Or il n'en est rien ; ils sont même plus susceptibles d'y participer que les autres car leur indice d'association est fort : "D" de Somer = 0,47. Notons que 51,7 % des personnes interrogées affirment ne jamais pratiquer le travail rémunéré contre 48,3 % qui le pratiquent peu (22,1 %) ou beaucoup (26,2 %) et que 31,9 % des enquêtés pensent que le travail rémunéré n'a pas cours dans leur village pour 13,2 % qui disent oui, 18 % qui disent même beaucoup et 36,9 % peu.

5. La possession de biens de consommation de type industriel :

Encore une fois, quoique de façon modéré ("D" de Somer = 0,25), ceux qui possèdent des biens de consommation de type industriel semblent être les plus disposés à participer aux travaux d'entraide.

III. LES GROUPES DE TRAVAILLEURS DE CHAMPS ITINERANTS.

Il s'agit d'un cas à part, d'un groupe de transition qui n'est pas vraiement un véritable groupement socio-professionnel mais l'expression chez certains d'un besoin économique : Songhaï de Bossé-Bangou, Zarma du Zarmaganda. Ces regroupements sont tout à fait informels et rassemblent 12 à 20 personnes indépendantes qui se mettent ensemble à un moment donné pour des besoins de sécurité surtout, pour aller louer leurs services ailleurs. Ils partent chercher un travail rémunéré de sarclage de champs dans certains villages d'autres régions. Ce sont des

travailleurs agricoles,issus de différentes familles dont les autres membres sont restés au village et auxquels ils peuvent apporter régulièrement une aide en nature ou en espèces. Ils ne constituent pas un groupe structuré à proprement parler car ils ne mettent pas en commun leurs efforts pour une rémunération globale, mais bien individuelle. Ils rappellent étrangement un type de groupement répandu en Haïti appelé "esquad" organisé selon une image quasi militaire et il est intéressant de noter que le groupe de Bossé-Bangou porte le nom de "groupe des soldats". Il est intéressant de relever aussi que ceux qui participent à un groupe de travail - 96,8 % des enquêtés dont 63,4 % le font beaucoup -, sont dans 89,8 % des jeunes et des célibataires, c'est-à-dire environ neuf personnes sur dix.

Le principe d'association de ces groupes semble indiquer que le regroupement se fait entre gens du même âge, de la même génération, avec en plus des sentiments affectifs d'amitié.

Au point de vue organisationnel, le groupe est très informel mais comme pour les autres groupes, il a un "leader" désigné par les autres pour ses qualités humaines. Le groupe n'a aucune réglementation ; la quête du travail quotidien rémunéré est la raison fondamentale qui unit ses membres. A preuve, dans 48,9 % des cas ceux qui sont concernés "ne font rien" de spécial avec leur argent ; 41,7 % l'utilisent pour acquérir des produits consommables, 4,6 % pour aider leurs parents et 4,8 % pour procéder à des investissements.

IV. LES GROUPES DE TRAVAIL STRUCTURES

A. APPLICATION DES PRINCIPES D'ASSOCIATION AU NIVEAU DES DIFFERENTS GROUPES.

9,2 % des personnes interrogées font partie d'un groupe de travail structuré contre 90,8 % de non participants. Dans 91,7 % des cas, ces groupes ont un responsable, dans 8,3 % des cas non.

En ce qui concerne l'importance numérique des différents groupes, elle varie de 3 à plus de 50 personnes et 77,8 % d'entre eux associent en moyenne dix personnes. Ce sont donc des groupes relativement petits et auxquels le niveau de participation est très faible car seulement 12 % des personnes interrogées y font partie et si on y ajoute ceux qui en ont exprimé le désir, la proportion monte à 20 %, c'est-à-dire une personne sur cinq.

L'établissement de corrélations relatives à la participation dans des groupes structurés à partir de plusieurs facteurs socio-démographiques montre que seuls les facteurs suivants paraissent significatifs (Chi DEUX d'au moins 0,05) :

- le village selon l'arrondissement : la participation à ce genre de groupes paraît la plus forte dans l'arrondissement de Say et la moins forte dans celui de Ouallam.

- l'origine ethnique de l'individu : les Gourmantché et les Songhaï sont plus susceptibles de s'associer pour le travail en commun ou l'épargne de façon plus régulière ; les Kourfeyawa et les Bella les moins disposés; tandis que Zarma et Peul se trouvent dans une situation intermédiaire.

En dehors de ces deux indicateurs que sont le village et l'arrondissement d'une part, l'origine ethnique de l'autre, trois autres paramètres, de nature plutôt individuelle, semblent jouer un rôle qui n'est pas clairement apparent :

La formation : Quand on parle de formation dans cet échantillon, il s'agit surtout du niveau d'alphabétisation, même minime soit-il. Or, seulement 1,4 % des personnes interrogées se prétendent alphabétisées en français, contre 2,8 % qui le sont un peu et 97,7 % pas du tout. Dans les langues nationales, ces proportions sont de 7,1 %, 5 % et 87,9 % ; et en arabe de 12,3 % , 5,2 % et 82,5 %. Il se trouve précisément qu'il pourrait exister une relation aussi faible soit-elle, mais significative, entre la prédisposition à s'associer donc de participer à des groupes organisés, et le niveau de formation.

Le niveau de possession de biens de consommation de type industriel : Nous avons constaté une forte corrélation entre l'appartenance à un groupe et le fait de posséder des biens de consommation de type industriel. Ceux qui ont le plus de biens sont en effet ceux qui sont les plus susceptibles de faire partie d'un groupe ; à moins que ce ne soit la participation à ces groupes qui a permis précisément l'acquisition de ces biens.

Le niveau de rémunération du travail, sans doute lié au facteur précédent quoique pas fortement, influence la participation à des groupes.

Pour mieux apprécier le rôle de chacun de ces groupes, nous avons calculé deux types d'indice de participation. Le premier est basé uniquement sur le comportement à l'intérieur du groupe ; le second fait intervenir en plus l'élément motivation qui indique si la personne enquêtée est disposée à s'associer avec d'autres personnes pour un travail précis. Et, constatons aussi que les groupes de travail en commun de Bossé-Bangou et le groupe de voyants de Kiki dont le personnage clé est le vieux chef de village lui-même, sont intéressants à noter car ce sont les seuls groupes de notre échantillon dont le principe d'association reste la solidarité entre les différents membres.

B. LES GROUPES SOCIO-PROFESSIONNELS.

Ces groupes, comme nous l'avons vu, peuvent être subdivisés en deux types :

- ceux dont l'activité relève d'un héritage ou réputée réservée à une caste (forgerons, tisserands et parfois bouchers) ;
- ceux qui adoptent sans contrainte aucune un métier répondant à un besoin identifié sur un marché potentiel.

1. Les groupes dont l'activité est héritée.

Ce sont des groupes plus ou moins permanents, de dimension relativement restreinte ; regroupant entre 7 et 12 personnes.

a. Principes d'association.

Le principe d'association reste l'héritage donc la parenté ou l'appartenance à un clan précis. Mais il est intéressant de noter que les

intéressés admettent qu'ils n'ont pas d'exclusive dans leur métier et qu'ils peuvent accueillir des membres extérieurs pourvu qu'ils veuillent pratiquer et sachent travailler. Toutefois, cette disposition est plus théorique que réelle car, à la différence de ce que l'on peut trouver en pays haoussa, dans l'est du pays où de tels groupes sont fréquemment ouverts, nous n'avons pas relevé de cas précis d'adhésion extérieure ; peut-être, les contraintes et pesanteurs sociologiques demeurent encore trop fortes et continuent à lier l'exercice de certains métiers au statut social.

b. Principes d'organisation.

Les principes d'organisation de ces groupes les distinguent des adassé car ils sont mieux organisés et leur gamme d'activités est plus large car elles concernent aussi bien la production que la vente.

Ces groupes ont toujours un dirigeant désigné parmi les prétendants à l'héritage. C'est généralement le plus âgé, le plus actif dans la profession et aussi le plus compétent car la transmission de la connaissance répond toujours à des critères de choix détenus par les anciens qui choisissent souvent celui qui leur paraît le plus apte à perpétuer les traditions familiales. Chez les forgerons de Kiki constitués en groupe il n'y a pas si longtemps, le responsable a été désigné par les membres associés, tous Peul Rimaïbé.

Le "leader" ne reçoit pas formellement de compensation pour ses responsabilités ; mais il arrive que dans le partage des revenus, sa part soit supérieure à celle des autres et parfois ses associés peuvent lui fournir en échange des services supplémentaires.

Il y a souvent une division du travail au sein de ces groupes. Elle est déterminée par la difficulté de la tâche, l'expérience, et c'est ce qui sert de base pour déterminer les paiements compensatoires ; mais en principe le partage est équitable entre tous les membres.

La pratique des réunions est courante dans ces groupes dont la vie exige consultation permanente pour discuter des problèmes de production et surtout de stratégie de commercialisation (fixation des prix, marchés à fréquenter etc...).

Les sanctions contre les défaillants sont rares ; le cas a été observé seulement au sein d'un groupe de bouchers à Koné-Béri : Or c'est non seulement un groupe récent, mais aussi ses membres ne sont pas liés par la parenté ; ce qui ôte à leur activité la caractéristique d'une entreprise familiale dans laquelle les questions de rentabilité et d'intérêt personnel ne sont pas les plus importantes. D'ailleurs, l'activité de certains de ces groupes liés par la parenté se prolonge au-delà de l'activité principale et la solidarité se manifeste lors des travaux d'entraide comme le sarclage des champs et la construction de cases. En revanche, ce n'est pas le cas pour les groupes de bouchers dont l'activité est réduite pendant l'hivernage quand chacun est sur ses champs. Les observations faites permettent d'ailleurs de constater

que généralement les bouchers sont des étrangers au village, en tout cas des gens peu intégrés à la vie villageoise. Cela s'explique surtout par le fait que le métier de boucher était inconnu et peu pratiqué dans cette zone pour des raisons sociologiques et d'éthique et que la plupart des bouchers qu'on y rencontre sont d'une ethnie différente de celle des villageois.

2. Les groupes socio-professionnels dont l'activité n'est pas héritée

Ces groupes sont assez rares dans les villages étudiés ; nous n'en avons rencontré que trois cas précis, à l'exception des groupes de chercheurs d'or de Bossé-Bangou apparus cette année et qu'il était prématuré d'étudier au moment des enquêtes (Février-Mars 1985).

Les groupes rencontrés sont restreints au point de vue composition numérique : 3 à 5 membres. Ils s'apparentent plutôt à de minuscules entreprises privées. Les trois groupes recensés sont :

- un groupe de commerçants de céréales et de produits de consommation de type industriel à Tombo ;

- un groupe de fabricants de briques à Bossé-Bangou ;

- un groupe de mécaniciens auto travaillant à mi-temps à Bossé-Bangou. Ses membres réparent aussi bicyclettes et motos très répandues dans la région.

a. Principes d'association.

Le principe d'association de ces groupes est basé sur la liberté de regroupement par contacts personnels quoique les commerçants de céréales

de Tombo soient liés par la parenté. Le regroupement peut se faire aussi sur la base de l'amitié mais plus généralement sur celle de l'intérêt économique et la parenté n'est pas un critère suffisant pour obtenir l'adhésion et même dans ce cas le candidat n'est pas dispensé de participation financière.

b. Principes d'organisation.

Au point de vue organisationnel, ces groupes apparaissent comme des groupes informels sans structure particulière. Ils ont un dirigeant reconnu comme tel et qui a généralement initié l'activité en premier ; à ce titre, il apparaît comme le "chef d'entreprise" dont les gains sont plus élevés que ceux des autres dans la mesure où généralement aussi, les outils lui appartiennent et qu'il est plus expérimenté que les autres qui ne sont pas du reste ses employés. Le seul cas où le dirigeant ne reçoit pas directement une compensation financière en rapport avec ses responsabilités est le groupe de fabricants de briques entre lesquels existent d'ailleurs quelque lien de parenté.

Les réunions au sein de ces groupes sont informelles et peu courantes à l'exception du groupe des commerçants qui ont des biens à gérer en commun et des situations financières à établir. Les membres des autres étant en contact permanent, ils peuvent discuter de leurs problèmes à tout moment.

Certains de ces groupes entreprennent des activités supplémentaires par rapport à l'objet de leur association : il s'agit essentiellement de l'entraide pour la construction de cases alors que l'entraide pour les travaux champêtres n'est pas notée.

C. LES GROUPES A CARACTERE CULTUREL OU RELIGIEUX

Bien que l'intérêt de ces groupes pour l'étude soit limité, ils sont quand même très importants dans la zone du projet. Non seulement ils sont beaucoup plus nombreux que les autres donc plus fréquents, mais ils sont aussi intéressants pour leurs principes d'organisation. On y distingue deux catégories :

1. Les groupes de pratiquants de divers arts associés au culte du Holley (Bori).

Schématiquement ce culte anté-islamique, qui s'est adapté prodigieusement aux conditions d'existence de la période coloniale, a trois fonctions principales :

- guérir les maladies psychologiques, contrôler et soigner les manifestations de la folie dans un contexte précis ;

- prévoir les situations pluviométriques et indiquer les mesures à prendre pour les rendre fructueuses ;

- servir de cadre à des manifestations artistiques et culturelles (danse, musique) qui ont des retombées financières pour les joueurs des divers instruments.

De l'autre côté, les groupes de marabouts luttent contre la pratique de ce culte et en principe l'appartenance à l'un des groupes est incompatible avec l'adhésion à l'autre.

Le principe d'association des groupes de danses de possession repose en général sur les liens de parenté et dans un seul groupe parmi les neufs recensés, celui de Kokoirey-Peul, le principe d'association reposerait sur l'amitié et l'intérêt.

Concernant leurs principes d'organisation, ces groupes laissent apparaître des structures bien définies commandées par leur souci de préparer correctement leur art et leurs rituels et de communier intensément avec leurs adeptes. Ils ont toujours des dirigeants souvent désignés pour leur ancienneté dans la profession et aussi à cause de certaines qualités ou pouvoirs supposés personnels. Il existe des groupes d'hommes et des groupes de femmes indépendants dans leur système d'organisation mais pouvant travailler ensemble au cours des rites. Il existe aussi des groupes mixtes car certains aspects des rites ne peuvent être confiés qu'à des hommes (l'utilisation des divers instruments de musique par exemple). Les dirigeants des groupes ne sont pas rémunérés par les membres du groupe mais reçoivent généralement une part plus importante des revenus surtout en cas de traitement et de guérison d'une maladie car ce sont eux qui détiennent les secrets du traitement. Les autres membres du groupe sont rémunérés en fonction du niveau de leur participation et de leur ancienneté, mais dans tous les cas les recettes aussitôt reçues sont partagées car ces groupes n'ont pas de caisse commune ou de biens en commun.

Les groupes de Holey se concertent pour discuter des cas précis de malades et pour préparer leur exhibition. Ces réunions n'ont lieu uniquement que pour préparer une manifestation. Rares sont les sanctions

pour non participation mais le groupe de Dadaga-Mossi déclare que ceux qui ne viennent pas aux manifestations doivent payer au bénéfice des autres une amende symbolique sous forme de kola, mais dans tous les cas on leur verse ensuite leur part de recettes comme s'ils avaient été présents.

Plusieurs de ces groupes ont d'autres activités sans rapport avec l'objet de leur existence. Ils s'entraident notamment pour les travaux champêtres ou de jardins de cases ; c'est le cas particulièrement des femmes "zima"(1) de Mondolo-Garbey-Fondo et de Bané-Béri.

2. Les groupes de marabouts;

Ils assurent aussi bien l'enseignement que la formation relative aux préceptes de l'islam. Parmi les deux groupes enquêtés, celui de Tombo, appartient à la confrérie Tidjania. Ils se mettent ensemble pour lire et réciter des versets du Coran, entretiennent une belle mosquée construite par eux-mêmes et tiennent une école coranique.

Concernant les principes d'association de ce groupe de marabouts, plusieurs considérations semblent intervenir. Il y a bien sûr la foi commune, élément primordial ; mais il y a également la parenté aussi bien à Tombo qu'à Koné-Béri car, comme il arrive souvent dans ces cas, tout se tient autour des membres d'une même famille qui a acquis une réputation dépassant souvent le seul cadre du village. C'est pourquoi d'ailleurs, en

---

(1) Guérisseur traditionnel de la folie et des maladies psychologiques en rapport très souvent avec les génies.

ce qui concerne les principes d'organisation, ces groupes ont toujours un leader très respecté, parce que instruit, sage, pieux et souvent considéré comme dôté de pouvoirs exceptionnels. C'est pourquoi l'organisation n'est pas considérée comme un groupe d'intérêt économique et le responsable ne reçoit pas directement de rémunération. Cependant les autres membres organisent très souvent en hivernage, des journées de sarclage de ses champs. A Tombo, le groupe reçoit des dons en espèces de la part des fidèles tous les vendredis. Ces fonds sont gérés en commun et on décide de leur utilisation au cours de réunions qui ont lieu régulièrement. C'est ainsi par exemple qu'une partie des fonds sert à couvrir les frais d'entretien et d'équipement de la mosquée.

Les membres de ces groupes prétendent ne pas avoir d'autres activités en commun que les fonctions religieuses. Toutefois, le groupe de marabouts de Tombo a clairement manifesté son désir de se constituer en plus en groupe économique pour entreprendre notamment des cultures de contre-saison dont le développement dans le village est dû à l'initiative du grand marabout. Prédisposition louable qui s'inscrit parfaitement dans la logique de cette étude.

D. LES GROUPES D'EPARGNE DE TYPE ADASSE

Les groupes de adassé concernent seulement 3,3 % des personnes interrogées. Ces groupes ne sont pas nombreux en ce moment du fait de la situation économique qui réduit énormement les disponibilités en capital. Ils sont par ailleurs plus fréquents dans les gros villages ou ceux qui

sont proches des centres secondaires, par ailleurs importants marchés drainant des activités économiques variées et offrant des possibilités de travail rémunéré en espèces et de commerce. Ils sont devenus rares dans les zones fortement frappées par la sécheresse telles que le Nord Ouallam ou la région de Filingué où l'on prétend d'ailleurs que ces groupes sont caractéristiques des régions proches du fleuve.

Les effectifs des sept groupes recensés varient de sept à quarante-huit adhérants (Adassé de Torodi) et le taux de participation hebdomadaire varie de 50 F à 2 500 F CFA. Les différents taux relevés sont les suivants :

50 F	=	6,3 %
100 F	=	12,5 %
500 F	=	56,3 %
1 000 F	=	18,8 %
2 500 f	=	6,3 %

On constatera aisément que le taux le plus couramment pratiqué est de 500 F.

1. Principes d'association.

Le principe d'association du Adassé consiste à regrouper plusieurs personnes en vue de recueillir au bout d'une périodicité donnée (généralement une semaine ou un mois), une certaine somme d'argent qui est attribuée à tour de rôle, généralement par ordre d'arrivée, à l'un des membres.

En général l'association repose uniquement sur des bases économiques, sans que les liens de parenté interviennent systématiquement. Les membres de certains adassé sont des deux sexes et ils peuvent ne pas résider dans le même village comme c'est le cas de cette femme de Doutouel participant à un adassé de Torodi parce qu'il n'en existe pas dans son village. Le niveau de participation à l'activité de ces groupes semble fléchir du fait des conditions économiques de pénurie qui perdurent dans la zone du projet depuis plusieurs années.

L'aspect essentiel qui différencie les divers groupes d'adassé se situe au niveau du taux de cotisation et plusieurs adassé de taux différents peuvent coexister comme à Kiki où il y a des groupes dont la participation est fixée à 100 F et d'autres où elle est de 500 F.

Toutefois, il arrive que le principe d'association repose sur la parenté comme à Bossé-Bangou ou à Tchantchan-Foulbé. Ces groupes fonctionnent alors généralement de façon différente des autres étant donné le niveau d'intégration sociologique des participants.

Pour la plupart, l'argent recueilli est destiné aux seuls besoins individuels ponctuels indépendemment des besoins de la communauté d'appartenance et c'est pourquoi, compte tenu des situations particulières, entorse peut être faite à l'ordre de tour de prise. Cela arrive surtout dans les groupes liés par la parenté pour permettre à un membre de subvenir comme dans une caisse de première urgence, à des besoins pressants (achat de médicaments, dépenses sociales à l'occasion d'un baptême ou d'un mariage etc....).

2. Principe d'organisation.

Les adassé peuvent s'inscrire dans une structure formelle très légère car le nombre d'activités à gérer est très limité; ce qui simplifie la tâche.

Toutes les caisses, sans exception, ont un(e) dirigeant(e), très souvent de sexe féminin, appelé "adassagna" (mot à mot "la mère de la caisse"), c'est-à-dire son responsable, chargé de collecter les cotisations et de remettre le montant correspondant à celui dont c'est le tour, "qui ramasse". Les risques qu'il court font qu'il est souvent rémunéré par celui qui encaisse ; mais ce n'est pas obligatoire. La ristourne informelle qui lui est versée équivaut à peu près à 2 % de la somme encaissée, mais il y a des cas où la seule compensation que reçoit "adassagna" c'est de la kola. Or, il arrive que adassagna supplée un membre défaillant en retard de cotisation ; dans ce cas il consent toujours un prêt à court terme, et il arrive aussi qu'à la demande d'un membre, il modifie le tour de prise pour permettre, avec l'accord des deux parties, à l'une de subvenir à des besoins urgents.

Les membres des adassé se réunissent rarement ; cela peut arriver cependant à la fin d'un cycle de tours mais tant que tout marche, c'est-à-dire que les défaillances ne sont pas nombreuses et fréquentes, l'association continue. En revanche, des sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion temporaire ou définitive sont prises à l'encontre des membres défaillants. Parfois la sanction se limite à la privation du tour de prise et à son report dans l'ordre d'encaissement.

Les adassé n'ont pas en principe d'autres activités que celle de collecter de l'argent et de le distribuer à tour de rôle.Leur intérêt réside dans la possibilité de recueillir, sans intérêt, des fonds pouvant être relativement importants à un moment donné et d'en disposer pour subvenir à des besoins personnels qui peuvent concerner un investissement ou pour constituer un capital.

V. GROUPES INFORMELS NON ETATIQUES ET ACTIONS DE DEVELOPPEMENT.

Avant d'analyser les perspectives de mobilisation et de dynamisation des groupes informels en vue de certaines actions de développement il est utile de fixer les idées quant à la disposition de ces groupes à gérer leurs biens en commun, indice favorable aux objectifs recherchés, et aussi de faire le point sur les principes qui les régissent tant au point de vue associatif qu'au point de vue organisationnel ; ces principes constituant les leviers principaux sur lesquels on est enclin à agir dans le cas de la mise en place d'une action de développement.

A. LA GESTION COMMUNE DES BIENS.

Rares sont les groupes qui gèrent des biens en commun. Dans tous les groupes à vocation économique, les revenus et les gains sont immédiatement partagés après encaissement selon des critères arrêtés d'un commun accord et qui peuvent être l'égalité, l'ancienneté, la qualité de la participation en fonction des qualifications ou des

compétences. Certains groupes socio-professionnels comme les forgerons de Kiki par exemple, détiennent des outils en commun bien que les revenus tirés de la production soient répartis individuellement selon les familles ; par contre les forgerons de Baboussaye n'ont pas d'outils en commun.

Les caisses communes sont également rares. Le seul cas relevé concerne les marabouts Tidjanites de Tombo et nous avons noté que son contenu sert surtout à l'entretien et à l'équipement de la mosquée (tapis, haut-parleur et projet d'achat d'un groupe électrogène). Les fabricants de briques de Bossé-Bangou ont constitué eux, un fonds de roulement pour l'acquisition de matières premières mais pas d'équipement ; ce n'est donc pas un fonds d'épargne ou d'investissement. Par contre, les groupes de tisserands de Kiki investissent une partie de leurs revenus dans l'achat d'animaux d'embouche vendus par la suite le moment venu et en cas de nécessité pour subvenir aux besoins économiques ou sociaux des membres du groupe. En tout état de cause, il convient de signaler que l'épargne ou la constitution de fonds d'investissement sont très rares voire exceptionnelles et cela peut se justifier par l'absence de pratique dans les sociétés rurales mais aussi par la situation économique particulière qui ne permet pas de dégager des surplus financiers.

B. PRINCIPES D'ASSOCIATION.

D'abord on constate que les liens familiaux sont souvent sous-jacents sinon nettement apparents dans presque toutes les associations étudiées ; même celles qui ne sont pas déterminées par l'héritage.

De ce fait, la solidarité semble jouer à fond en ce qui concerne l'utilisation des ressources tant au point de vue de la satisfaction des besoins professionnels qu'économiques ou sociaux. En plus,ils semblent être plus disposés que d'autres groupes fondés sur d'autres principes, à élargir le champ de leurs activités et à l'étendre par exemple aux travaux champêtres. La seule exception notable à la règle de la parenté est le "adassé" parce que tout simplement son objet et son efficacité excluent les restrictions de quelque nature que ce soit. D'autres exceptions relevées sont néanmoins intéressantes. Il s'agit du cas des associations basées sur l'intérêt économique et l'amitié, facteurs importants dans la constitution des regroupements en vue de la mise sur pieds de petites "entreprises" rurales. Cependant le nombre de cas est si restreint qu'il serait abusif de procéder à des généralisations.

Découlant de ce qui précède, on note que les associations d'inspiration culturelle ou religieuse sont moins déterminées par la parenté que les associations basées sur des considérations d'ordre économique. Cela permet à ces associations d'ordre culturel ou religieux de s'épanouir beaucoup plus rapidement si tant est que les conditions le permettent. Nul doute que l'aspect économique de leur existence ne doit pas être perdu de vue ne serait-ce que pour l'importance des fonds qu'elles peuvent être amenées à manipuler et qui représentent un transfert et une circulation de capital non négligeable en milieu rural. Le simple fait d'exister de ces groupes et d'être en mesure de fournir les services demandés, indique qu'il existe en milieu rural des capitaux mobilisables en vue de leur utilisation appropriée par les villageois.

C. LES PRINCIPES D'ORGANISATION.

Le principe d'un dirigeant reconnu comme tel est très facilement admis et adopté par la quasi totalité des groupes étudiés. Ce leader, sauf dans quelques groupes qui sont en réalité des affaires de famille faisant jouer la solidarité parentale, reçoit généralement une compensation financière de la part des autres membres du groupe, soit directement, soit le plus souvent de façon indirecte.

Les critères de sélection sont très variables et dépendent de l'objet du groupe ; mais ils sont souvent basés sur la notion de lien entre capacité de travail et ancienneté. Chaque type de groupe essaie de se doter d'un leader disposant de certaines qualités humaines dont les plus couramment citées sont la patience et le sérieux avec lequel le titulaire s'acquitte de sa tâche. Comme l'adhésion à la plupart des associations implique la nécessité de travailler ensemble avec les mêmes gens pendant longtemps, ce qui implique les notions de pérennité et de stabilité, la pratique de sanctions sévères ou de punition paraît inutile. Elle est remplacée par une auto-discipline plus conciliante consistant à frapper le membre défaillant d'une amende symbolique constituée de noix de kola plutôt que de le décourager en réduisant sa part de gain. Cette amende symbolique qui a cours dans toutes les communautés étudiées est plus facilement acceptée et de bon coeur, sur le ton de la plaisanterie, qu'une sanction d'une autre nature qui pourrait blesser la personne en cause dans son amour propre et la léser dans ses intérêts financiers ; ce qui pourrait mettre en cause l'existence même du groupe.

Nous n'avons pas étudié en profondeur la structure de prise de décision au sein des différents groupes car cela nécessite un temps d'observa-

tion assez long. Comme la plupart des groupes tiennent des réunions plus ou moins régulièrement, il serait souhaitable d'observer ce processus dans ce cadre afin de mieux connaître comment réellement les responsabilités sont distribuées et la participation agissante encouragée.

Il semble évident, à la suite des leçons tirées au cours des réunions avec les notables des villages et au vu des résultats des entretiens avec les associations formelles, qu'une nouvelle méthodologie d'intervention s'impose. En effet, une nouvelle dynamique doit être imprimée au village, qui ne proviennen pas seulement des structures étatiques qui semblent conforter plutôt les monopoles de quelques notables.

D. LES POSSIBILITES DE MOBILISATION DES GROUPES INFORMELS EN VUE D'ACTIONS DE DEVELOPPEMENT

Ce qui est évident dans ce qui précède, c'est qu'il n'y a pas d'absence du sens d'organisation dans les sociétés étudiées. En dépit du contexte économique particulier qui prévaut et qui limite les possibilités d'association, il existe toute une gamme d'associations totalement indépendantes des facteurs externes; qui fonctionnent et qui remplissent des rôles économiques, sociaux, culturels, spirituels et psychologiques très importants aux yeux de la population. La question est de savoir comment mobiliser ces associations en vue d'entreprendre des actions de développement.

La question peut être posée à deux niveaux. Il s'agit d'abord de savoir s'il faudra orienter certaines de ces associations vers de

nouvelles tâches, ou s'il est plutôt préférable d'encourager la formation de nouveaux groupes basés sur les principes déjà en vigueur et approfondir dans ce cas la réflexion par des études plus détaillées. La clé du problème se trouve sans doute dans l'explication de l'existence des groupes actuels. Ce qui est clair, c'est que deux éléments jouent beaucoup :

- l'intérêt du gain, véritablement prisé par certains membres des communautés rurales ;

- la possibilité de saisir une telle opportunité.

L'un des principes de base de toute stratégie de développement rural étant que si les activités entreprises sont suffisamment attrayantes, et pas toujours pour des motivations d'ordre économique, seulement une partie au moins de la population s'y engagera pourvu que les conditions adéquates soient remplies. Cela veut dire qu'on ne doit pas s'attendre à obtenir de la part des populations des réponses et des réactions très uniformes du moins très répandues au départ, et que toute action de développement implique la possibilité sinon la certitude d'instaurer en conséquence des inégalités sociales. En plus, il ne faut pas s'attendre à obtenir facilement des populations l'engagement de leurs ressources humaines, intellectuelles et financières si l'objectif recherché n'est pas clairement exprimé ou souhaité. Mais, même si ces conditions sont remplies, ce n'est pas forcément suffisant pour engendrer une réaction positive car d'autres possibilités d'action et de mobilisation peuvent exister. Elles sont parfois d'ordre psychologique et de ce fait difficiles à déceler comme par

exemple le degré de réceptivité à certaines tâches même rémunérées considérées comme peu respectables en tout cas réservées à certaines couches sociales. Il est donc possible, dans certains cas, de commencer avec des groupes socio-professionnels existants, même s'ils sont minoritaires et se baser sur eux pour déclencher la stimulation nécessaire. Ainsi, les artisans réclament presque tous d'être formés pour améliorer leur technique. Ils sont déjà motivés et se trouvent dans des structures précises. Mais ce qui leur fait souvent défaut, ce sont des clients disposant d'un certain pouvoir d'achat. En ce qui les concerne, le problème revient donc, soit à leur trouver des débouchés, urbains notamment, pour des produits bénéficiant d'un marché potentiel, soit attendre un relèvement du niveau de vie dans les campagnes où il est actuellement extrêmement bas et ne permet pas aux artisans, selon leurs propos, de vivre de leur métier. Ainsi se trouve posée la question essentielle : Que faut-il faire pour imprimer au village une dynamique du développement s'appuyant sur les organisations locales ? Ce sera l'objet des propositions et recommandations qui vont suivre.

T R O I S I E M E P A R T I E

UNE STRATEGIE D'APPUI AUX ORGANISATIONS LOCALES

CHAPITRE 5 . LES ORGANISATIONS LOCALES ET LES RESULTATS DU PROJET PRODUCTIVITE NIAMEY

-=-=-=-

I. INTRODUCTION

Dans sa seconde phase (1980-85) le Projet Productivité de Niamey a eu comme but "d'instaurer un processus de dévéloppement rural qui puisse se poursuivre par lui-même par la création d'organisations villageoises auto-gérées, capables d'aider les familles rurales à obtenir une meilleure production." Le projet a été conçu non seulement comme un projet de productivité, mais aussi, et peut-être d'avantage, comme un projet de création de ce processus. Cela apparait très clairement dans le document du projet relatif à la seconde phase qui expose que le succès du projet doit surtout être mesuré "par rapport à son progrès dans la mise en place d'un processus de dévéloppement continuel plutôt que par rapport au nombre spécifique d'agriculteurs directement touchés." (PPN Phase II, p. 14).

La cléf de ce processus a été la coopérative dont l'unité de base est le Groupement Mutualiste Villageois (ou GM). Bien que le projet ait reconnu le caractère très embryonnaire de cette institution, les auteurs du rapport ont déclaré qu'un des principaux buts du projet serait d'aider ces organisations à devenir de véritables unités fonctionnelles en les associant davantage à la planification et à l'exécution des activités du projet. (Phase II p. 19.)

La seconde institution sur laquelle le projet comptait beaucoup était celle des Centres de Perfectionnement Techniques (CPT) où serait formés de façon intensive un nombre relativement restreint (1480) de villageois, aussi bien femmes que hommes. L'effet du CPT serait multiplié, espèrait-on, par liens continuels avec les villages d'où venaient les stagiaires, et par l'im des stagiaires eux-mêmes sur leur propre communauté. Bien que les CPT ne so pas de véritables institutions locales, car dépendant fortement de l'appui e l'autorité de l'Etat, ils étaient destinés à devenir des partenaires privilé, des coopératives dans l'exécution des activités du projet. Il n'etait pas impensable d'espérer qu'au fur et à mesure que les coopératives villageoises seraient renforcées et institutionnalisées, elles pourraient assumer un rôle plus en plus important dans la gestion et la prise en charge des CPT.

Quand on regarde les tâches spécifiques qui devaient être accomplies par le projet il est évident que tout repose sur le bon fonctionnement du couple coopératives-CPT.

En dehors de la création d'un processus de dévéloppement participatif basé sur les coopératives, les principales tâches du projet dans sa seconde phase étaient les suivantes:

1. promouvoir l'adoption d'un certain nombre de thèmes techniques agricoles destinés à augmenter la production des cultivateurs, principalement par l'augmentation des rendements en ce qui concerne les ceréales et les legumineuses (surtout le niébé.) En ce qui concerne l'agriculture non-irriguée les thèmes les plus souvent mentionnés étaient

a) l'utilisation des semences selectionnées

b) l'emploi de l'engrais chimique

c) le changement des pratiques culturales introduites par la traction animale.

Complémentaire à ces thèmes était l'utilisation des charettes à traction animale, utilisation qui semble augmenter la rentabilité d'investissement, ainsi que l'adoption d'un certain nombre de pratiques dans l'élevage des bovins, ovins et volailles.

2. L'instrument principal de cette vulgarisation devrait être la formation des villageois par le recrutement de stagiaires formés dans les CPT.

3. Pour que le système puisse véritablement fonctionner d'autres objectifs tel qu'un système de crédit et qu'un système d'approvisionement en intrants agricoles devait être prise en compte.

Sans ces deux objectifs il serait impensable de vouloir vulgariser un "programme technique" orienté vers l'augmentation des rendements. Et pour des raisons aussi bien financières que techniques, leurs succès ne pourra dépendre dans une large mesure que du bon fonctionnement des coopératives.

Le principal moyen de renforcer le programme coopératif dans le projet a été la formation de cadres des coopératives. Cette formation devait améliorer la capacité des coopérateurs à gérer les systèmes de crédit et d'approvisionnement, et à participer à l'exécution des diverses phases du projet par leur capacité de prendre des décisions basées sur les intérêts réels de la population.

Deux autres objectifs ont également été inclus dans le projet:

4. La création d'une véritable industrie artisanale de fabrication et de vente des pièces détachées pour l'équipement adopté, partout du fait que des études entreprises dans d'autres projets s'appuyant sur la culture attelée ayant démontré que le manque de ces pièces explique en partie les difficultés à maintenir en service ces équipements et donc à les rentabiliser. Cela a exigé un programme assez ambitieux de création de 58 ateliers de forge améliorés du type "coopérative" et une formation professionelle de forgerons associée à la structure CPT.

5. Enfin, l'accroissement de la participation féminine aux divers programmes du projet. L'explication de ce volet n'est guère trés claire, mais il est évident qu'un programme qui doit se dérouler sans intégrer plus ou moins directement la moitié des producteurs et des coopérateurs potentiels est condamné à s'eloigner beaucoup de ses objectifs. En effet, dans les sociétés concernées la femme semblait jouer un rôle très important dans l'agriculture (cultures de case, cultures maraîchères, et travaux champètres), l'élevage et l'artisanat.

Pour résumer, le projet avait pour buts cinq grands volets qui, pour la plupart visaient l'objectif fondamental, à savoir la création d'un processus de dévéloppement lié au renforcement des organisations locales.

II. Les Indicateurs de l'Impact du Projet

Notre étude n'est guère un étude d'évaluation globale du Projet Productivité Niamey. Néanmoins, il est nécessaire de conceptualiser et de

mesurer assez précisément les divers impacts du projet, afin de voir d'un côté le rapport entre les associations de base et leurs résultats, et de l'autre , les potentialités et les limites de ces organisations.

Tenant compte des objectifs du projet déjà décrits nous avons mis au point des questions à poser aux 500 personnes dans les seize villages étudiés, et à partir de ces réponses nous avons constitué des indices.

1. Indice d'adoption des thèmes techniques agricoles.

Nos indicateurs sont très imprécis et n'indiquent rien sur l'application correcte de ces thèmes, ni sur leur efficacité d'un point de vue agronomique. Nous avons voulu connaître uniquement la fréquence approximative d'utilisation de ces thèmes.

ADOPTION = a) l'utilisation des Engrais chimiques (Q 25)
+ b) l'utilisation des semences selectionnées (mil, niébé, sorgho, et dans quelques endroits arachide)(Q31)
+ c) Achat d'une charrue (Q29) ou d'une charette (Q30)
+ d) Utilisation de l'equipement de la culture attelée, appartenant à la personne interrogée ou à une autre pour le labour des champs et de la culture irriguée (27).

Il est à noter que même dans les villages recommandés par les cadres d'arrondissement et tous "touchés par le projet" et incorporés dans une coopérative, le niveau d'adoption semble bas.

-- Environ 20% de la population utilise l'engrais plusieurs fois, et 16% une seule fois.

-- Environ les mêmes pourcentages sont applicables pour l'utilisation des semences selectionnées. Plusieurs villages ont connu des

expériences de multiplication des semences, ou des prêts de semences appportées par le Service de l'agriculture.

-- La charrue est possedée par 3% des enquêtés et la charette par 12% d'entre eux.

-- Seulement 9% de la population étudiée a utilisé la culture attelée pour cultiver les exploitations, dont 4% ne l'a utilisée q'une seule fois.

2. Indice du degré de la connaissance du programme de vulgarisation par les ex-stagiaires du CPT.

Cet indice indique les limites de l'impact maximal de cette démarche car les mesures ne tiennent pas compte de l'efficacité de la formation dans les CPT, ou de l'efficacité des techniques apportées par les ex-stagiaires chez les villageois.

CONNAISSANCE DU PROGRAMME (STAGIAIRE) =

1. Connaissance des ex-stagiaires (Q36)
+ 2. Connaissance de leur mode de désignation (Q37)
+ 3. Si la personne a reçu des explications des services techniques sur le but du programme (Q38)
+ 4. Si la personne connait le rôle que les stagiaires doivent jouer à leur retour du CPT

Le programme semble être connu par environ 50% des personnes interrogées qui ont pu donner des réponses indiquant une familiarité avec les éléments du programme.

3. Indice de l'intérêt du Programme CPT/Stagiaire

Ici aussi, nous avons une définition très limitée de l'intérêt car les données dont nous disposons ne nous permettent pas de juger de la valeur exacte des contacts et des expériences aquises. Nous pensons que c'est plutôt un indicateur des limites maximales de l'intérêt possible.

INTERET DU PROGRAMME STAGIAIRE=

1. Est-ce que la personne a vu le travail d'un ex-stagiaire (pas du tout, par hasard, sur invitation de l'un ou de l'autre à le voir? (Q43)

+ 2. Utilisation des services d'un ex-stagiaire (pour le transport, pour le travail du champ, ou pour d'autre chose?

Nos données montrent qu'à peu près la moitié de la population interrogée a vu, au moins une fois, travailler un ex-stagiaire (dont 8% plus ou moins par hasard), et que 28% déclarent qu"ils ont utilisé leurs services, dont 7 % pour le sarclage par traction animale, et 13% pour le transport.

4. Indice de l'intérêt d'une formation en matière de dévéloppement

Nous avons essayé de résumer la portée des divers types de formation agricole, artisanale, en santé, en alphabétisation, en formation coopérative par un indice qui englobe toutes ces réponses (Q. 51, Q 54, Q. 55). En tout, 14% de la population recensée a assisté à un stage d'un type ou d'un autre, ce qui confirme notre constatation que des détenteurs du pouvoir et des membres les plus actifs des villages occupent une place importante dans notre échantillon. Nous n'avons pas tenté de savoir si ces formations

portaient sur les connaissances qui serviraient véritablement les besoins des villageois.

5. Indice de l'intérêt à travers le fonctionnement du GM (Unité de base de la Coopérative).

Nous avons distingué deux fonctions du GM qui pourraient entraîner directement des bénéfices pour les villageois: le crédit, et la commercialisation. En plus nous avons inclu un indicateur plus indirect- il s'agissait de savoir si le GM avait entrepris des activités au niveau du village. Une fois encore ces mesures ne sont pas trés précises d'autant plus que ce n'est pas du tout pas de tout certain que le fait d'avoir bénéficier d' un prêt, ou d'avoir la possibilité de commercialiser ses produits à travers la structure coopérative, génèreont des bénéfices.

LE GM, SON INTERET:

1. Utiliser les structures de la coopérative pour écouler des produits (Q 99)
2. Obtention d'un crédit agricole à travers la coopérative (Q100)
3. Activités du GM au niveau du village (Q95).

Comme nous allons le voir plus bas, le degré de participation aux intérêts potentiels du GM, ainsi que celui de la prise de décisions sont extrèmement bas. Seulement 12% de l'échantillon déclarent utiliser les structures coopératives de commercialisation, et environ autant ont bénéficié d'au moins un prêt.

Nous n'avons pas établi de mesures auprès des individus pour déterminer l'efficacité du système de gestion des crédits, mais selon les chiffres que nous avons pu avoir en juillet 1985, le taux de remboursement des crédits pris auprès de la CNCA pour les seize villages étudiés représente une moyenne de moins de 33%.

6. Indice global de l'impact du Projet

Pour des raisons d'économie d'analyse nous avons calculé un indice qui englobe tous les autres paramètres.

INTERET DU PROJET =
ADOPTION AGRICOLE + CONNAISSANCE DU PROGRAMME STAGIAIRE
+ INTERET DU PROGRAMME STAGIAIRE +INTERET DE LA FORMATION
+ INTERET DU GM

A propos de ces mesures d'impact nous ne pouvons pas être entièrement certains que les activités du projet soient toujours la cause des résultats obtenus. Ces résultats sont plutôt liés à l'adoption des thèmes agricoles, où beaucoup d'autres facteurs peuvent jouer un rôle plus déterminant que ceux liés aux programmes du projet.

III. CARACTERISTIQUES DES ORGANISATIONS LOCALES ET DES ACTIVITES DU PROJET

Comme on l'a vu dans beaucoup d'études récentes, le dévéloppement rural, implique plus qu'une simple augmentation de la production, et même plus qu'une amélioration des revenus ou du niveau de vie. Il éxige l'instauration d'un processus, dans lequel un certain nombre de

caractéristiques doivent être acquises par les organisations. Dans un sens, l'évolution de ces caracteristiques est plus révélatrice du progrès du projet que ne le sont les résultats chiffrés. Mais dans beaucoup de cas les deux sont liés.

En général ces caracteristiques souhaitables semblent être les suivantes:

1. l'organisation doit avoir une capacité d'identifier les intérêts des membres, et de les communiquer à qui de droit.

2. l'organisation doit être en mesure de prendre des décisions qui engagent les membres, et donc qui mobilisent leur participation.

3. l'organisation doit être susceptible de mobiliser les ressources suffisantes pour contribuer aux solutions des problèmes identifiés.

4. l'organisation doit pouvoir dispose d'un processus de prise de décision dans lequel la participation est suffisamment répandue pour inciter les membres à y contribuer en ressources et en énergie.

5. l'organisation doit avoir la capacité nécessaire pour gérer les actions décidées.

Un facteur qui semble être souvent associé aux caractéristiques déjà mentionnées est le degré d'égalité dans la distribution des bénéfices et des risques entre ceux qui sont considerés comme membres de l'association ou de l'organisation. (Voir Charlick, 1984. Animation Rurale Revisited).

Il semble aussi que toute action de dévéloppement et tout volet d'intervention n'impliquent pas forcément la nécessité de ce processus, ni même de la structure d'organisation.

La meilleure démarche pour explorer les liens entre les organisations locales et la réponse des populations aux activités du projet est d'examiner les implications de ces activités et de voir comment les organisations qui sont déjà en place, ou celles qu'on a l'intention de promouvoir, repondent à ces éxigences.

A. LES ACTIVITES IMPLIQUEES PAR LE PROJET ET LEURS EXIGENCES

1. Un système de communication-- La vulgarisation des techniques agricoles ou autres dépend surtout d'un système de communication efficace et à grande portée. Il n'est pas évident que cela nécéssite l'implantation d'organisations locales, s'il est établi que la technologie est supérieure et qu'elle n'implique pas trop de changements dans les habitudes acquises. Dans ce cas la technologie semble diffusée spontanément, et souvent très rapidement. Cependant, il y a souvent des cas où le changement proposé n'est pas si facile car, d'une part la technologie est complexe ou éxige d'importants changements dans le comportement, d'autre part sa supériorité n'est pas très évidente. Dans ce cas un processus de diffusion planifiée devient impérative. Cela demande dans la plupart des cas des partenaires locaux qui disposent de la faculté de s'exprimer, et d'adapter la technologie a leurs besoins et à leurs intérêts, et la possibilitéde communiquer les résultats des expériences acquises très largement parmi les interessés sans trop de blocages. En outre, s'il est nécessaire pour le partenaire local de soutenir la phase d'expérimentation et de formation pour arriver aux résultats souhaités, il est aussi nécessaire d'y associer une organisation qui ait une capacité de mobiliser des ressources et d'engager ses membres à travers un processus de prise de décision assez repandu.

2. L' approvisionement, la gestion et la distribution des éléments de la nouvelle technologie (intrants)-- Si la nouvelle technologie est très rentable, ou si cela apparaît évident, ces fonctions pourraient se réaliser sans l'association des organisations au niveau de la base. Cela se ferait normalement par des actionnaires privés.

Le besoin d'avoir un partenaire local devient plus grand s'il était apparu préférable et faisable que la technologie soit adoptée par beaucoup de producteurs, et non pas seulement par ceux qui sont les plus informés et les plus nantis (ex. pour des raisons d'égalité ou de rapidité dans la diffusion). L'association devrait alors parvenir à remplir ce rôle par la communication et à l'aide de la gestion des stocks et des fonds.

3. Un système de crédit efficace-- Si l'approvisionnement implique également la nécessité de gérer et d'assurer le crédit, la tâche devient beaucoup plus exigeante car l'organisation associée doit avoir la capacité de mobiliser des ressources, de gérer la comptabilité, et surtout de sélectionner et de gérer les prêteurs. Si l'objet du prêt n'est pas courant, ou si son utilisation n'est pas bénéfique d'une façon assez égale, il se pourrait que les intérêts des membres divergent. Dans ce cas la structure de prise de décision joue beaucoup car, si leur soutien est essentiel au bon déroulement des opérations, il faudra que les membres s'engagent à pratiquer une répartition plus équitable.

4. L'initiation et l'exécution des petites actions d'auto- assistance au niveau local-- Si le projet s'oriente de plus en plus vers ce genre d'action dans le cadre du fonds de dévéloppement rural, les

caracteristiques des partenaires locaux dépendront beaucoup du type d'action envisagée. Au minimum ces actions exigent un processus de discussion, de communication et de prise de décision assez repandu chez les membres concernés, si ce n'est une capacité de mobiliser des ressources humaines et financières.

B. LE GROUPEMENT MUTUALISTE DE LA COOPERATIVE COMME ORGANISATION DE BASE

Selon les rapports et les évaluations déjà signalés et se situant dans le cadre du Projet Productivité Niamey, la coopérative dans la zone d'intervention est toujours une institut .on très jeune, voire embryonnaire qui n'a pas dévéloppé toutes ses caractéristiques organisationnelles d'une façon solide. Donc, l'analyse critique de ces organisations (Les GM) pourrait sembler prématurée.

Neanmoins, cette étude doit essayer de prendre en compte les caracteristiques des organisations de base, telles qu'elles nous apparaissent à l'heure actuelle.

1. Les caractéristiques- Le GM, qui est censé avoir des moyens adéquats pour administrer le programme des stagiaires, le crédit agricole, la distribution, le stockage et la vente des intrants agricoles, a en réalité trés peu d'attributions requises.

a. La structure de participation et de communication dans la plupart des GM observés est extrémement restreinte. A travers nos entretiens avec les notables des villages nous avons constaté que l'information sur l'existence du GM par rapport à la Coopérative n'est pas toujours connue même

par ses dirigeants. C'est le cas des trois villages de Farmas-Beri et Aïbachi dans l'arrondissement de Filingué, et Tolkoboy Fondobon à Ouallam. Ces notables connaissaient encore moins toute la structure amont du mouvement coopératif - c'est-a-dire l'Union Locale des Coopératives et l'Union Sous Régionale des Coopératives. L'information la plus élémentaire sur ces institutions n'est connue par les leaders que dans moins de la moitié des villages étudiés.

Les entretiens tenus en groupe avec les non-notables confortent ces impressions. Dans 11 villages sur 16 des non-notables étaient incapables d'identifer le GM, même dans les termes les plus vagues et élementaires. Les non-notables dans 6 sur 16 villages étaient incapable d'identifer l'Union Locale des Coopératives--c'est-a-dire l'institution qui regroupe 5 à 8 villages.

Mais, selon les données que nous avons recueillies dans les enquêtes individuelles la distribution de la connaissance et de la participation dans le GM n'est pas trés fortement associée aux facteurs sociologiques, hormis l'exclusion quasi-totale des femmes. Le fait, par exemple, d'avoir des liens de parenté avec la chefferie du village ne joue pas sur la connaissance et la participation dans le GM, ni même le fait d'avoir reçu un prêt de la coopérative.

Les limites de la participation semblent plutôt se situer au niveau de la différence entre ceux qui sont actifs dans le village et les autres. Ceux qui tiennent une position quelconque ont un niveau d'information et d'accès aux avantages de cette participation nettement plus elevé que les autres "coopérateurs." Pour prendre un exemple, ceux qui ont une position sociale élevée dans le village ont un niveau d'attribution des crédits coopératifs deux

fois plus élevé que les simples villageois. Mais il est à noter que, à l'exception des crédits, les différences ne sont pas trés fortes. Même pour le crédit, la proportion des personnes ayant reçu un prêt est trés réduite aussi bien pour les leaders (18%) que pour les non-leaders (9%).

Le blocage dans la communication des informations sur le GM, et même dans la participation à la prise des décisions ainsi que les avantages en formation et en matière financière ne semblent pas être systèmatiques. Cette étude, néanmoins n'a pas pu constater les bases réelles de l'influence dans les divers types de villages enquêtés. Cela éxigerait des études de base en profondeur, durant une période plus longue, et l'utilisation des méthodes d'observation et de participation. Tout ce que nous pourrions dire sur cela pour le moment est que l'analyse statistique des questionnaires individuels a montré qu'il éxiste une corrélation relativement forte entre le fait de tenir un poste officiel dans le village, et celui d'assister aux reunions des GM.

Les seuls indicateurs d'exclusion du pouvoir et de participation que nous avons noté dans nos études sont basés sur le genre de l'individu, les divisions des villages en factions qui ne s'entendent pas bien du fait de conflits personnels ou politiques, ou l'origine des habitants. Si un nombre important de la population n'est pas originaire du village, et donc n'est pas integré socialement, il risque être marginalisé du pouvoir.

b. En dehors des problèmes de communication et de participation qui pourraient provenir des exclusions systématiques, le GM ne peut pas fonctionner selon les principes de la coopération , et n'a pas crée de consensus sur ces principes jusqu'à présent, car ces principes sont inconnus. Nos enquêtes nous amènent à la conclusion que, en tant qu'écoles de coopération, la coopérative et le GM n'ont pas réussi à faire passer le sens de cette institution.

Nos observations vont encore plus loin que celles faites par les auteurs des deux études qui ont conclu que les personnes interrogées pouvaient au moins donner des images vagues de la coopérative. Nos entretiens auprés des non-notables des villages ont montré que la compréhension des principes de coopération, même de façon trés vague, est faible. Pour la plupart les réponses étaient soit trés générales et ne faissaient pas la difference avec d'autres institutions locales, soit définies par rapport aux fonctions plutôt que par rapport aux principes. Le plus souvent les gens situent la coopérative là où on trouve les intrants agricoles, ou là où on trouve les produits alimentaires moins chers (dans plusieurs cas les boutiques coopératives des villages centres de la coopérative).

Dans un seul village, Tombo, nous avons eu une réponse portant sur les bases fondamentales de la coopération. Les personnes interrogées disaient que la coopérative est une "association des populations unies pour un intérêt commun, qui peuvent par leur association s'entraider et tirer profit de façon réciproque." Comme nous l'avons vu, Tombo est un village organisé par un groupe d'intérêt maraboutique, qui connait non seulement les principes de la coopération, mais également leurs applications concrètes.

c. Le GM n'est pas jusqu'à présent une structure experimentée ni capable de prendre des initiatives, et de décider d'entreprendre des activités. Comme nous l'avons vu dans le chaptre 3, le GM entreprend trés peu d'activités en dehors de ses fonctions de distribution des intrants agricoles, la gestion de boutique, et la gestion des crédits agricoles. En realité, présque toutes ces activités sont concentrées au niveau de la coopérative, c'est-a-dire du village centre de la coopérative, plutôt qu'au niveau du GM. A ce niveau la coopérative et le GM se confondent. En général ce sont les dirigeants des GM des villages centres qui prennent les décisions. Mais même là le GM a trés peu de marge de manœuvre. Les conditions de vente des produits, par exemple, sont determinées au niveau du Projet Productivité, sans discussion préalable avec les représentants des GM.

Il est intéressant de noter qu'officiellement il n'existait pas de crédit à court terme pour ces intrants depuis trois ans. Néanmoins nos enquêtes indiquent que le crédit pour ces produits a cours dans certains villages comme, par exemple, à Kiki, Gilleni, Mondolo, Tombo, et à Farmas-Beri. L'explication semble être que les leaders de certains GM (ou coopératives) décident eux-mêmes de fournir des crédits. Mais cela se fait en violation des réglements decidés par le projet et risque d'engendrer des conséquences néfastes.

En réalité la plus grande reponsabilité que détienent les GM se situe au niveau du programme du vulgarisation basé sur la formation des stagiaires dans les CPT. Ce programme implique trois reponsabilités principales:

1. Le recrutement et le choix des stagiaires;

2. La décision d'assurer et de gérer le remboursement des préts contractés par les stagiaires;

3. Le gestion des stagiaires comme "paysans pilotes" ou comme aides-vulgarisateurs, afin d'assurer un intérêt coopératif au programme;

C'est ici que le manque d'experience du GM apparait le plus clairement. Les entretiens avec les notables et les non-notables permettent de constater qu'en général les villageois, et en particulier le GM, étaient assez peu associés aux diverses décisions concernant le programme de vulgarisation agricole.

Treize villages sur le seize ont recruté des stagiaires (ceux qui n'en ont pas encore étaient Farmas-Beri, Bané-Beri, et Louma, mais Louma a recruté deux stagiaires pour la promotion 1985). D'aprés nos discussions avec les autorités villageoises seulement dans deux GM (Tombo et Gilleni) les autoriés locales ont reçu des agents d'agriculture et de l'ex-UNCC l'information nécessaire pour prendre les décisions sur les trois points de responsabilité. Selon les autorités locales de ces villages les leaders du GM ont reçu une information sur les critères de sélection des stagiaires, les reponsabilités que le GM (ou le village) doit assumer pour soutenir et gérer l'ex-stagiaire dés son retour, et les conditions financières des préts consentis du fait du recrutement des stagiaires. En outre, dans six villages, les autorités locales reconnaissent avoir reçu l'information sur les deux premiers points, mais aucun

renseignement sur l'aspect crédit dont la responsabilité incombe au village (le GM). Pour les autres (Bossé-Bangou, Kiki, Tolkoboy-Fandobon, Kokoirey-Peul, et Dadaga) les autorités et non-notables disent qu'ils n'ont reçu aucune information en rapport, et que le choix des stagiaires a été opéré par les notables villageois.

Nous n'avons aucun moyen de confirmer les affirmations des autorités locales, mais dans la mesure où ils s'en souviennent les GM semblent rarement en position d'assumer une responsabilité réelle, et n'ont sûrement pas beaucoup d'expérience dans ce domaine.

Quand on observe, même d'un façon trés rapide les résultats, l'absence de responsabilité des GM apparaît sans équivoque. D'abord, nous n'avons aucune information précise sur le processus de prise de décision pour la sélection des stagiaires, à l'exception du fait que cela semble être fait le plus souvent par les autorités du village. Un étude en profondeur de ce processus est nécessaire pour mieux comprendre cet aspect des associations locales. Mais le faible niveau de récupération des prêts, même en tenant compte de la situation particuliérement difficile de cette année, semble indiquer que la gestion du crédit par le GM ne peut se faire trés serieusement. Néanmoins, il est intéressant de noter que les deux meilleurs payeurs, et les seuls à atteindre un niveau de remboursement superieur à soixante pour cent sont, selon les donnée de la CNCA, étaient les GM de Farmas et Louma. En réalité au moment de la préparation de ces données il n'y a eu aucun prét à Louma impliqué par la formation des stagiaires, et le GM de Farmas semble avoir equipé un seul stagiaire.

En ce qui concerne les initiatives que prennent les GM dans d'autres petites actions du type auto-assistance, il est difficile de distinguer ce qui revient à chacune des trois organisations de base (GM, Samarya et le CVD). En effet, les villageois confondent souvent les trois quand ils citent les actions entreprises. Nous préférons donc traiter de ces actions au regard plutôt de la Samarya et du CVD, car il semble fort improbable que ces activités soient entreprises par une association spécialisée de la coopération, du fait de l'état actuel de ces institutions. Nous avons trouvé un seul cas d'action qui semblait être vraiment une initiative d'un GM--à Kiki où le GM (confondu ici avec la coopérative) à décidé de construire un magasin pour stocker des vivres avec ses propres fonds; et pour ce faire a procedé à la mobilisation d'une somme d'argent par cotisation de 500 CFA de tous les chefs de concession. C'est le seul cas, aussi, où nous avons trouvé la capacité au niveau d'un GM de mobiliser des ressources, et de les gérer.

d. Le GM est peu apte à gérer les activités par manque de formation adéquate. Nous avons déjà vu que le niveau de formation dans les villages de la zone du Projet est extrêmement bas. Il est vrai qu'au niveau des coopératives la formation de magasiniers, de gérants de boutiques et des gérants des banques céréalières peut améliorier le capacité d'action. Mais jusqu'à présent ce programme a touché seulement 20% des coopératives, et donc une infime fraction des GM.

Conclusion Sur Les GM

A l'heure actuelle les GM n'ont présque aucun des moyens nécéssaires pour entreprendre de véritables actions de développement, et ne sont surtout pas en mesure "de permettre aux populations de prendre en charge leur destinée." A l'exception de quelques GM, confondus avec les coopératives dans les plus grands villages, leur possibilité d'action, de gestion, de prise de décisions, et d'augmentation de participation réelle est pratiquement inexistante. Cependant, ce qui nous a beaucoup frappés, selon les données collectées par la méthode de "l'étude rapide," c'est que la participation dans les GM ne semble pas être réduite pour des causes fondamentales d'ordre sociologique, à l'exception notable de la non-participation feminine.

C. LA SAMARYA COMME ORGANISATION LOCALE

La Samarya est souvent considerée comme une organisation politique et se distingue du mouvement coopératif consideré comme l'instrument économique de toute action de développement (P. Boyle. "Developpement Institutionnel du Projet Productivité Niamey," p. 74). Dans cette optique, le Projet devrait en principe appuyer le GM, sans tenir compte des possibilités qu'apporte la Samarya. Aprés l'articulation de la nouvelle politique de développement basée sur la Société de Développement et son instrument au niveau du village -le Conseil Villageois de Développement, il conviendrait de prendre en considération toutes les trois institutions. Jusqu'à présent, exception faite de quelques tentatives récentes de dégager de petites actions villageoises, le Projet Productivité Niamey a limité sa définition de l'organisation de base au GM.

Bien que la Samarya ait été créées par le pouvoir politique pour des raisons de mobilisation populaire, elle a des caractéristiques un peu plus appropriées pour conduire aux actions de développement que le GM.

1. La Samarya a une structure de participation et de prise de décision plus élargie que le GM, et plus adaptée pour obtenir un consensus sur une action locale. Comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre, la Samarya n'est plus seulement l'association des jeunes qu'elle était autrefois dans la plupart des sociétés englobées dans la zone du Projet. Elle est devenue, à l'initiative des autorités nationales, une association de gens actifs, aussi bien jeunes qu'adultes, hommmes que femmes. Un grand nombre de titres et postes qui n'existaient pas autrefois ont été créés en son sein. Bien que le "sarkin samari" (le responsable de la Samarya) domine l'organisation, la multiplication des postes et titres en eu pour effet d'élargir la participation.

2. La nouvelle samarya joue de multiples rôles dont certains correspondent aux intérêts de beaucoup de villageois. La nouvelle Samarya est appelée à jouer deux rôles trés distincts au niveau du village. D'abord, c'est un instrument pour mobiliser les villageois en vue d'éxécuter des actions décidées par les autorités nationales. Dans ce domaine elle est surtout un instrument politique, car un chef de village qui dépend des autorités, s'appuie sur la Samarya qui doit l'aider à remplir les fonctions qu'on lui demande. C'est surement pour cela qu'on constate dans les villages étudiés que la samarya fonctionne mieux là où le pouvoir du chef de village est accepté. En revanche dans les villages divisés en factions luttant pour le pouvoir, la samarya est paralysée, ou exclusive parce que en ce

que constituée uniquement par des alliés du chef, si encore elle n'est pas divisée en deux (le cas par exemple de Louma). D'où le raisonnement suivant: Pourqoui soutenir l'autorité d'un chef de village vis-à-vis de l'exterieur alors qu'en réalité on œuvre pour sa chute.

Le second rôle de la Samarya est de remplir un certain nombre de fonctions spécifiques qui sont importantes pour la vie interne du village. Ces fonctions sont liées aux fonctions détenues par l'ancienne samarya (l'association des jeunes) mais peuvent aussi être plus élargies. Selon les information recueillies dans nos enquêtes la plupart des samarya jouent un rôle important dans l'accueil des étrangers (la fourniture de kola ou de nourriture, et leur hébergement si nécessaire), et la préparation des fêtes et des cérémonies au sein du village. Bien que ces rôles soutiennent l'autorité locale, car elle serait autrement appelée à assumer toute seule certains frais, ils pourraient aussi avoir un intérêt pour la totalité du village. C'est encore plus clair pour les villages (comme Bané Beri et Tombo) où une partie des ressources de la samarya est utilisée pour aider les éprouvés du village. En plus la samarya peut devenir un instrument pour la mobilisation d'une main d'œuvre du village pour des besoins qui sont véritablement ressentis par un grand nombre des villageois comme la construction d'une classe ou de locaux de soins (maison du secouriste ou de la matronne).

3. La nouvelle samarya possède la capacité de mobiliser des ressources humaines et financières. Les plupart des samarya (13 sur 16 étudiées) avaient des champs collectifs cultivés régulièrement dont la

production est destinée à subvenir aux besoins de l'association, c'est-a-dire : l'approvisionner pour ses activités; accueillir les étrangers; et parfois aider les plus pauvres. Ces activités ont du être limitées par les conditions économiques et écologiques de ces dernières années, mais elles demeurent dans la plupart des cas.

Plus de la moitié des samarya (10 sur 16) ont des caisses en commun, alimentées par diverses voies qui sont decidées par les responsables des samarya (des cotisations régulières, des amendes pour diverses infractions, et la vente de la production du champ collectif). Bien que les sommes mobilisées ne semblent être énormes, même pour les bonnes années, elles sont significatives car c'est la seule instance d'investisement publique et d'un caisse publique que nous avons trouvée dans les villages étudiés. On a trouvé plusieurs autres types d'épargne et de mobilisation de ressources, signalés dans le chapitre sur les groupes non-formels, mais ces fonds étaient destinés, soit à une utilisation individuelle, soit à une utilisation collective par de petits groupes de dimension beaucoup plus restreinte.

4. La samarya a une capacité d'éxécuter un projet de développement local qui est souvent assez avancé et trés souple. Quand on regarde la liste des activités entreprises par les diverses Samarya il est evident que, compte tenu des limites technologiques auxquelles sont confrontés les villageois, cette organisation manifeste souvent une grande capacité d'organiser le travail et de mobiliser des ressources. Ce qui est interessant c'est que les méthodes de géstion et l'organisation du travail different selon les tâches et les structures intra-villageoises, ce qui suppose que la formule dépend des décisions locales. Dans certains villages

(Louma par exemple) le travail du construction de la classe se faisait par quartier qui se relayaient à tour de rôle sur le chantier. Dans d'autres villages (Bané Beri, ou Baboussaye) la participation était établié en briques ou en main d'œuvre par quartier ou par famille étendue. Ce système de gestion montre la possibilité de faire face aux besoins dans des conditions qui sont plus acceptables pour les villageois. Donc, bien qu'on ne puisse pas voir dans la nouvelle samarya une forme d'organisation basée sur les principes purement "traditionnels", on voit néanmoins l'adoption de politiques de géstion basées sur les accords et les habitudes.

5. La samarya en dépit de cela a de nombreuses limites en tant qu' organisation de développement. Tout d'abord la structure de participation dans la samarya, bien que plus large que celle du GM à encouragé la participation des jeunes et des hommes qui ne sont pas chefs de concession, n'est pas toujours trés ouverte. Les membres de la chefferie locale ont tendance à s'accaparer des postes les plus importants et participent davantage que les familles non liées par la parenté au chef.

La capacité à chiffrer et à planifier des actions est toujours peu élevée, du fait du faible niveau de formation en général en milieu rural, et du manque d'une formation orientée expressement vers les leaders. Les ressources locales en capital et en technologie sont trop faibles pour affronter beaucoup de problèmes qui assaillent en même temps la société villageoise.

Conclusion sur les Samarya

La samarya offre beaucoup de potentialités comme instrument de développement local qu'on retrouve peu dans le GM. Comme nous l'avons vu, dans la mesure où le CVD est fonctionnel, c'est à travers la samarya qu'il entreprend la plupart de ses activités. Mais les limites de la samarya sont multiples et importantes aussi. Certaines limites trouvent leur origine dans la pauverté et le manque de formation généralisée dans la société. D'autres semblent être d'ordre socio-politique. La samarya ne peut repondre aux intérêts spécifiques de certains groupes, surtout des groupes socio-professionnels que dans la mesure où ces groupes sont en mesure de tenir le pouvoir dans le village.

D. LE CONSEIL VILLAGEOIS DE DEVELOPPEMENT COMME ORGANISATION LOCALE

Comme nous l'avons vu déjà, le CVD a une éxistence trés embryonnaire dans les villages du Département de Niamey. Il apparaît que les informations sur toute la structure de la Société de Développement n'ont été reçues que trés partiellement car les notables de trois des villages étudiés (Farmas, Baboussaye et Mondolo) n'ont que trés peu de renseignements sur la nature du CVD et les structures montantes. Le Conseil Local de Développement, et le Conseil Sous-Régional de Deéveloppement ne sont connus que par les notables de 9 villages sur 16, et même pour eux les informations sont trés incomplètes. La situation est encore plus grave pour les non-notables des villages. Nous avons trouvé que ces villageois sans position

d'autorité ignoraient les détails du CVD dans 6 des 16 villages, et connaissaient trés peu les structures montantes- même pour le Conseil Local, qui se trouve au niveau du canton.

Dans ces conditions il n'est pas surprenant que le CVD comme organisation de base n'ait vraiment pas évolué d'une façon qui permette de décrire ses caractéristiques réelles avec précision. En effet, le CVD est à l'heure actuelle peu différent des structures administratives et traditionelles qui dirigeaient les villages dans les diverses sociétés étudiées. Nous ne sommes pas du tout en mésure d'articuler les principes de pouvoir et de gestion des affaires des villages Zarma, Haoussa, Peul, Twareg-Bella, Gourmantche et Songhrai à partir d'une étude si rapide basée pour la plupart sur des questionnaires. Une connaissance en profondeur de ces divers types d'autorité demanderait des enquêtes de terrain d'assez longue durée basées sur les méthodes d'observation et de participation.

Nos impressions sont que les CVD qui fonctionnent, comprennent les autorités de la chefferie, de la samarya, du GM s'il existe, et souvent des représentants des divers quartiers dans les agglomérations assez grandes. En plus, sans doute, les conseillers personnels du chef sont répresentés d'un manière ou d'une autre sous divers titres comme c'est l'usage. En ce qui concerne le représentation des femmes dans le CVD nous n'avons constaté la participation des femmes que dans les assemblées de notables convoquées pour répondre à nos questions, et ceci dans un seul village- celui de Bané Beri. Il ne nous semblait pas aussi que des répresentants des associations socio-professionelles aient été invitées à y assister.

A titre formellement préliminaire, donc, nous allons tenter de suggérer quelques généralités sur les caractéristiques des conseils des villages que nous avons brièvement observés.

1. La structure de prise de décisions des conseils villageois semble être trés diverse en ce qui concerne sa capacité d'inclure les divers éléments sociaux du village. Certains villages sont trés homogènes, tels les villages des marabouts unis par leur foi et par les liens de famille. D'autres sont trés partagés entre l'ethnie dont le groupe détient le pouvoir du village et les autres. Même dans ce cas la répartition de l'autorité et de la participation n'est pas uniforme. Dans certains villages (comme Doutouel- un village Peul) les anciens esclaves jouent un rôle dominant dans la direction de la Samarya et participent en conséquence aux réunions du conseil (CVD). Mais il n'est pas evident que cette participation comprenne le droit de décision, ainsi que le devoir d'éxécution. Dans certains villages, surtout Zarma, qui sont stratifés par categories socio-professionnelles, les membres de "castes" sont toujours considérés comme d'un statu inférieur. C'est le cas des forgerons ou des tisserands, qui semblent avoir peu de chance de participer au pouvoir du village. Mais ceux qui pratiquent les mêmes professions chez les Songhrai ou les Gourmantches (comme à Kiki) pourraient être de la famille du chef de village, et donc associés au pouvoir de décision. Dans d'autres villages, divisés en quartier et en fractions politiques, mais pas par le statut social (comme à Louma), le chef du village ne semble pas être capable de diriger sans tenir compte des positions en perspectives des divers chefs de quartiers.

La seule chose qui soit evidente c'est que la structure du pouvoir villageois, telle qu'elle est actuellement, n'est pas forcément répresentative de toutes les strates, ni, de la même façon, de tous les intérêts au sein d'un village. Cela dépend du type d'action de développement proposé de même qu'en dependent les consequences.

2. La capacité des conseils de villages à identifer les besoins de leurs populations, et à initier un plan d'action est trés variée. Selon les renseignements recueillis au cours de nos entretiens en groupes avec les notables et non-notables des villages il est apparu évident que les villages diffèrent beaucoup pour ce qui est de leur niveau d'activités collectives. Certains villages, comme Farmas, fortement divisés à cause de l'autorité contestée du chef, ne semblent pas pouvoir monter la moindre action ensemble. D'autres villages par contre, répondent aux possibilités (ou obligations) amenées de l'extérieur, mais attendent toujours la décision de l'Etat pour les initier. Dans plusieurs cas, nous avons vu des villages où les autorités semblent identifer clairement les besoins du village, et où elles formulent un plan d'action qui commence avec un action locale, puis essayent de tirer des ressources de l'extérieur pour achever leur action. Les deux cas notables sont à Tombo, où les leaders du village ont créé un projet de construction d'une classe et ont sollicité par la suite un poste d' instituteur. Ils sont en train de faire la même chose pour un dispensaire. D'autres villages (Kiki, et Koné Béri par exemple) ont commencé la fabrication de briques pour une école, mais attendent l'accord de l'Etat et son aide pour construire le batiment.

3. Le moyen pour éxecuter une action entreprise par le CVD est souvent la Samarya, mais trés rarement le GM. Bien qu'il éxiste un certain nombre des responsables des CVD qui sont également reponsables des Samarya et des GM, les actions entreprises par "le village" sont plus souvent mises en œuvre par la Samarya. Il ya, quand même une grande confusion entre ces trois institutions et leurs rôles. Nous n'avons trouvé qu'une action villageoise qui semblait réellement avoir été organisée par le GM-- à Kiki les chefs des concessions ont payé une cotisation pour construire un magasin pour stocker le mil. Dans les autres cas les possibilités d'action et de mobilisation des ressources nécesaires dépendent plutôt de la Samarya.

Conclusion Sur LE CVD

L'historique des diverses expériences d'actions collectives recueilliés dans les villages mettent en question le fait que l'institution du CVD a ajouté un nouvel élément ou capacité d'action dans les villages étudiés. Les villages où les CVD entreprennent des actions "de développement" récentes ont connu une séries d'actions analogues connues avant la mise en place officielle des CVD, comme par exemple la construction de classes, la participation aux programmes de multiplication des semences sélectionnées, ou la construction d'une piste. En général ces actions provenaient d'une initiative locale. Cela montre comment le village peut s'organise librement lui-même, plutôt que de lui imposer des contraintes ou des obligations, comme la pratique de greniers de réserve pendant la période coloniale. La manière dont les CVD organisent les actions de leur propre volonté semble la même partout.

Il est donc difficile de juger des potentialités de cette institution, indépendamment des structures d'autorités villageoises préalables, qui doivent être étudiées plus en profondeur si le projet souhaite encourager les petites actions d'auto-assistance villageoise avec le soutien du fonds de développement rural.

IV. LE RAPPORT ENTRE LA PARTICIPATION DANS LES ORGANISATIONS LOCALES ET LES CHANCES DE SUCCES DU PROJET

Selon l'analyse que nous venons de faire, il n'est guère probable que globalement les organisations locales formelles puissent jouer un rôle important dans les résultats du Projet Productivité Niamey, bien qu'elles aient été destinées à être le point fixe d'un processus que le Projet a voulu instaurer. Comme disait le consultant R. Roberts (Rapport Individuel d'Evaluation, p.26) "le projet n'a contribué que trés peu au développement des coopératives..." et on peut ajouter que les organisations locales n'ont pas apporté que trés peu de soutien au projet.

Mais quand on considère l'avenir du Projet, il ya des leçons à tirer au niveau du comportement individuel. Nous avons trouvé que des rapports assez forts existaient entre la participation à ces organisations et tous les indicateurs de participation au projet. Il est également vrai que la participation à l'entraide au niveau du village est liée à la participation globale aux programmes du projet, à l'adoption des thèmes techniques agricoles et à la perception de bénéfices du GM (crédit et commercialisation), bien que ces rapports ne soient pas aussi forts comme ceux observés dans le tableau 5.1.

TABLEAU 5.1

LE RAPPORT ENTRE LA PARTICIPATION DANS LES ORGANISATIONS LOCALES ET LA PARTICIPATION DANS DIVERS ASPECTS DU PROJET PRODUCTIVITE NIAMEY

INDICATEUR DE LA PARTICIPATION DANS LE PROJET	PARTICIPATION DANS LA SAMARIYA	PARTICIPATION DANS LE GM	PARTICIPATION DANS LE CVD	PARTICIPATION GLOBALE
ADOPTION DES THEMES TECHNIQUES AGRICOLES	.34 (.23)	.28 (.19)	.27 (.19)	.32 (.23)
CONNAISSANCE DU PROGRAMME CPT/ STAGIAIRE	.32 (.25)	.24 (.18)	.32 (.25)	.34 (.27)
BENEFICES DU PROGRAMME CPT/ STAGIAIRES	.31 (.20)	.20 (.13)	.23 (.15)	.26 (.17)
BENEFICES DU PROGRAMME COOPERATIF	.38 (.27)	.76 (.56)	.40 (.28)	.65 (.47)
PARTICIPATION GLOBALE DANS LES PROGRAMMES DU PROJET	.40 (.32)	.53 (.42)	.36 (.29)	.51 (.41)

Test de signification statistique Khi Deux: Tous les rapports sont significatifs au moins au niveau de .001.

Test du dégre d'association par réduction d'erreur proportionel: Le premier chiffre représente le niveau de "Gamma," et le second le niveau de "d de Somers". Tous les deux sont des tests des rapports entre deux variables ordinales, mais "d de Somer's est plus produent car il tient compte des égalitées de "concordance et de discordance" dans l'association representée dans le tableau tri-croisé.

Qu'est ce que ces rapports impliquent? Il ya deux hypothèses qui ne sont d'ailleurs pas forcément contradictoires. D'abord, il est évident que ceux qui participent le plus dans les organisations locales étatiques ont

plus de possibilité d'accès aussi bien à l'information qu'aux ressources. On pourrait imaginer dans la situation où l'accés à la participation dans les organisations est rélativement fermée et les programmes initiés par le projet sont véritablement rentables que le contrôle des organisations est un moyen de s'enrichir. Si c'est le cas nous sommes simplement en face d'une élite du pouvoir local qui joue sa carte organisationelle pour augmenter les inégalités.

Mais l'evidence de cette hypothése n'est pas trés convaincante, car comme nous l'avons vu, la participation à ces organisations ne semble pas être basée d'une façon déterminante sur des facteurs exclusifs du point de vue sociologique de la communauté rurale, exception faite, bien sûr de la situation des femmes. Il est vrai que dans le contexte actuel les chefs de famille, et les gens mariés ont plus tendance à participer aux organisations villageoises, mais cela peut simplement indiquer que ceux ci sont reco comme adultes responsables avec un certaine influence. Il est à noter que ce statut est accessible en théorie à tous. Un peu plus inquiétante est la situation des non-originaires , c'est-a-dire des gens de diverses orgines éthniques, qui participent moins aux organisations. Ceci n'est pas étonnant non plus, étant donnée leur faible intégration, même au niveau psychologique, dans la vie du village. Le tendance pour les parents des chefs du village à participer plus pose un problème réel, mais qui est limité aux Samarya. Néanmoins, comme nous l'avons vu, on peut dire que la Samarya reflète le véritable pouvoir politique organisationel du village, et c'est une situation à revoir. En ce qui concerne la domination de la participation par ceux qui tiennent les postes de responsabilté, nous sommes en face d'un cercle vicieux, car les plus actifs sont toujours ceux qui sont le plus concernés et qui acceptent d'occuper des postes de responsabilité. Nous noterons que la plupart des ces postes sont attribués plutôt qu'ils ne font

l'objet d'un heritage, mais cela n'explique pas suffisament les critères de recrutement. De plus, on note que la tendance des gens plus aisés comme le montrent nos indicateurs, à dominer ces organisations, est présque inéxistante. Mais le fait le plus intéressant est que tous ces facteurs qui orientent la participation vers une certaine couche de la population, n'expliquent pas d'un point de vue statistique l'essentiel de la variation dans la participation.

Cela appelle l'étude de la deuxième hypothèse: tout en admettant un certain biais dans l'accès, le facteur de dynamisme individuel semble expliquer de même la participation aux organisations, et à certaines activités du projet. L'enquete montre qu'en effet des individus, qui cherchent à s'éduquer, à travailler chez un autre pour une compensation quelconque, et qui donc possèdent quelques ressources materielles de plus, participent plus que les autres aux nouvelles organisations (le CVD, le GM, la Samarya). Mais ils participent également à l'entraide villageoise. Cela indique la possibilité d'une voie de développement pour le village qui évite la dominance par une élite conservatrice ou en revanche la dissociation totale des gens plus progressistes des affaires locales. Le problème de développement local qui se pose alors est de savoir comment généraliser ce dynamisme.

Une réponse peut se situer au niveau de la politique organisationnelle. Si le fait de participer davantage est lié à une ouverture vers les activités productives et à des connaissances en général, une politique qui encouragerait le plus grand accès possible aux organisations locales pourrait non-seulement promouvoir des actions coopératives au sein d'un communauté, mais aussi stimulerait une dynamisation d'un nombre croissant d'individus. Pour celà ces organisations doivent offrir des possibilités d'une participation basée notamment et surtout sur les intérêts réels et ressentis par les individus eux-mêmes.

CHAPITRE 6. APPUI AUX ORGANISATIONS LOCALES ET DEVELOPPEMENT RURAL DANS LE DEPARTEMENT DE NIAMEY

-=-=-=-

I INTRODUCTION

Dans un proche avenir le développement rural dans le département de Niamey doit être constitué de deux processus interdépendants:

-- le renforcement des institutions locales capables d'acquérer les caractéristiques nécessaires pour jouer un véritable rôle dans l'auto-gestion, et dans l'auto-investissement;

-- l'encouragement de toute forme d'activité socio-économique ayant le pouvoir d'améliorer le niveau de vie des villageois, et de préférence de générer des revenus, ou de mobiliser l'épargne.

Ces processus sont réellement liés, car dans le contexte actuel de pénurie de capital, et du manque extréme de ressources humaines au niveau des formations correspondantes, les possibilités d'actions individuelles sont trés limitées et les risques qu'elles impliquent sont excessivement elevés.

Mais la clef de toute action de développement dans l'avenir reside dans des intérêts précis et bien ressentis que la collectivité devrait avoir. Sans ces intérêts, tout effort de formation, d'appui aux organisations, et d'investissement dans les moyens de production est voué à l'échec, et même risque d'engendrer des conséquences néfastes.

II. TYPOLOGIE DES INTERESTS

Un des problèmes que rencontrent tous les grands projets de productivité est de n'avoir pas préalablement identifiés les intérêts réels des villagois, et que les organisations montées par ses projets pour suivre les actions "du projet" ne correspondent pas souvent aux véritables noyaux d'intérêt. C'est ainsi que les coopératives ne sont jamais venues des associations de coopérateurs, non seulement par manque de formation, mais surtout parce que l'intérêt précis et commun n'est jamais apparu très clairement. C'est surtout le cas pour le système de coopératives de crédit pour l'équipement qui ont une reponsabilité dans les préts des stagiaires.

Et pourtant, les intérêts ne manquent pas. Dans présque tous les villages où nous avons travaillé, on constate l'éxistence d'individus, ou de groupes d'individus qui ressentent fortement l'intérêt qu'ils auraient à entreprendre certaines actions. (Voir Tableau 6.1). Ces intérêts correspondent, parfois, aux intérêts précis de la communauté locale; parfois à ceux d'un grand nombre de villageois, parfois aux intérêts d'un nombre restreint d'individus au sein du village, et parfois aux intérêts d'individus qui se regroupent sur la base des fonctions qui ne sont pas limitées par le territoire de l'unité administrative appelée "le village." Aussi est-il essentiel de toujours voir ce développement à travers les intérêts publics, alors qu'il nous semble que bien des intérêts identifiés relèvent vraiment du domaine privé.

Notre enquête, ainsi que plusieurs autres efforts et constats (Le Seminaire de Lossa en 1983, les etudes sur Le Moulin à Mil,et sur les Caisses d'Epargnes), concordent sur un certain nombre de besoins et d'intérêts, bien que notre enquête n'ait pas été destinée à mener une étude exhaustive dans ce sens. L'analyse de ces besoins ressentis par les sociétés locales peut nous amener à une première classification des ces intérêts.

A. INTERETS PUBLICS ET PRIVES

Tout d'abord il ya une distinction entre les intérêts publics et les intérêts privés. Par publics nous entendons les intérêts des collectivités qui ne sont pas facilement dominés par quelques individus. La réalisation de ces intérêts exige toujours des décisions au niveau d'une unité administrative, et souvent l'engagement d'une bonne partie des gens de la base. Par contre, les intérêts privés peuvent être collectifs ou purement individuels. Nous nous sommes intéressés surtout aux intérêts qui ne peuvent être réalisés que par une action de groupe, même si les groupes ne correspondent pas forcement à une unité politico-administrative (comme, par exemple le village, ou la coopérative instituée par l'etat). Ces groupes, qui peuvent être plus ou moins formels avec des structures et des reglements biens définis, ou trés informels voir même ponctuels ou spontanés, representent des intérêts. C'est pour cela que les individus y participent.

NOM DU VILLAGE	CULTURE MARAICHERE	EPARGNE ET COMMERCE	SYSTEME DE STOCKAGE OU SEMENCE	EAU POTABLE	DISPENSAIRE	ECOLE	INFRA-STRUCTURE COMMUNICATION	FORMATION PROFESSIONELLE
KOKOIREY PEUL				X		X		
KONE BERI			STOCKAGE LOCAL DU MIL					FORMATION DES BOUCHERS ET DES FORGERONS
LOUMA	FORMATION ET AMERLIORATION DU SITE							
MONDOLO	GRILLAGE ET D'AUTRE MATERIELS							
TCHANTCHAN FOULBE	AMELIORATION DES POMPES POUR JARDINS				X PAR AUTO-ASSISTANCE			
TOLKOBOY FANDOBON	CLOTURE ET MATERIEL			X				FORMATION DES BOUCHERS
TOMBO	MATERIEL, AMELIORATION DES PUITS	FORMATION EN GESTION POUR GROUPE COMMERCANTS	STOCKAGE DES CEREALES ET DES SEMENCES SELECTIONNEES		X PAR AUTO-ASSISTANCE		DESIRENT TELEVISEUR	

TABLEAU 6.1

NOM DU VILLAGE	CULTURE MARAICHERE	EPARGNE ET COMMERCE	SYSTEME DE STOCKAGE OU SEMENCE	EAU POTABLE	DISPENSAIRE	ECOLE	INFRA-STRUCTURE COMMUNICATION	FORMATION PROFESSIONELLE
AIBACHI	POINT D'EAU CULTURE CONTRE SAISON			X		X -7KMS A PRESENT		
BABOUSSAYE	AMELIORER SOURCE; MAT-ERIAL DE JARDINAGE		POUR LES SEMENCES SELECTIONEES					FORMATION FORGERONS
BANE BERI	MIS EN OEUVRE DE LA CUVETTE			X SOURCE A 8 KMS				
BOSSE BANGOU		FABRICANTS BRIQUES DESIR-ENT ALPHABET-ISATION		X	X		REPARATION TELEVISEUR	FORMATION MECANICIENS
DADAGA	FORMATION POUR CULTURE CONTRE SAISON		STOCKAGE LOCAL DES SEMENCES				REPARATION TELEVISEUR	
DOUTOUEL	FORMATION ET MATERIEL			X PROJET DOUTEUX				
GILLENI	CLOTURE-MEILLIEUR SOURCE	FORMATION GESTION DE CREDIT						
KIKI	MATERIEL CULTURE DE RENTE	FORMATION GESTION DE CREDIT						FORMATION DES FORGERONS ET TISSERANDS

B. TYPES D'INTERETS PAR FONCTION SOCIO-ECONOMIQUE

1. L'agriculture- Le tableau 6.1 montre qu'il ya divers besoins socio-économiques ressentis par la population rurale recensée. Il est à noter que les intérêts en matière d'agriculture sèche figurent trés peu dans la liste, hormis le fait que beaucoup de villageois reclament l'aide alimentaire pendant la periode de notre enquête à cause des effets spécifiques de l'année agricole qui fut particulèrement mauvaise. En ce qui concerne l'agriculture les gens de plusieurs villages essayent de réduire les risques et les coûts de l'instabilité dans la production en demandant un stockage des céréales et des semences au niveau du village et un contrôle local. On peut voir là deux intérêts differents. D'une part, le stockage des céréales, dans un systeme de banque céréalière est une sorte d'assurance contre les variations trop extrémes des prix au moment où les besoins se font sentir. L'intérêt peut être considéré comme individuel, mais ne peut être assuré que par l'action collective. D'autre part il peut être communautaire, dans le mesure ou la communauté accepte d'utiliser comme système de sécurité sociale --dans les pires des circonstances ou une partie des stocks est utilisée pour aider les plus éprouvés, comme le font plusieurs Samarya.

En plus la capacité de stockage par le village représente un moyen de réduire les risques et les coûts du stockage individuel des semences. Ici l'intérêt apparaît typique de ceux des coopératives Rochdalean, où un groupe se forme pour défendre des intérêts individuels. La fonction de stockage éxige surtout un investissement, et une gestion continuelle.

Un autre besoin qui touche plus directement à la production agricole est exprimé par certains cultivateurs dans les villages étudiés. Ils souhaitent avoir un meilleur système d'approvisionnement en intrants agricoles, ce qui exige le stockage des intrants en un endroit où ils seront prêts à être vendus le moment venu, et un système de crédit à court terme qui peut tenir compte des risques que cela implique. A l'heure actuelle la demande pour ces intrants n'est pas trés repandue, et l'intérêt pour ce systéme est limité pour l'instant à quelques producteurs. Nous reviendrons sur les implications organisationnelles de ces considérations.

2. Cultures maraîchères-- Notons que l'intérêt pour les divers aspects de la culture irriguée est trés fort dans les villages etudiés, cela est dû en partie sans doute à la politique d'information et d'assistance entreprise par l'Etat cette année dans le domaine de la culture de contre-saison. L'intérêt est économique et vu d'une façon individuelle. Nous n'avons trouvé aucune association de jardiniers, et tous les aménagements existants, soutenus par l'aide exterieure sont exploités par des individus, ou des familles sur des parcelles individuelles. Néanmoins, l'aménagement d'un site exige un certain nombre d'investissements qui ne peuvent pas être réalisés individuellement dans la plupart des cas- comme par exemple l'aménagement des sources d'eau, le système d'irrigation, et la clôture des sites. Pour faire face à ces, besoins, et peut-être à d'autres, comme nous allons le voir, une organisation est absolument nécessaire; elle doit regrouper des individus, et pas toute la communauté locale.

3. Le Production Artisanale-- Dans la zone du projet la production artisanale se fait selon des principes différents. Pour certains producteurs, c'est surtout une activité économique individuelle. Mais pour beaucoup d'autres c'est une petite entreprise, organisée par affinité, parentale ou par héritage. Dans ces cas, l'intérêt est limité à une minorité de membres d'une communauté donnée, qui sont néanmoins liés avec d'autres producteurs d'une façon étroite. Le plus grand besoin des artisans est que l'economie soit plus vigoureuse, ce qui leur permettrait de trouver les débouchés pour leurs produits.

Outre cette nécessité que l'artisan ne peut pas infléchir, il ya l'intérêt d'améliorer sa production afin de la rendre plus efficace, et surtout d'améiorer le produit afin de trouver davantage de clients. Présque tous les groupes d'artisans rencontrés reclament une formation, et une aide pour le développement de nouveaux produits et de nouvelles techniques (consérvation de la viande, produits en fer plus adaptés au marché). En plus, certains artisans semblent être limités par l'absence de capital qui leur permettrait de s'approvisioner correctement même en matières premières. Pour eux le besoin porte surtout sur un crédit à court terme plus efficace et moins couteux que le marché du crédit informel. Ces intérêts sont tous d'ordre économique, et ne concernent directement qu'un petit nombre de gens dans les communautés rurales.

4. Le Commerce- Notre étude a identifié trés peu de groupes de commerçants, mais nous pensons qu'il en existe plus, surtout dans les domaines de commercialisation du bétail et des céréales pendant les bonnes années. Selon nos renseigements ces entreprises ont besoin d'une formation

en gestion des stocks et du crédit. Comme pour les artisans, cette formation s'adresserait directement à un petit nombre des villageois.

5. L'Epargne--L'épargne en soi est un moyen plutôt qu'une fonction socio-economique. Dans les cas étudiés nous avons constaté plusieurs buts trés differents de l'épargne en association. Le plus souvent c'est une association d'individus groupés en adassé, assusu ou tontine qui a intérêt à rétarder la dépense immediate afin d'amasser une somme relativement importante en vue d'une autre dépense envisagée. C'est l'épargne classique, mais sans garantie institutionnelle, et sans intérêt financier. C'est probablement pour cela que parmi les diverses formes d'épargne, relevées en pays Haoussa, cette forme ci est considerée comme la pire (voir Diarra Fatima Marthe. Maradi- Etude de Factibilité des Caisses d'Epargne, juin, 1984). Néanmoins, il n'éxiste pas de possibilités plus sûre, et plus rentable et il ya un intérêt pour certains villageois à s'associer de cette manière.

L'autre but de l'épargne est non seulement de conserver un capital pour un besoin futur, mais aussi de le faire fructifier. C'est un investissement. Nous avons noté trés peu d'investissements en groupe, la seule exception étant les tisserands qui combinent leur association de production artisanale avec une activité d'élevage. L'intérêt éxiste sûrement pour eux, mais cela ne semble concerner que trés peu de gens en monde rural à l'heure actuelle.

6. Infrastructure Socio-Economique- Nous notons qu'un grand nombre des souhaits exprimés par les villageois portent sur les investissements collectifs en équipement, car la plupart des villages étudiés sont trés peu équipés. Dans l'ensemble ces souhaits sont liés aux contraintes perçues par

les villageois comme étant des problèmes économiques ou de qualité de vie dans leur village. La question de l'eau potable est trés significative, car souvent cette question est considérée par les femmes comme posant un probléme d'emploi du temps, ce dernier étant déjà trés chargé. Dans certains cas elles sont obligiées de parcourir 4 à 5 kms, ou même plus, pour chercher de l'eau à boire pour la famille. Les projets d'aménagement des points d'eau peuvent donc être vus sous l'angle économique en ce qui concerne les femmes du village. Dans d'autres cas, l'eau disponible dans le village est insuffissante, ou de mauvaise qualité, et contribue à une qualité de vie dans le village jugée trés faible. Dans ces cas l'eau devient une question interessant tout le village.

Les probléme de désenclavement et d'amélioration des pistes rurales sont vus sous la même optique, bien qu'ils ne soient pas considérés dans la situation actuelle comme trés critiques par les villageois. Cela concerne surtout les commercants et ceux qui ont besoin de frequenter les marchés alentours. Mais l'intérêt de tout le village est concerné par cette situation, ce qui à amené les habitants de villages de Tombo, et Bossé Bangou à tenter de construire ou de maintenir certaines pistes avec leurs propres ressources.

L'école est plutôt vue sous l'angle de la qualité de la vie. La plupart des villages ont déja construit des écoles, souvent de leur propre initiative, et d'autres la considérent comme prioritaire (Aïbachi), car leurs enfants sont obligés d'aller trop loin pour fréquenter l'école. Comme pour les equipements sanitaires, c'est un problème qui concerne présque tous les villageois à un moment ou à un autre.

L'équipement sanitaire est également vu comme un bien collectif, lié à la qualité de la vie locale. Seul Farmas-Beri n'a pas de sécouriste ni de matronne dans le village, et de leur point de vue ce serait pour le village un atout. Certains villages estiment qu'ils sont trop éloignés d'un dispensaire (Bossé Bangou) pour assurer la sécurité des leurs habitants, et d'autres (Tombo, Tchan-Tchan Foulbe) semblent vouloir disposer d'un dispensaire sur place pour améliorer la qualité de la vie locale. Ces investissements sont vraiment des biens collectifs, car les intérêts de tous les villageois y sont impliqués.

III. UNE DEMARCHE D'APPUI AUX ORGANISATIONS LOCALES A TRAVERS LEURS INTERETS

Cette étude, bien qu'elle soit trés provisoire, nous amène à faire une série de propositions de réorientation de l'aspect organisationel du Projet. Cette démarche est fondée sur 9 principes qui nous le pensons doivent être respectés si le projet veut pouvoir enclencher un processus de développement.

A. Les Principes A Suivre

1. Soutenir les associations qui regroupent des gens partageant un intérêt réel et concret.

2. Encourager au maximum les groupes qui ont des intérêts privés à promouvoir ces intérêts, sauf si ces intérêts sont en contradiction avec les intérêts publics de la population.

3. Soutenir le fonctionnement des groupes en leurs accordant surtout une formation appropriée à la poursuite de leurs intérêts.

4. Soutenir les démandes des groupes pour une aide materielle, s'ils sont prés à investir eux-mêmes en temps et en ressources.

5. Soutenir tout groupe local par la voie des institutions de la Société de Développement en fonction de sa spécificité (CVD pour les groupes sous-villageois ou villageois, CLD pour les groupes qui ne correspondent pas avec le territoire ou la population d'un seul village).

6. Soutenir le procéssus de développement par une formation permanente des institutions de la Société de Développement avec lesquelles on travaille. Cette formation doit avoir pour but de leur permettre d'acquirir la capacité de reconnaître leurs intérêts légitimes, de s'associer sur la base du volontariat, d'encourager les groupes à mobiliser leurs efforts et les ressources locales; et si possible d'associer les divers intérêts socio-economiques au niveau de la société dans laquelle ils fonctionnent.

7. Travailler surtout avec les institutions de la Société de Developpement qui sont disposées à entretenir ces principes.

8. Soutenir aussi les CVD qui ne sont pas encore prèts à respecter tous ces principes (comme par exemple l'exclusion effective des femmes, ou des gens d'un statut spécifique) mais les engager dans un procéssus de formation sur ces conditions en y associant étroitement le CVD.

9. Là où un CVD ne semble pas disposer au sein de la société de groupes qui proposent des actions basées sur des intérêts précis, ne faire qu'une formation d'organisation qui ait pour but de dégager un processus d'auto-evaluation et auto-analyse des problèmes et des possibilités locales. Cela, malheureusement, ne peut concerner qu'une fraction infime des ressources du projet.

B. Applications aux Problémes Concrèts

1. Appui aux organisations orientées dans l'agriculture pluviale

Si un intérêt est vraiment ressenti par une partie de la population pour investir davantage dans la culture sèche, étant données les conditions climatiques difficiles qui prévalent, ces groupes d'individus doivent être identifiés. Le plus grand interêt comme nous l'avons indiqué plus haut, semble être de réduire les coûts et les risques d'instabilité dans la production par le stockage local des céréales et des semences. S'approvisionner en intrants, et même en crédit concerne beaucoup moins de villageois, mais peut être lié à la solution d'une série de problémes.

L'analyse débuterait par des discussions au niveau de plusieurs coopératives, ainsi qu'auprés des membres des GM constituant ces coopératives. Si le probléme paraît réel, et s'il est déjà ressenti, les discussions s'orienteront sur la question de savoir ce qui empêche que ces services soient fournis par des partenaires privés. Ces discussions, sans doute, révèleront des perspectives et des problémes dont il faudra tenir compte si on se décide à

soutenir ce genre d'action. Pour l'aide à l'approvisionnement en intrants les discussions devront aboutir à une explication des élements technologiques déjà assez bien connus qui ne peuvent pas être distribués par les commerçants locaux.

Là où l'interêt d'une capacité de stockage local est net le principe de départ doit être de rendre l'accès le plus facile possible aux utilisateurs et de n'y intégrer que ceux qui sont volontaires. Notons que tous les villages étudiés avaient eu l'expériences du système de grenier de réserve à l'epoque coloniale, et même que beaucoup de villageois ont trouvé le principe intéressant mais ils contestent l'application par la contrainte et l'obligation. Cela veut dire probablement que ce ne sera pas tous les "membres" d'un GM qui s'y intéresseront.

L'identification des besoins est à suivre. Normalement ils doivent se situer à deux niveaux-- la formation et l'aide financière à la construction et à la constitution de stocks. A travers des discussions les intéressés doivent se prononcer sur leurs besoins. Il est fort probable qu'ils vont demander l'aide des banques céréralières pour la gestion et la comptabilité. L'alphabétisation générale doit être evitée car les frais et le temps que cela éxige sont relativement importants. Mais si au niveau approprié aucune compétence n'existe, il serait, peut-être nécessaire de conseiller aux intéressés d'en envoyer quelques uns à un stage de formation, le temps q'ils entreprennent la construction d'un local. Un tel stage pourrait être conçu par groupes s'il y a plusieurs villages qui en expriment le besoin. En même temps une formation distincte d'un comité de géstion de banque céréalière pourrait être entreprise.

Normalement la construction doit être entreprise par les intéressés eux-mêmes, mais le projet pourrait fournir les plans types de magasins efficaces et adaptés au climat, à partir d'expériences d'un organisme comme VITA (Voluntaires en assistance technique). Il peut se faire qu'un obstacle important se trouve au niveau d'un outil, ou d'un material de construction qui pourrait alors être subventionné par le projet.

Le plus grand probléme se situerait au niveau des fonds initiaux de stockage. C'est ici qu'une demande de financement auprés du fonds de développement rural (ou d'une autre source de financement) pourrait être introduite. Néanmoins, la décision doit venir des intéressés qui établireront avec l'aide d'un encadreur, un budgét de fonctionnement, comprenant leur propre contribution, non seulement en travail, mais aussi en espèces. L'encadreur doit établir avec eux un rapport minimal entre les ressources internes et celles de l'aide exterieure. Les interessés seront encouragés à développer un plan pour le renouvellement de la banque céréaliere ou de la banque de semences, et fixer les contributions à y apporter en argent ou en nature. Ils peuvent à ce moment aussi décider des grandes lignes de leur politique de distribution, et déterminer si le système de stockage doit être lié à d'autres besoins comme par exemple un système d'assurance pour le crédit agricole à court terme, ou un système d'aide aux sinistrés.

Si d'autres fonctions sont identifiées, les intéressés doivent s'entendre avec les membres des groupes concernés pour l'aide, par exemple avec la Samarya ou directement avec le CVD, et déterminer leur participation. Il se pourrait qu'une solution au probléme du crédit agricole à court terme soit d'attirer des prêteurs potentiels à faire partie

de la banque céréalière, et d'établir le niveau de leur apport au moment de la récolte que servirait de garantie au paiement des crédits contractés. Mais ce sont là uniquement des suggestions qui sont proposées. Toute décision de ce genre doit venir des interessés eux-mêmes.

Si de telles décisions étaient prises il faudrait encourager le groupe concerné à soumettre sa proposition au CVD. Il serait normal que les leaders des divers groupes constituant le CVD puissent être déjà saisis de l'affaire à travers les discussions sur les divers aspects du projet (Le GM sûrement, la Samarya, peut-être). A ce niveau un formateur en organisation locale travaillerait avec les autorités du CVD en donnant une formation trés brève sur la préparation d'un projet, et sur les principes du CVD, et surtout sur l'inclusion des interessés des divers groupes sociaux. Le formateur pourrait tenter aussi de tenir une réunion avec l'assemblée générale du village à profiter de ce moment pour exposer le projet, et engager une discussion sur ce qu'il implique. Il est possible qu'à travers ces discussions il apparaisse que les intérêts de certains villageois-- les femmes, par exemple-- ne soient pas répresentés dans le projet et que cela puisse entrainer une discussion sans contrainte de l'extérieur pour obliger les interessés à accepter de nouveaux participants.

Nous nous réfèrons plus bas aux moyens que la poursuite d'une telle méthodologie exigerait, cependant, il nous semble que, bien que la méthode de formation puisse se révéler intensive au début, les éxigences d'encadrement deviendront de moins en moins lourdes quand le programme sera connu. Si le systéme de stockage est interessant, d'autres groupes demanderont à y participer, et s'organiseront en conséquence.

2. Appui a la culture maraîchère

L'appui à la culture maraîchère pose des problémes dans la mesure où aucune organisation des intéressés n'éxiste. En principe, on peut imaginer que les projets de culture de contre-saison sont du ressort d'une association villageoise. Mais cela n'apparaît pas dans nos enquêtes. Par exemple, dans l'un des plus grands projets, à Louma, environ 100 familles seulement étaient impliquées sur une population villageoise de prés de 4000 habitants. Mais pour que la culture maraîchère puisse apporter un supplément alimentaire et des revenus appréciables aux intéressés, ainsi qu'une technique d'auto-gestion et d'auto-financement, certain problémes doivent être préalablement résolus:

-- l'investissement dans la clôture de toutes les parcelles;

-- la mise en place d'un système d'entretien des sources d'eau, et l'amélioration des systemes d'irrigation;

-- la mise en place d'un système de gestion de l'eau et des moyens de puisage;

-- éventuellement, l'institution d'un système de commercialisation de la production.

Il nous semble que pour faire face à ces problèmes une organisation locale des jardiniers sera nécessaire. Si cette organisation coincide avec le village, il risquerait d'y avoir plusieurs problémes, notamment le problème de la sélection de ceux qui recevront la formation, et qui bénéficieront de l'aide extériure à la production. Ces gens ne

correspondant pas à ceux qui seront responsables de ces crédits. Il se pourrait également que ceux qui voudront pratiquer la culture irriguée ne soient pas du même village. Dans ce cas, un encadreur sera obligé de travailler avec les intéressés pour les amener à définir le type de groupement qu'ils souhaiteraient monter, et devra établir avec eux les règles de participation au travail et de responsabilité par rapport à leur contribution à tout investissement demandé à l'extérieur. L'encadreur pourrait aussi servir de liasion initiale entre ces groupes et les fournisseurs privés des intrants (comme le grillage ou les graines potagères) qu'ils demanderaient. S'il s'avère impossible de former une association, il serait déconseillé de subventionner les jardiniers, à l'exception d'une aide technique qui pourrait être coordonnée par le projet si le personnel compétent était disponible.

Si les jardiniers étaient d'accord pour former un groupe, ils pourraient adopter n'importe quel modéle de groupement de gens travaillant ensemble existant déjà dans la société, selon leur préférence. Le groupe à ce moment là serait encouragé à soumettre son projet au CVD, ou s'il s'agit de gens de plusieurs villages, ils pourraient saisir directement le CLD. C'est à ce moment là que la formation des institutions de la société développement devra être faite, comme nous l'avons vu plus haut. La même analyse sur l'exclusivité et sur le processus pourrait être entreprise par les formateurs à travers les discussions avec les notables du CVD, et l'assemblée villageoise.

3. Appui aux artisans

L'artisanat dans la zone du projet represente une force productive mal intégrée aux actions de développement. En plus, comme nous l'avons vu, les artisans sont souvent déjà organisés. Mais ces associations ne sont pas toujours trés disposées à travailler avec des organismes extérieurs, ou a prendre des risques économiques à l'egard de l'autorité publique.

Le plus grand probléme se trouve au niveau de l'intégration des divers groupes d'artisans au sein de la societe locale. Dans certains cas le probléme ne se pose pas, car les artisans sont bien integrés socialement, et sont actifs dans les institutions villageoises (GM, Samaryia, CVD). Dans ces cas là, la méthode de travail serait de recenser les besoins surtout en formation des groupes socio-professionnels, et de faire passer leurs demandes par le CVD. Il serait souhaitable de prévoir en même temps une formation pour les artisans de plusieurs villages dans une spécialité (travail du fer, par exemple). Puis, si le groupe souhaite avoir une aide matérielle il devra poursuivre la procédure pour déterminer ses besoins et ses apports, et il soumettra sa demande au CVD pour qu'elle soit transmise éventuellement à un source de financement. Bien que la formation des artisans soit faite par regroupement des artisans de plusieurs villages, les fonds d'investissement pourraient être accordés seulement à un groupement localisé. Il serait souhaitable de réfléchir à une politique de développement de plusieurs "ateliers" améliorés constitués des meilleurs artisans qui ont l'habitude déjà de travailler ensemble (par exemple le cas des artisans de Koné-Béri) plutot que d'éparpiller les ressources entre des artisans isolés, ou de trés petits groupes dans plusieurs villages. Cette démarche pourrait rationnaliser les ressources investies, et éviter la saturation rapide du marché.

Si les artisans ne sont pas intégrés socialement au pouvoir du village des problèmes peuvent se présenter à deux niveaux. D'une part les groupements risquent d'être réticents à s'intégrer, et à faire passer leurs demandes par le CVD. D'autre part les CVD ne seront peut-être pas prêts à présenter ces demandes à l'extérieur. Cette situation et trés délicate, et sans solution trés claire. Le mieux serait d'essayer de faire une formation au niveau du CVD sur les besoins et les possibilités des artisans et sur le rôle du CVD dans le développement du village et du pays, sans obliger le CVD à changer de comportement. Mais s'il apparaît que certains CVD sont préts à promouvoir leurs artisans, et que ceux-ci proposent un projet d'atelier desservant un espace géographique assez vaste, d'autres CVD seront peut-être disposés à y inclure leurs artisans. L'essentiel ici est de diffuser l'information sur les possibilités de formation, et d'encourager tous les groupes d'artisans à engager des discussions avec les formateurs du projet dans un premier temps.

4. Appui au Commerce et à l'Epargne-

Les possibilités de contribution du secteur commercial rural nous apparaissent assez limitées à l'heure actuelle, car nous n'avons pas identifié de groupes de commerçants d'importance suffisante pour bénéficier d'une aide en tant que groupe. A notre avis la meilleure aide à ces petits groupes serait de leur permettre d'assister à un stage de formation en gestion et en comptabilité conçu pour d'autres associations. En ce qui concerne l'épargne, il faudra attendre les résultats de l'étude sur le crédit rural pour voir ses recommandations, mais nous ne sommes pas trés optimistes sur les possibilités

d'amélioration de ces groupes à répandre l'épargne en milieu rural étant donnée la stituation économique générale. Il faudra néanmoins, à la lumière des résultats de cette étude voir si l'on peut considérer la mise en place d'un système de caisse d'épargne beaucoup plus sûr et plus rentable que les tontines actuelles, au moins au niveau des centres secondaires importants tels que Balayara, Torodi, Kollo, etc. Il est possible que ces caisses puissent être entretenues par des organisations locales, mais le problème le plus important dans la gestion de l'épargne nous semble être celui de la sécurité des fonds, or jus qu'à présent cette sécurité n'est assurée, tant bien que mal que du fait des relations de confiance entre participants.

5. Appui aux projets d'infrastructure villageoise

Les intérêts publics pourraient être mieux servis en travaillant directement avec l'institution de base de la Société de Développement- qu'est le CVD. Comme nous l'avons dit, dans beaucoup de villages il serait nécessaire de former les CVD pour qu'il puissent fonctionner comme des instruments de développement. Mais dans la plupart des villages, une capacité d'entreprendre existe, en général à travers la Samarya. Pour débuter le processus de renforcement des CVD les autorités locales, et les agents de terrain de projet, devront informer les chefs de villages que certaines aides peuvent être apportées au village si le CVD formule une demande précise. Ainsi on pourra attendre des reactions qui emaneront surtout de villages assez bien organisés où les éléments de solidarité sont forts. Ces villages auront alors une liste de projets à proposer tous seuls et on pourrait trés bien commencer avec eux.

Le but des ces actions villageoises sera surtout la formation des organisations locales sur le tas. Les formateurs devront répondre en amenant les responsables de ces CVD à faire une analyse des coûts, des bénéfices possibles, et des frais d'entretien de leur investissement. Les villageois devront commencer par comprendre le processus d'évaluation et de planification simplifiée, et déterminer leurs priorité eux mêmes à partir de leur analyse. Il devront également être en mesure de comprendre les conséquences de marginalisation et d'exclusion de certaines strates de la population, comme par exemple les femmes, et devront être encouragés à rechercher une participation réelle la plus large possible. Enfin, le CVD devra formuler un plan d'investissement de sa contribution au projet ne se limitant pas seulement à une affaire de quelques jours de travail, ou d'apport de briques. Ce plan devra inclure une méthode de gestion. Les premiers efforts risquent être trés durs et d'être éloignés des objectifs, mais le but sera atteint petit à petit par formation de gens capables de prendre des décisions en connaissance de cause. Tout projet qui ne serait pas basé sur une veritable décision d'un CVD, et pour lequel un plan de gestion n'existerait pas, devra être rejèté, exception faite des projets estimés réalisables par des experts techniques.

La demande pour une formation specialisée telle que l'alphabéistation, le calcul, la gestion, ou des techniques précises, devra venir des décisions des CVD quand ils se trouveront en face de leurs difficultés à planifier et à gérer leurs projets. Aucune formation abstraite ne doit être envisagée; tout doit être fondé sur le concrét.

Etant donnée la situation des GM et des coopératives dans le Département, ils sera prudent de ne pas orienter exclusivement les actions de développement local sur ces institutions. Orienter toute action de formation, et de mise en place d'un systéme de crédits, vers les coopératives risque d'intensifer les inégalités déjà existantes entre les chefs-lieux de coopératives et les villages environnants. En plus cela contribuerait trés peu au processus de développement car les coopératives n'ont pour la plupart pas plus de capacité d'action que les CVD villageois, et elles sont présque toutes déjà trés endettées sans espoir de s'en sortir sans l'annulation de leurs dettes antérieures. En réalité la coopérative n'offre pas dans l'état actuel des choses suffisamment de garantie pour un meilleur remboursement. Seules la formation, et l'instauration d'un processus adéquat pourraient y conduire.

6. Les autres villages

Notre stratégie d'intervention en ce qui concerne les actions publiques implique une inégalité et une marginalisation, au moins dans le court terme, des villages fortement divisés, et bloqués par leurs propre dynamique interne, et peut-être aussi des villages éloignés des voies de communication. Cela est regrettable, mais inévitable étant donnée la pénurie extrême de ressources disponibles pour entreprendre ce genre d'actions au demeurant souhaitées. Il est possible, néanmoins, d'envisager un programme de formation uniquement dans un minimum de villages chaque année. Ce programme serait basé sur la méthode d'identification interne et l'auto-évaluation. Ces études seront difficiles à conduire, et elles doivent être entreprises plutôt dans les villages qui disposent de potentialités économiques qui pourraient être développées si les

CVD commencent à fonctionner à partir de leurs propres études. Le but de l'étude serait d'aider les villageois à mieux appréhender leurs problémes ainsi que les difficultés à y faire face dans la situation actuelle. Ces études seraient insérées dans le programme d'étude à long terme, portant sur les structures réelles dans les diverses sociétés de la zone du projet, ce qui ne pourrait jamais être mené à terme par des enquêtes rapides.

C. Les Moyens D'Exécution

Le programme d'appui aux organisations suggeré ici démande qu'un plus fort pourcentage de moyens du projet soit mis à la disposition de ces organisations que dans le passé. A notre avis, ce programme est destiné à devenir le volet le plus important du projet, et c'est la méthode qui permettra d'obtenir les meilleurs résultats en ce qui concerne les populations du Département de Niamey dans le contexte qui prévaut. L'exécution de cette démarche dépend de trois éléments trés essentiels.

-- elle dépend du dynamisme de certains groupes au sein de la société locale et de leur capacité à réagir à l'assistance, sans y avoir été très "sensibilisés" auparavant. Pour beaucoup de villages et de groupes nous doutons que les problèmes de développement soient "le manque de conscience" auquel le service de l'animation a souvent fait référence. Nous savons que les réactions ne seront pas uniformes, ni peut-être même très satisfaisantes au début, mais la reponse qui suivra dépendra des premiers efforts.

-- ce processus demandera des agents de terrain capables de mettre en marche un processus d'appui aux institutions. Or ces agents manquent à l'heure actuelle. Il sera inévitablement nécessaire de former un certain nombre des ces formateurs, et de leur accorder des conditions matérielles et de suivi susceptibles de leur permettre d'accomplir leurs tâches. Les méthodes qu'ils doivent utiliser sont bien connues, et appliquées par un grand nombre d' organismes non-gouvernementaux dans beaucoup de pays du monde. Il serait souhaitable, à notre avis, d'inviter plusieurs ONG à participer à formation des agents de terrain, et même d'entreprendre des actions spécifiques au niveau de certains villages pour tester leur méthodologie, s'ils acceptent les grandes lignes et la nécessité de renforcer les organisations locales à travers le renforcement de la structure du CVD. Nous proposons que le projet recrute 8 formateurs, des qu'il pourra trouver un organisme (de préference une ONG avec une experience solide en développement communautaire) capable de les former, et peut-être aussi capable d'entreprendre des expériences de formation des premiers villages repondant aux offres d'assistance.

-- La troisième éxigence du projet se trouve au niveau du projet lui-même. Il s'agit de la nécessité pour ses responables de permettre et d'encourager le processus par lequel de véritables micro- réalisations pourraient devenir réalité avec de moins en moins de contrôle directif. Pour le projet, ce soutien prendra la forme d'allocations de ressources d'une manière appropriée qui permetteront aux formateurs et aux responsables de section d'organisations locales de travailler. Cela éxigera le soutien d'une gamme d'actions qui ne seront peut-être pas classiques, et qui demanderont aussi des mesures d'évaluation basée sur les résultats obtenus

au cours du processus. Cette reorientation demandera que le projet travaille avec des partenaires choisis en fonction de leurs compétences-- aussi bien des services techniques, et des OGN, que des universitaires.